T. XXXIX. N° 16. *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 Nov. 1929

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Canovas del Castillo[1]

TROISIÈME PARTIE

COMMENT ON CONTINUE L'HISTOIRE

V. — L'Organisation de la Monarchie moderne.

Si vous réussissez à la faire démocratique, votre Monarchie sera la formule de cette génération.

(Emilio Castelar, *Discours d'adieu*, 7 février 1888.)

d) *Les partis dans la Constitution. — Le ralliement par le gouvernement.*

Je ne me suis point proposé d'écrire l'histoire, — avec l'ampleur et la plénitude que ce mot comporte, — des vingt-deux années (1875-1897) qui virent l'épanouissement de la Restauration ; les années de Cánovas, plus longues et plus fécondes que les fameuses cinq années d'O'Donnell (non pas que Cánovas soit resté au pouvoir tout ce temps, mais, même lorsqu'il n'y était pas, son influence s'y faisait sentir, ne fût-ce que par une espèce d'effet contraire, et son ombre, au moins, n'en fut jamais absente). Ce que nous cherchons ici, c'est une leçon et un exemple. Arrêtons-nous seu-

(1) Voir la *Revue universelle* des 1er janvier, 15 février, 1er mars, 1er juin, 1er juillet, 1er août, 15 septembre, 1er octobre, 1er novembre 1929.

lement sur deux points culminants de cette courbe très tendue, deux sommets de cette ascension : le ralliement de la gauche démocratique, et la transmission du gouvernement des conservateurs aux libéraux, dans la redoutable crise qu'ouvrit la mort prématurée de Don Alphonse XII.

Au lendemain de « l'événement de Sagonte », les partis d'extrême droite et d'extrême gauche, plus ou moins surpris, saisis et frappés, demeurèrent d'abord en armes. Sans métaphore, pour les carlistes, des mains desquels il fallut les faire tomber. Ce qui se fit assez vite, diplomatiquement, par la paix du Baztán, et, militairement, en exécution d'un plan tout pareil à celui que Cánovas del Castillo, dans sa biographie d'Estébanez Calderón, expose comme conçu par Don Luis de Córdova, si je ne me trompe, pour mettre fin à la première guerre civile. Du côté de l'extrême gauche, si les armes elles-mêmes étaient brisées ou émoussées, les cendres de l'incendie étaient encore chaudes ; çà et là, quelque foyer fumait encore, et pouvait se rallumer. Les fédéralistes forcenés, cantonalistes et communalistes, vaincus, ne se rendaient pas. Les républicains, de nuances moins écarlates, les tenants de ce qu'on nommerait, par antithèse de l'autre, la République raisonnable, unitaires, progressistes, radicaux et libéraux, mais tous modérés par comparaison, portaient le deuil de leurs espérances, s'enfermaient chez eux, ou boudaient dans leurs cercles aménagés en Mont-Aventin confortable. Au *pronunciamiento*, chose d'Espagne, ils répondaient, autre chose d'Espagne, par le *retraimiento*. Mais, Bismarck l'a dit, l'indignation n'est pas une position politique, et ni la mauvaise humeur ni la vertu rigide ne peuvent durer toujours.

Voici de nouveau Castelar ; nous le reprenons comme témoin, comme symbole, et nous retenons sa conduite dans les Cortès de la Restauration, depuis les premières, depuis les Cortès constituantes de 1876, son attitude, son langage, comme la meilleure indication de la température des sentiments de la gauche avancée, à l'égard de la Monarchie qui se relevait. Non, sans doute, qu'on n'en pût citer d'autres ; bien d'autres que lui, dans les diverses fractions de ce parti, combattaient, résistaient, se défendaient, mais aucun d'aussi haut ni aussi fort. Le 9 mai 1876, dans les débats sur la Constitution, Castelar se plaignait qu'on fît trop étroite mesure à la liberté religieuse, la réclamait large et égale, soustraite aux usurpations, aux entreprises de l'État : « La conscience

est incoercible, la conscience est inviolable. Vous pouvez la persuader, vous ne pouvez pas la dominer. Vous pouvez la mouvoir avec une idée, vous ne pouvez pas la mouvoir avec un commandement. » Le 20 juin, il revendiquait, professeur de l'Université de Madrid, la liberté d'enseignement. Le 15 juillet, il flétrissait et condamnait, — déjà rétrospectivement, — la Dictature. « Si vous en avez tant besoin pour votre politique, comment l'avez-vous discréditée et l'avez-vous perdue par tous vos actes? Dictature, et vous convoquez les comices qui exigent une complète liberté. Dictature, et vous faites les élections qui suspendent les attributions les plus essentielles du gouvernement. Dictature, et vous réunissez des Chambres qui ne peuvent consentir ni diminutions de leurs prérogatives ni menaces à leur inviolabilité. Dictature, et vous promulguez le code fondamental dont les articles sont tous de même lignée, donnant au pouvoir et aux citoyens des droits mutuels et [leur imposant] de mutuels devoirs, en ce qu'elle les assujettit tous à l'auguste impersonnalité de la loi. Mais la politique de ce gouvernement est essentiellement une politique antilégale. Machiavel disait que la dictature passagère a mille fois sauvé Rome et que la dictature perpétuelle l'a perdue pour toujours. Et vous allez à la dictature perpétuelle. Machiavel disait que mille fois la dictature de la légalité a sauvé Rome et que la dictature illégale l'a perdue pour toujours. Et vous exercez une dictature illégale. Vous ne l'avez reçue de personne, vous l'avez prise de votre propre arbitre et par votre caprice. Vous ne la conservez par aucune sanction légale ; vous la conservez par votre caprice et de votre propre arbitre. Cette Dictature n'est pas sortie des Cortès, elle est sortie des casernes. Elle a rompu d'abord les lois du pouvoir qui l'avaient précédée, et elle rompt maintenant les lois qu'elle-même a données, comme si elle se réjouissait dans l'illégalité... »

[Castelar est infatigable, son éloquence intarissable : de sujet en sujet, elle se surpasse elle-même. Le 17 novembre, discours sur les lois municipale et provinciale ; le 13 décembre, discours sur la loi militaire, contre la faculté du remplacement, pour le service obligatoire ; le 2 janvier 1877, discours sur la politique du gouvernement conservateur ; le 22 mai, discours en défense du suffrage universel. Le 8 juillet 1878, discours sur le régime auquel sont soumis

les journaux, et, le 25 novembre, discours sur la liberté de la presse : le 12 du même mois, Don Emilio avait parlé sur la loi électorale. Le 2 juin 1879, il revient à la question du serment, qui lui tient à cœur ; entre temps, et, à trois reprises, en cette année d'élections, il dénonce les interventions illicites qui corrompent et faussent les scrutins. Le 8 juillet, il discute le message à la Couronne, dans le même esprit qu'en 1878 et qu'en 1876 ; et il le discute encore, le 14 novembre 1881, comme, le 21 septembre 1881, il a encore attaqué le serment. L'enceinte du Congrès ne lui suffit d'ailleurs pas, et Emilio Castelar porte au dehors la magique puissance d'une des paroles les plus riches qui aient jamais fleuri sur des lèvres humaines ; devant « la Démocratie historique » d'Alcira (2 octobre 1880) ; dans une réunion publique à Huesca, dont il est député (7 août 1881) ; sans compter ce qui n'a pas été recueilli. Avec quels accents ! Et au milieu de quelle fureur, de quel délire d'admiration ! A Alcira, par exemple, « les applaudissements, les vivats, « les cris d'enthousiasme, les manifestations d'adhésion « à l'orateur interrompent pendant longtemps son dis- « cours (1) ».

Dans les Cortès et au dehors, au long de ces cinq années (1876-1881), le thème de Don Emilio est le même, son programme est invariable : la loi, l'ordre, la liberté. Les libertés plutôt, les libertés, filles de l'ordre et de la loi, et d'une liberté à l'autre. Lorsqu'on en a conquis, lorsqu'il en a été concédé une, tout aussitôt, que l'on réclame la suivante. Et, à chaque fois que l'on en avait conquis une, à chaque fois qu'il en avait été concédé une, Castelar et la Monarchie se rapprochaient ; par la Monarchie, s'accomplissait ce qu'il y avait d'acceptable et de réalisable dans le programme républicain, qui se vidait. Mais le groupe de ces républicains assagis était très faible, insignifiant numériquement dans les Cortès ; au début de la Restauration, rien que deux ; et il ne prenait de signification que des personnalités de ses deux membres, de celle surtout d'Emilio Castelar. Entre eux et les conservateurs, monarchistes de la veille, du jour, ou du lendemain matin à la première heure, s'étendait tout un marais parlementaire, où les opinions, comme le sol,

(1) *Discursos parlamentarios y politicos de* Emilio Castelar *en la Restauración*, dix années, 1874-1884, t. I, II, III, IV.

étaient incertaines et flottaient, pour ainsi dire, sur des eaux troubles. Si Castelar, homme de la doctrine, se sentait, devant la Monarchie, de jour en jour plus désarmé, qu'en pouvait-il bien être des hommes de l'ambition, de l'intérêt et de l'occasion? Il avait beau railler, dire qu'il y avait moins de monarchistes dans cette Chambre que dans d'autres qui se croyaient et que l'on croyait républicaines : ces républicains n'étaient là que parce qu'ils étaient passés ou pour passer à la Monarchie, et, en effet, peu à peu ils y passaient. La Restauration les attirait à la légalité par l'ordre et les y attachait par la liberté. Ils étaient aux portes de la Constitution, aux portes du régime qu'elle organisait : un pas de plus, et ils seraient dedans. Les anciens ministres, les derniers soutiens, les rares fidèles de Serrano, les tenants les plus obstinés de la République modérée et unitaire, hésitaient, s'observaient, observaient, et on les observait. De même qu'ils étaient entrés dans la République pour la « désanarchiser », pour la discipliner, s'ils entraient dans la Monarchie pour la libéraliser, — ils se couvraient de ce grand mot, — pour la démocratiser? Pourquoi la gauche démocratique ne deviendrait-elle pas la gauche dynastique? Pourquoi ses chefs, s'étant accommodés de Serrano, de Don Amédée, de la République fédérale, tout en en déplorant, mais en en subissant les excès, s'étant faits les dévots de la République unitaire, puis étant revenus à Serrano quand lui-même était revenu, puis étant partis avec lui, sans trop savoir où aller, pourquoi ne s'arrangeraient-ils pas avec la Monarchie? Après tout, elle était constitutionnelle et parlementaire, c'est-à-dire (les consciences vacillantes trouvent toujours de ces poids à jeter dans la balance) à demi démocratique, un peu républicaine. Pourquoi n'iraient-ils pas à elle? Oh ! bien entendu, dans l'opposition, du côté du progrès, et pour la pousser !

Dès que leur mouvement se dessina, Castelar, qui le jugeait précipité, les fustigea de son ironie, les couvrit de ses invectives. Qui? Eux, ces hommes d'hier et d'avant-hier, ces radicaux, ces républicains, presque les mêmes hommes que lui, les mêmes ! « Si grand, leur criera-t-il (1) (22 décembre 1882), si grand que soit notre désir de marquer des

(1) *Discursos* de Emilio Castelar, 22 décembre 1882, *Sur la formation de la gauche démocratique*, t. IV, p. 192-193.

différences entre nous, nous avons au fond une même histoire, puisque, contre le trône de Doña Isabelle II, nous avons été conspirateurs, vous, et conspirateurs, nous ; révolutionnaires du 22 juin, vous, et révolutionnaires du 22 juin, nous ; condamnés, vous, en la personne de vos chefs, à la mort dans le garrot vil, et condamnés, nous, en notre propre personne ; vainqueurs d'Alcolea, vous, et vainqueurs, nous ; auteurs, vous, des trois *Jamais!* qui proscrivaient la Maison de Bourbon, et auteurs, nous ; ministres et présidents de la République, vous, et ministres et présidents de la République, nous ; tous, à la fin et au fond, les mêmes, parce que tous nous portons plus ou moins les mêmes armes sur notre écu, et les mêmes souvenirs autour de nos noms honorés : différents seulement par une faculté, par la mémoire, en nous brillante, en vous effacée et éteinte ! »

Ces gens de gauche ne marchaient pas, ils couraient, et si vite qu'ils avaient l'air de courir au secours de la victoire. (Pourtant, depuis le fait de Sagonte, huit ans déjà s'étaient écoulés, et six depuis le vote de la Constitution ; dans l'intervalle, la Monarchie légalitaire, parlementaire, moderne, avait fait ses preuves.) Alors encore, tout ce que Castelar pouvait promettre au gouvernement restauré, c'était la bienveillance, — *benevolencia*, — une bienveillance passive et qu'il définissait ainsi : « Cela ne signifie pas tant une bonne volonté, un continuel concours, que la réprobation et l'éloignement des moyens révolutionnaires. Le mot *bienveillance*, en son acception politique, est le contraire du mot *violence* (1). »

Mais comment la gauche démocratique, venant, pour l'opposition, à la Monarchie, ne serait-elle pas devenue, dans l'opposition même, et par cette opposition elle-même, une gauche dynastique? Discuter avec quelqu'un, en propres termes, s'opposer à quelqu'un, c'est reconnaître qu'il existe.

(1) C'est par là aussi que Sagasta avait commencé, par « l'expectation bienveillante ». Mais il ne tarda pas à déclarer publiquement que « le parti constitutionnel était le parti de gouvernement le plus libéral dans la Monarchie », et, en conséquence, ses amis constituèrent dans les Cortès « l'opposition de Sa Majesté ». En 1880, Sagasta, se séparant des éléments extrêmes des gauches, unit son groupe avec les *centralistes*, et cette fusion permit, par l'opération de Cánovas, son accession au gouvernement (8 février 1881). Enfin il fusionna les *fusionnistes* eux-mêmes, en juin 1885, avec les partisans de Martos et de Montero Rios, ce qui, à la mort d'Alphonse XII, en novembre, désigna Sagasta pour présider, avec les plus grandes chances de paix, à la transmission de la Couronne.

Lorsqu'on se prête un peu, on se donne tout à fait. Pour avoir définitivement ces nouveaux venus, pour faire d'eux sans retour un parti monarchiste, il n'y avait qu'à leur passer le gouvernement. Cánovas l'avait vu d'un coup d'œil génial, et, dès qu'il en avait eu l'intelligence, il en avait eu la volonté. Cette opposition, capable de fournir un gouvernement parallèle au sien, alternant avec le sien, ne lui était-elle pas nécessaire pour construire, animer et mouvoir une Monarchie vraiment parlementaire où les partis se suppléeraient et la compléteraient, en se succédant au pouvoir et en en usant chacun en vue de son but, et tous les deux en vue du bien public?

Oui, c'était nécessaire, mais ce n'était pas facile ; ce n'était pas possible, sans un artifice. Cánovas m'a dit, quinze ans plus tard, qu'à ce moment sa situation était telle que, quand bien même il eût voulu perdre la majorité, il ne l'aurait pas pu, les électeurs ne l'auraient pas suivi. Ç'a été longtemps la mode en Espagne, et le trait pas le plus honorable des mœurs politiques d'outre-monts, que le gros du corps électoral se piquait d'être ou de paraître plus gouvernemental que le gouvernement ; et comme, nulle part, le suffrage universel n'entend finesse aux jeux de la politique, il était fidèle au point qu'un gouvernement, le voulût-il, ne pouvait pas se faire renverser. Mais particulièrement, en ce temps-là, du temps de la toute-puissance de Cánovas. Le président du Conseil, inamovible malgré lui, fut donc dans l'obligation de recourir à un stratagème. Quand les choses furent à point et l'instant arrivé, il feignit un dissentiment avec le Roi ; il présenta à la signature un décret auquel Don Alphonse XII refusa son approbation ; sur quoi, il lui offrit la démission du Cabinet : à la surprise générale, à l'étonnement des ministres eux-mêmes, elle fut acceptée, et M. Sagasta fut appelé. Même après, tout le monde ne sut pas, et beaucoup de ceux qui surent ne comprirent pas. Mais, par le gouvernement, l'opposition devenait pleinement constitutionnelle. La gauche démocratique était bien désormais la gauche dynastique. Lorsqu'elle retomba du pouvoir, elle resta « l'opposition de Sa Majesté ». La Monarchie était maintenant sur ses deux pieds ; toutes ses pièces étaient en place ; il n'était plus possible de faire échec au Roi. *Bellissimo inganno :* c'était un magnifique coup, magnifiquement joué.

e) *Un passage difficile.*
La mort du Roi Don Alphonse XII.

Ce coup dut être répété, au bout de quatre ans, dans une circonstance difficile. La mort de Don Alphonse XII (1), enlevant ce prince aux confins de la jeunesse et de la maturité, alors qu'il semblait que l'on pût espérer de lui pour la Restauration une longue vie, posait devant l'Espagne une énigme redoutable, et de la mauvaise solution de laquelle il y avait à craindre un recommencement de ses maux. Le Roi ne laissait comme héritiers connus que des filles, dont l'aînée était encore enfant, mais une nouvelle naissance se préparait. Or, la Constitution de 1876, semi-salique, n'habilitait les femmes à succéder à la Couronne qu'à défaut de mâle dans la même ligne et au même degré. Si l'enfant à naître était un fils, ce serait donc lui l'héritier légitime, et c'est en son nom que la Régence gouvernerait (2). Mais qu'est-ce que le Seigneur allait donner à ce cadavre, et, s'il est de principe que le mort saisisse le vif, comment ce mort saisirait-il ce vif qui n'était pas encore inscrit parmi sa descendance, au livre des vivants?

Le régime restauré achevait seulement sa dixième année. Le vieil arbre monarchique était bien replanté, mais n'était peut-être, après tant de secousses, qu'imparfaitement réenraciné. La tempête pouvait venir des deux extrémités de l'horizon : du nord et du sud, du carlisme ou du régionalisme, de droite ou de gauche. De droite, c'était moins probable : le carlisme, vaincu depuis peu, n'était pas réorganisé, s'il n'était à jamais découragé, et, s'il n'abandonnait point théoriquement ses droits, il se contentait de les réserver, ce qui est une manière de ne pas les faire valoir. Le péril immédiat était plutôt à gauche. Du côté de la gauche, ou des gauches, tout fraîchement ralliées, amenées ou ramenées, un reflux pouvait se produire ; et, comme, de proche en proche, les plus modérés avaient attiré les plus avancés, la marée, en se retirant, pouvait, derrière les plus avancés,

(1) 25 novembre 1885.

(2) Ce fils posthume naquit le 17 mai 1886. Il fut proclamé Roi le jour même sous le nom de Don Alphonse XIII, et atteignit sa majorité (à seize ans) le 17 mai 1902. Jusque-là, la Régence fut exercée par sa mère, la reine Marie-Christine, qui montra, dans ce rôle, des qualités d'homme d'État éminentes.

entraîner, remporter les plus modérés eux-mêmes. Mais il y avait un moyen de parer à ce danger : il n'y en avait qu'un, et il était héroïque, aventureux, il n'était sûr que si l'on s'était d'abord assuré, jusqu'à n'en avoir aucun doute, de la loyauté, de la fidélité de l'homme qui aurait à le mettre en œuvre, et l'on n'en serait absolument sûr que si l'on avait fait de lui, par l'intérêt, le prisonnier de son devoir, et, par la vanité ou l'amour-propre, par « l'honneur », l'esclave de sa fonction.

Que se passa-t-il alors? Je relis dans un vieux journal (1) : « Il y eut un moment, qui fut extrêmement critique, dans le cours quotidien et assidu de ce travail (de la Restauration), un moment où il put être interrompu ; un moment où il fut nécessaire de déployer d'insignes vertus pour que ce labeur salutaire ne fût nullement menacé : c'est quand la mort du Roi livra sa succession à une impénétrable énigme. La difficulté fut hautement et glorieusement surmontée par l'attitude prévoyante et la décision anticipée, qui, dès qu'il eut fallu désespérer de la vie du jeune monarque, furent prises fermement dans l'esprit et les résolutions irrévocables de M. Cánovas del Castillo. Lui-même, avec son admirable éloquence et son autorité indiscutable, il a expliqué les actes et les inquiétudes d'un pareil instant. Put-il avoir une hésitation en face d'aussi graves déterminations? Put-il ne pas peser et la responsabilité personnelle qu'il assumait, et les conséquences, prochaines ou éloignées, susceptibles d'en résulter pour le soutien de la Monarchie? Il ne lui manqua ni les critiques de ceux qui se méfiaient, ni la constante soumission de ceux qui avaient placé en lui toute leur confiance. Mais cette confiance, dans l'esprit du grand homme, ne repose jamais que sur les persuasions intimes et cachées de sa conscience. La preuve, bien qu'apparemment compromise, était en sa conviction solidement assurée. La base de la concorde commune, fondée entre lui et son parti et les partis fusionniste et démocrate unis, ne pouvait être exempte de garanties. Cette garantie ne pouvait se trouver que dans le sentiment de sa supériorité reconnue par tous, acceptée par tous, par ses amis et par ses adversaires, aux degrés convenables de cette subordination respective, qui se prête, se rend et se professe sans humiliation et sans offense, quand,

(1) *El Estandarte,* lundi 11 juin 1894 ; article signé Juan Pérez Guzmán.

outre la supériorité du talent, la supériorité de l'action et la supériorité de la fortune, toute droiture et toute loyauté ne peuvent refuser de reconnaître ces dons, ces gages, joints à un grand désintéressement, à une grande abnégation, à un patriotisme exemplaire et passionné.

« Il ne pouvait donc y avoir de doute sur la loyauté des hommes, quand on possédait déjà les assurances de la soumission. Mais, en cet acte d'une telle gravité, toutes les conséquences ne dépendaient pas de la loyauté des hommes, et elle ne pouvait être l'unique mobile dans la haute pensée de M. Cánovas del Castillo, pour l'exécution de son dessein médité. *A nouveau règne*, a dit quelqu'un, *moules nouveaux;* et quoique, au fond, il y eût beaucoup de vrai dans cette déclaration, ces nouveautés qu'on invoquait ne pouvaient provenir d'improvisations subites, ni de noms, ni de procédés, ni de directions, ni de conduites, qui auraient équivalu à une réaction des idées et des faits, qui auraient évidemment causé des perturbations sans doute périlleuses, et, de toutes façons, tôt ou tard, un recul qui aurait pu en venir à ensevelir la patrie, les institutions et les conquêtes réalisées, dans l'antre obscur et dans l'abîme sans fond de l'ancien chaos. (On voit que nous nous attachons à respecter, même en sa forme et en sa lettre, le texte espagnol, ce qui ne va pas toujours sans que la traduction française, — et le traducteur — en souffrent.) L'œuvre commencée depuis l'auguste proclamation de Sagonte ne se pouvait interrompre ; mais il fallait la continuer en la consolidant, en ne résistant pas à l'invasion des idées qui grandissaient dans l'opinion publique, et qui, dans un ordre régulier, se présentaient comme des solutions planes et faciles du temps et de l'occasion ; en ne s'adonnant pas à la lente tâche d'aller organisant et mûrissant les conquêtes déjà atteintes et obtenues ; mais en permettant par étapes successives de presser la venue de solutions qui, par leur caractère réformateur, ne pouvaient être inscrites dans le programme du parti qui achevait d'organiser la Monarchie, et qui enveloppaient des intérêts de suprême importance dans l'ordre moral, dans l'ordre politique et dans l'ordre économique. Le parti conservateur ne pouvait arracher ce programme des mains de ceux qui le soutenaient légitimement, quand la Monarchie, privée du Roi, soumise à la longue régence d'une femme, quoique douée de qualités aussi excellentes que celles qui ornaient

l'illustre mère de Don Alphonse XIII, et dévolue à un successeur encore inconnu, peut-être à une fille et, de plus, à une enfant de peu d'années comme l'était l'aînée des héritières de la Couronne, [quand cette Monarchie] avait besoin de l'appui de toutes les forces morales du pays, et, surtout, comme en 1834, bien qu'il ne restât plus, en campagne ni dans les villes, de partis en armes, de l'appui de ceux qui représentaient plus directement les principes de liberté, desquels ne peut se passer, pour vivre, aucune espèce d'institution de nos jours.

« Il ne peut y avoir de plus grande victoire sur soi-même que celle remportée alors par M. Cánovas del Castillo. Fort de son pouvoir, de son droit, de la force que lui octroyaient conjointement la confiance toujours intacte de la Couronne et le vœu toujours vif de l'opinion, la seule chose qui eût pu lui imposer de demeurer au ministère aurait été la moindre crainte de quelque péril effectif que la Monarchie eût pu courir du fait de circonstances anormales. Mais ce péril ne se faisait sentir d'aucun côté. Les ennemis des institutions entretenaient leur curiosité en surveillant la vie du Roi et en se communiquant leurs impressions et leurs espérances ; mais, en réalité, ni carlistes ni républicains n'avaient aucune force sérieusement organisée pour se lancer en aucun cas dans une entreprise condamnée à l'avance. Ce qui présida, pour toutes ces raisons, à l'acte souverain de désintéressement et d'abnégation de M. Cánovas del Castillo, dans ces heures suprêmes pour son patriotisme affligé de la perte prématurée d'un monarque aussi jeune, aussi loyal et nourri de pensées élevées, ce fut la portée supérieure de son jugement sur les nécessités impérieuses de chaque événement et de chaque moment, sa longue prévision dans les calculs de l'avenir, son esprit sincèrement ajusté à tous les courants impérieux de notre temps, qui ne s'épouvante d'aucune réforme, surtout parce qu'il possède le précieux secret de savoir assigner à chaque droit la limite de son action et la manière de l'exercer, enfin la notion profonde du devoir que lui imposait la solution la plus certainement appropriée au soutien de l'édifice monarchique, resserré par la rigueur du destin, comme, après les jours glorieux des Rois catholiques, par la mort du prince Don Juan, du prince Don Miguel, et, jusque par celle du jeune époux de la reine Doña Juana, et même par celle de cette Jeanne la Folle, épreuves qui sont,

dans l'histoire l'enclume et le creuset des grands hommes et des peuples dignes de hautes récompenses. »

Parlons plus simplement et plus clairement. Laissons parler Cánovas lui-même. Une contestation s'étant élevée, entre Sagasta, président du Conseil, et lui, sur quelques points, notamment sur la part d'initiative que chacun d'eux avait prise en cette angoissante conjoncture, Cánovas, au Congrès, le 2 juin 1894, s'exprima en ces termes : « M. le président du Conseil vient d'entasser erreurs sur erreurs ; faute qui, après tout, lui est familière : il me paraît qu'entre les insignes qualités que sans conteste Sa Seigneurie thésaurise, chancelle quelque peu sa mémoire politique. Ces équivoques ont commencé dès le commencement de son discours. Il a dit que jamais la minorité que Sa Seigneurie dirigeait, quand le parti conservateur était au pouvoir, n'avait combattu le gouvernement conservateur pour ses résolutions sur des sujets internationaux ; et, parmi les exemples qu'il a cités, puisque, semble-t-il, il a voulu en citer, l'un était celui de ce qui est arrivé lors de la très déplorable mort de S. M. le Roi Don Alphonse XII. Comme s'il pouvait y avoir une question moins internationale, plus nationale et intérieure que celle-là ! (*M. le président du Conseil des ministres* — Sagasta — : Ce n'est pas cela !)

« Ce qui s'est passé alors, quel que fût le caractère de la question, n'est ni peu ni prou ce qu'a dit M. Sagasta. Ce que j'en sais (je ne sais pas ce que sait M. Sagasta) est que, quelques jours avant la mort de S. M. le Roi Don Alphonse XII, un haut personnage militaire, à qui m'unissent des liens très spéciaux de considération et d'affection, a voulu savoir par moi, et non par une tierce personne, quel était l'état du Roi. Je lui répondis, alors, que je ne devais pas le dire ou le déclarer définitivement, parce que je ne le savais pas d'une manière certaine ; mais qu'aussitôt que j'aurais acquis la certitude que, par malheur, les jours de S. M. le Roi étaient en péril, je le porterais à sa connaissance, à celle de la personne dont il s'agit. Et déjà, dans cette conversation, je lui exposai toutes mes idées pour le très triste cas où le Roi viendrait à manquer, et le même personnage me dit : « Eh ! bien, je désirerais beaucoup, pour des raisons par-« ticulières, que vous communiquiez la même chose à M. Sa-« gasta. »

« A cela je répliquai que je n'y voyais aucun inconvénient,

et, en effet, M. Sagasta se présenta ensuite chez moi pour entendre ce que le personnage en question avait entendu, mais non pour m'offrir, et ce n'était pas nécessaire, quoi que ce fût. Je dis donc à M. Sagasta ce que j'avais dit au personnage à qui je fais une allusion répétée, et qui, plus ou moins, fut ce qui suit : « La vie de Sa Majesté est en « péril ; les docteurs disent qu'il faut, pour le moins, qu'Elle « quitte Madrid sans délai. Ce départ offre assez de diffi- « cultés, parce que les Cortès sont convoquées pour une « date prochaine ; sans doute, tant que vit S. M. le Roi, « je conserverai le pouvoir à tout prix, même dans le cas « où Sa Majesté devrait s'absenter de Madrid et où j'aurais « à ouvrir les Cortès en son absence ; mais, si Sa Majesté « mourait, je ne suis pas disposé à présider le premier « Ministère du nouveau règne. »

« Voilà ce qui s'est passé. Depuis, je n'ai plus parlé avec M. Sagasta, sinon quand il était déjà ministre ; et je me réjouis que cette occasion se soit présentée de dire ce qu'il en est de la fable du pacte du Pardo. Il n'y a eu rien de plus ni de moins que ce que je viens de rapporter, et de tout cela est absente, complètement absente, une démarche de M. Sagasta pour s'adresser à moi et m'offrir des appuis de n'importe quelle espèce.

« Je ne crois pas, après avoir ainsi rappelé les faits qui sont d'une exactitude absolue, que M. Sagasta puisse les rectifier. Au surplus, par bonheur, il existe l'intermédiaire, auquel je me réfère ; il sait qu'il s'est passé cela, et pas autre chose. (*M. le président du Conseil des ministres :* Et que je suis allé m'offrir à Sa Seigneurie, comme je me suis offert au nom du parti.) — *Cánovas :* Et pourquoi? Pour rien. (*M. le président du Conseil :* Pour rien? Eh ! bien, les circonstances étaient bonnes !) — *Cánovas :* Je le reçus par l'entremise et sur les instances de la personne dont il s'agit, et Sa Seigneurie n'avait pas pensé spontanément... (*M. le président du Conseil des ministres :* Ce fut spontanément que j'ai été me renseigner, car, moi, personne ne m'avait informé du mauvais état du Roi, en allant au Pardo, comme j'y fus. En rentrant chez moi, je trouvai ma maison pleine d'amis et de partisans, et je leur dis : Je vais voir M. le président du Conseil (c'est-à-dire Cánovas) pour lui offrir l'appui du parti en tout ce qui peut être nécessaire, parce que le Roi est très mal. Voilà ce qui s'est passé. — *Cánovas. :* Quel jour

Sa Seigneurie est-elle allée au Pardo? (*M. le président du Conseil des ministres :* La veille de la mort du Roi.) *Cánovas :* Eh ! bien, ce que j'ai rapporté, — et le témoin dont je n'ai pas à donner le nom, mais que tout le monde aura reconnu, le confirmera, j'en suis sûr, — s'est passé quatre ou cinq jours avant. *(Rumeurs.)* Je me rappelle le fait avec tous ses détails, et ce fait est complètement différent. Je n'avais pas demandé, et je n'avais pas besoin que l'on m'offrît rien. *(Fortes rumeurs.)* Résolu à me maintenir à tout prix au pouvoir tant que vivrait le Roi, sûr qu'en ce cas je serais terriblement combattu par mes adversaires, et bien résolu aussi à ne pas présider le premier ministère de la Reine-Régente, quelle nécessité avais-je de cette offre?

« J'ai eu nécessité, nécessité d'honneur, de conférer avec la personne à qui j'ai fait constamment allusion, à cause du lien singulier, extraordinaire, unique, qui m'a uni à elle dans les événements de la Restauration ; et j'ai cru que, quand ce règne, aux commencements de qui nous avions eu si grande part tous les deux (1), allait se terminer de cette manière funeste, je ne pouvais faire moins que de conférer avec elle, d'avoir avec elle une conversation, ni plus ni moins ; avec aucune autre personne, je n'ai pas pensé que je dusse avoir d'explications. »

Vu à juste distance dans le temps et dans l'espace, cet incident n'a plus aujourd'hui pour nous que le simple intérêt d'une curiosité historique, et même, — comment le cacher? — la controverse paraît un peu mesquine. Quel que soit de ces deux hommes, Cánovas et Sagasta, celui dont la mémoire ait été la plus fidèle : que la visite de Sagasta à Cánovas ait eu lieu la veille de la mort du Roi ou bien quatre ou cinq jours avant ; que Sagasta ait offert spontanément son concours ou que Cánovas le lui ait demandé ; que le personnage voilé soit venu de lui-même interroger Cánovas ou qu'il ait été envoyé ; que sa phrase finale, demandant « que la même communication fût faite à M. Sagasta », ait été ou non une invitation indirecte à entrer en rapports avec le parti libéral, il n'importe guère : l'important est que,

(1) Le « haut personnage militaire », qui avait pris une si grande part aux événements de la Restauration, paraît être Martínez Campos, en dépit de la sévérité avec laquelle Cánovas l'avait traité jadis, dans un mouvement de *malhumor*, quand le Maréchal avait manifesté certaines prétentions politiques. (Voir *la Revue universelle* du 15 septembre, p. 688-689.)

dès avant la mort de Don Alphonse XII, Cánovas eût résolu de ne pas garder sous la Régence un pouvoir que nul, s'il eût voulu le retenir, s'il n'eût pas estimé politiquement nécessaire de le céder, n'eût été en situation de lui prendre, et que, dès ce moment aussi, Sagasta fût prêt soit à l'aider, soit à se charger des affaires. Toute l'importance du fait, redisons-le, tient à ceci qu'en cette transition d'un règne à l'autre, en cette transmission de la Couronne dans l'inconnu, le grand danger pouvait venir, non pas, bien entendu, du parti conservateur, dont Cánovas était le chef, monarchiste d'avant la Restauration et qui l'avait faite, mais du parti libéral, que représentait Sagasta, et qui n'avait adhéré, suivant ses nuances, que par résignation, par fatigue ou par désespoir. Un jour lui réapparaissant, qui sait ce qu'il aurait pu faire? Cánovas, en le liant de nouveau à la Monarchie, ou Sagasta, en s'y liant de nouveau, supprimaient ce danger, puisqu'ils engageaient à le vaincre ceux-là mêmes et ceux-là seuls qui eussent été en mesure de le créer. Les dispositions, les décisions, où ils se rencontraient aux heures anxieuses qui précédèrent la mort du roi Don Alphonse XII, furent donc très honorables pour tous les deux, que ce fût également ou inégalement, et il n'y a pas lieu de disputer du plus ou du moins. On peut dire de la Monarchie espagnole qu'elle a été rétablie deux fois : fondée en 1874, sauvée en 1885.

f) *Résumé.*
« *La Monarchie, formule de cette génération.* »

Le secret de la politique de Cánovas, — je l'ai noté, lui vivant, il l'a su et ne m'a pas désavoué, — le secret du succès de la Restauration, dont la fortune et la *virtù* furent les deux artisans, est là presque tout entier. Sous ce rapport, l'événement le plus considérable, peut-être, de ces vingt-deux années (1875-1897) a été la formation d'une gauche dynastique, d'un parti libéral, capable de faire pendant et opposition à la droite conservatrice, agissant sur elle, tantôt comme stimulant et tantôt comme frein. Par lui, la Monarchie restaurée a acquis son organe de progrès après son organe de conservation, un organe de liberté après un organe d'ordre. La Monarchie moderne a véritablement existé, en Espagne, du jour où M. Sagasta s'est dressé en face de M. Cánovas, sur le champ de bataille

parlementaire, clos de toutes parts et circonscrit par la Constitution. Le parti libéral, venant, lui aussi, à son heure, a rempli son rôle, qui était de moderniser la Monarchie, et presque de la démocratiser, à cause des origines de la plupart de ses membres, des origines de M. Sagasta, parti des bords de la République, et autrefois « conspirateur contre le trône d'Isabelle II », ainsi qu'on ne lui permettait pas de l'oublier. Et, de la sorte, harcelé par ses anciens amis ou ses anciens alliés, qui reprenaient article par article son programme et le sommaient de faire, comme ministre, ce qu'il avait demandé ou promis comme député, M. Sagasta modernisait et démocratisait le Monarchie, et faisait courir une sève jeune et fraîche dans les vieilles racines que M. Sagasta avait renouées.

« Ses adversaires intransigeants se voyaient peu à peu désarmés et réduits par leurs victoires mêmes ; chaque fois que le gouvernement cédait sur telle ou telle de leurs revendications, il leur enlevait une raison d'être. A mesure que la Monarchie changeait ses institutions de jadis, — ses « institutions pharaoniques », comme les appelait M. Castelar, — contre d'autres institutions, vraiment libérales et modernes, c'était, comme le disait encore M. Castelar, la révolution qui devenait « archéologique », qui se voyait reléguée dans le passé, avec ses procédés connus, et le plus usité de tous : l'abstention érigée en système. La Restauration se développait et croissait, tout ensemble, directement, par une poussée interne, d'une manière organique, et indirectement, sous la pression extérieure des partis d'opposition (1). »

Nous sommes aux environs de 1890 ; mesurons encore, par le même moyen qui nous a déjà servi à marquer les étapes de la reconquête monarchique, le chemin parcouru, le terrain gagné depuis la fin de 1874. « Tout est en paix, disait Castelar aux Cortès, le 15 juillet 1876. Les démagogues, qui troublèrent tant de périodes de la Révolution et qui firent tant de mal aux gouvernements de la République, paraissent avoir disparu dans le froid de la réaction, à la façon dont certains animaux disparaissent dans le froid de l'hiver. La guerre civile a cessé. Les provinces du Midi expient les folies d'hier dans le silence et la pénitence d'au-

(1) *L'Espagne, Cuba et les États-Unis.* — Vingt ans de monarchie moderne, p. 263-264.

jourd'hui. Les provinces du Nord semblent résignées à perdre les privilèges sans lesquels elles concevaient à peine leur existence. Ici, nous assistons aux funérailles de la liberté d'une race, avec le recueillement et la douleur qui accompagnent toujours les sublimes tristesses de la mort. Et là, les feuilles de l'arbre de Guernica tombent séchées, sans produire, sur ce pavé, même le bruit qu'elles produisent sur la terre mouillée par les pluies d'automne (1). »

Pendant douze ans, comme Don Emilio n'avait d'abord cessé de crier : La paix ! il ne cessa de crier : L'ordre ! « Assurez-nous l'ordre, — l'ordre dans la nation, — afin que l'Espagne ne soit pas une Pologne méridionale, ou une Turquie de l'Occident ; » l'ordre dans l'armée, — la discipline, — « afin de nous sauver du *messianisme armé*. Donnez-nous ou rendez-nous l'esprit de légalité, afin que nous ne périssions pas. » Puis il cria : « La liberté ! La liberté ! Donnez à l'Espagne la liberté religieuse, la liberté de la presse, la liberté d'enseignement, la liberté d'association et de réunion, afin qu'elle reprenne sa place dans le monde et prenne son rang parmi les États modernes. » Ainsi tonnait la voix éclatante, et puis elle gronda plus sourdement, et puis elle alla baissant.

Le 7 février 1888, avant même que fussent votées les lois introduisant, sous le ministère Sagasta, le suffrage universel et le jury, on l'entendit une dernière fois. Castelar dit : « Je viens déclarer, le front bien haut, la voix bien claire, et dans une phrase bien simple, que j'appuie ce gouvernement, parce que ce gouvernement donne la liberté religieuse, la liberté scientifique, la liberté de la presse, la liberté de réunion, le jury, le suffrage universel. Et je n'ai aucun intérêt à le faire. Je ne puis rien être dans la Monarchie, je ne veux rien être dans la Monarchie, je ne dois rien être dans la Monarchie. Je suis un républicain historique, républicain intransigeant, républicain de toute la vie, républicain par conviction et par conscience. Qui doute de mon républicanisme m'offense et me calomnie : je ne veux donc rien être dans aucune Monarchie. Eh ! bien, je viens vous dire : Votre Monarchie, avec les libertés qu'elle comporte aujourd'hui, est une Monarchie libérale. Sera-t-elle une Monarchie démocratique? Ah ! Messieurs, voilà la question. Mais, si votre

(1) *Discursos* de D. Emilio Castelar (*En la Restauración*), t. II, p. 44, *sur la Dictature*, 15 juillet 1876.

Monarchie est aujourd'hui une Monarchie libérale, elle sera demain une Monarchie démocratique, en tant qu'elle aura institué le jury populaire et le suffrage universel. Et, comme je l'ai dit aux miens dans une nuit célèbre (celle du 2 au 3 janvier 1874) — et ils ne m'ont pas écouté — : « Notre République sera la formule de cette génération, si vous réussissez à la faire conservatrice ; » je vous dis maintenant, à vous autres : « Votre Monarchie sera la formule de cette génération, si vous réussissez à la faire démocratique (1). » Six ans encore après, l'écho de cette voix, avant de s'éteindre, se prolongea sous forme de conseil, dans une lettre publique à Don Buenaventura Abarzuza, Don Juan Alvarado, Don Adolfo Calzado, etc. (8 avril 1894). « Persévérez, écrivait Castelar à ses amis (persévérez à appuyer le parti libéral de toutes vos forces, contribuez à ce que la durée de ce gouvernement et de ce Parlement achève son œuvre), vous aurez rendu un immense service à la patrie ; et, si vous ne rencontrez pas dans l'opinion d'autrui toute la justice que vous méritez, vous la trouverez aujourd'hui dans votre conscience, demain dans l'Humanité et dans l'Histoire (2). »

Cette œuvre, qui s'accomplissait même par ses adversaires, Cánovas, vieillissant dans la plénitude de ses facultés, de sa puissance et de sa gloire, pouvait la contempler, et la juger bonne. Certes, elle n'était pas allée sans résistances ni sans traverses. Dès le début, il avait eu à se défendre, — c'est le sort de toutes les Restaurations, qui toutes ont leurs *Ultras*, — contre les rancunes, les impatiences, les maladresses de ses partisans. Il avait connu les attaques, les défections, les crises, les syncopes de la confiance. Le Ministère de conciliation qu'il avait formé pour remplacer, au plus tôt, le Ministère-Régence avait dû se retirer, au bout de quelques mois, en septembre 1875, devant les exigences du parti conservateur extrême. Rappelé le 2 décembre de la même année, Cánovas s'était maintenu aux affaires jusqu'en mars 1879. Il y revint de nouveau en décembre de cette année 1879, jusqu'en mars

(1) *Discurso que* D. Emilio Castelar *dijo en el Congreso de los Diputados* (7 de febrero de 1888), p. 57.

(2) Lettre à MM. Buenaventura Abarzuza, Juan Alvarado, Adolfo Calzado, Manuel Camo, Ramón Castillo Garcia y Soriano, José-Maria Celleruelo, Ramón Cepeda, Teodoro Ladico, Angel Pulido, Justo Martínez, Modesto Martínez Pacheco, Luis del Rio y Ramos, Pedro Rodriguez de la Borbolla, Bruno Pascual Ruilópez, José-Tomás Salvany ; Madrid, 8 avril 1894, p. 3 et 4.

1881 ; à partir d'où, Sagasta ayant définitivement opéré sa conversion et reçu le baptême du pouvoir dans la Monarchie, ce fut « l'alternative », la « rotative » dans un régime parlementaire pseudo-britannique, tories et whigs, fortement hispanisé. Plus tard survinrent des dissidences, pénibles surtout en ce qu'elles tuèrent ou blessèrent gravement des amitiés. Mais ce n'étaient encore que les petites misères.

La fin de la vie de Cánovas fut assombrie, assiégée de soucis et d'épreuves, où se vérifia le pressentiment qu'il avait eu, une dizaine d'années auparavant, et exprimé par l'amertume de cette phrase : « Un rôle triste, mais honorable, m'est échu dans l'histoire de mon pays. » A l'intérieur, le provincialisme, si ce n'était le fédéralisme et peut-être une sorte de séparatisme, couvait, sous les apparences, moins nocives, d'un régionalisme économique. L'anarchie avait allumé à Barcelone un de ses foyers internationaux les plus ardents. Mais c'était une question de force, que l'on avait, de volonté, que l'on avait : il y avait pire crainte, pire mal, et pire danger. Aux colonies, Cuba et les Philippines insurgées, convoitées, guettées, travaillées : poids trop lourd, avouait Cánovas, pour les bras de l'Espagne, aux deux bouts du monde. Je suis témoin qu'il était obsédé de la pensée d'une agression américaine, et que le pressentiment qu'il en avait nourrissait en lui le dédain de l'*hidalgo* pour le *businesman* exaspéré. Pendant l'automne de 1896, il m'avait fait remettre tout un dossier sur l'intrigue quasi-séculaire que les États-Unis avaient menée dans les Antilles espagnoles, coups de main de flibustiers et marchandages, tentatives d'intervention et d'achat, qui s'étaient succédé, à intervalles de plus en plus rapprochés, depuis la présidence de John Adams. Je suis témoin aussi que, par la rage de la clique anarchiste de Barcelone, sa vie était perpétuellement menacée, et qu'il le savait. Le soir d'octobre 1896 où j'allai, avec Castelar, dîner à La Huerta, la maison était surveillée de si près qu'au moindre bruit de pas, des agents sortaient de tous les massifs du jardin. Il le savait. Mais il n'en portait pas la tête d'un millimètre moins haute, et il n'en laissait pas l'autorité fléchir d'une ligne entre ses mains. Si lâche et si cruelle qu'elle ait été dans sa manière de le frapper, la mort lui fut donc clémente et même bienveillante. Elle épargna à son cœur patriote les transes d'agonie et les douleurs qui l'eussent brisé.

Eut-il, sous les balles de l'assassin, cette lucidité surhumaine qui, comme dans une vision déjà éclairée d'un autre soleil, fait que l'homme, en les quittant, aperçoit, dit-on, ramassées, résumées, toute sa vie et toute son œuvre? Si cette minute de grâce lui fut donnée, elle put être une minute de fierté, et même d'orgueil, où la *soberbia* n'était plus ni un défaut, ni un travers, mais une satisfaction légitime. On lui avait reproché son pessimisme, son manque de foi, sa conception d'une Espagne modeste et casanière, qui, pour ne pas avoir d'affaires, ne voulait pas d'alliances, se tenait à l'écart dans le coin du continent européen où ses malheurs l'avaient reléguée, et réduisait au minimum sa politique extérieure. Mais c'était sa fierté, son orgueil, encore, qui lui avaient inspiré, imposé la pratique de cette modestie. L'Espagne, à ses yeux, et dans son esprit imprégné de tous les sucs de la terre de Charles-Quint et de Philippe II, était une trop grande dame pour qu'on l'exposât à être, chez des nations plus jeunes qu'elle, traitée en parente pauvre. Mais il avait eu par elle, ou, ce qui valait mieux, elle avait eu par lui, quelques dédommagements, quelques consolations, et même quelques triomphes aussi. Ce n'était pas moins qu'un triomphe, d'avoir tenu en suspens et finalement fait reculer, dans le différend sur les Carolines, le plus formidable empire et le plus formidable homme d'État du temps.

Ce qu'il n'avait pu éviter, ce qu'il y avait eu de « triste » dans son rôle politique, venait des fatalités du passé que, plus que personne, il avait ressenties, des causes de décadence qu'il avait discernées, et qui n'avaient point cessé d'agir au moins depuis le dix-septième siècle, depuis l'effondrement militaire de Rocroy. Mais, somme toute, la Restauration était faite. La Monarchie était debout. Elle était telle qu'il la concevait : consubstantielle au peuple espagnol, Constitution interne de l'Espagne ; héréditaire, traditionnelle, et telle qu'il l'avait voulue, représentative, parlementaire, moderne. Elle avait ramené avec elle, rien qu'en étant ce qu'elle était, la paix, l'ordre, les libertés. Elle était majeure. Le carlisme semblait avoir renoncé, sinon abdiqué. La révolution était endormie, Castelar disait glacée ; le *pronunciamiento*, désappris des généraux et des sergents, dans les juntes et dans les quartiers. Peu à peu, le trône avait tenu la promesse de l'exil ; le Roi avait dégagé la parole du prétendant. Lui-même, Cánovas avait atteint l'objet des

toute politique, en réalisant le nécessaire dans la limite du possible... L'histoire d'Espagne continuait...

J'ai dit que ce que nous cherchions dans la vie et dans l'œuvre de Cánovas del Castillo, c'était un exemple et une leçon. Il ne nous reste plus qu'à les en tirer, à nous en assimiler la substance, et à nous en appliquer la vertu, pour conclure.

CONCLUSION

La Restauration rénovatrice.

EADEM MUTATA RESURGO.

L'invitation d'Emilio Castelar : « Nous ne pouvons aller à vous, mais vous pouvez venir à nous, » était sûrement honnête, mais inacceptable. Même si les programmes s'étaient rapprochés, même s'ils s'étaient rejoints, s'ils s'étaient confondus dans la plupart de leurs articles, l'union sous le signe de la République était-elle possible? aurait-elle été efficace? Eût-elle réalisé tout le nécessaire?

De quoi s'agissait-il? De fonder un gouvernement stable et durable, afin de : 1° faire la paix intérieure ; 2° rétablir l'ordre ; 3° assurer les libertés ; par là, dans la paix, par le mouvement régulier de l'ordre, permettant le développement des libertés, susciter le progrès ; 4° et ainsi, conserver, rénover et perpétuer la vie de la nation. La paix, non seulement en faisant tomber les armes ; — l'ordre, non seulement dans la rue ; — les libertés, non seulement dans les lois ; — le progrès, non seulement dans les discours ; — mais tout cela, dans la pensée et dans la pratique, dans les esprits, dans les faits, dans les mœurs. Et cela, qui était nécessaire, n'était possible qu'à de certaines conditions, dont la première, elle-même nécessaire, est celle-ci : pour rétablir l'ordre dans l'État et dans la société, il faut d'abord le porter en soi. Ce n'est point assez dire : il faut être soi-même un principe d'ordre.

Constatations.

Par cette nécessité seule, ce n'était pas possible sous le signe, au nom, dans le cadre de la République. De la Répu-

blique démocratique. Ce sont toutes choses dont la démocratie est incapable, et plus la République sera démocratique, plus elle en sera incapable. La République, même unitaire, même constitutionnelle, même légalitaire, même raisonnable, même sage, l'aurait-elle pu? Mais, d'abord, il fallait la supposer possible ; puis, supposée telle, ne lui eût-il pas encore manqué le nécessaire?

Toutefois, nous ne voulons ni en parler *in abstracto*, ni en juger *a priori*. Nous écartons les hypothèses, pour ne retenir que les faits. En fait, ce n'est pas entre une République de cette espèce et la Monarchie que l'alternative se posait dans l'Espagne de 1874, mal remise des criminelles insanités de 1873, et que la République de Serrano, comme celle de Castelar, malgré tous leurs efforts, s'était montrée hors d'état de ramener à la santé.

Dilemmes.

Il n'y avait en réalité de choix qu'entre l'Anarchie et la Monarchie. Au reste, d'une manière générale, ces sortes d'alternatives se posent entre les termes et les formes extrêmes : Anarchie ou Monarchie, Anarchie ou Dictature. Dans les cas récents : Bolchevisme ou Tsarisme, Révolution ou Fascisme, Décomposition ou Dictature ; plus complètement : Révolution ou Monarchie *et* Fascisme, Décomposition ou Monarchie *et* Dictature. Rarement entre termes moyens, par *via di mezzo*.

Pendant un an, pour se sauver de l'anarchie fédéraliste de 1873, l'Espagne avait essayé de la République légalitaire, sous la présidence militaire du maréchal Serrano. Elle en sentit toute l'insuffisance. L'échec ne fut pas dû seulement au caractère hésitant, indécis du Maréchal. Après le 3 janvier 1874, Manuel Pavia, avec sa République unitaire et autoritaire, aurait-il mieux réussi? D. Juan Prim, en dépit de tout son prestige, à la fois militaire et politique, avait, dès 1870, éprouvé le besoin de sortir vite du provisoire, et c'est ce qui l'avait incliné à une solution monarchique. Mais, trop près encore de la révolution de Septembre, il avait eu le tort de s'arrêter à mi-chemin et de s'en tenir à un Prince élu et étranger, ce qui était se contenter d'une Monarchie vidée de toute force.

Même la Monarchie héréditaire et traditionnelle pro-

clamée les 29 et 30 décembre 1874, Cânovas, quelles que fussent ses opinions, ses résolutions et ses intentions, ne la voulut pas tout de suite constitutionnelle. Il lui imposa le stage de la Dictature, et, même la Dictature abolie, la fit passer par une période, si l'on peut ainsi dire, de légalisme dictatorial : légalisme dans les formes, dans le fond dictature encore. Il l'adoucit, la constitutionnalisa graduellement (juin 1876), mais il mit sept ans à lui ouvrir toutes grandes les voies libérales (1881), et ce n'est qu'au bout de quinze ans (1890) qu'il la laissa s'engager dans celles de la « démocratie ».

La réponse des faits.

Les faits répondent donc ; ils ont répondu. Ce qui a été vrai de l'Espagne, pourquoi ne le serait-ce pas des autres pays? La solution monarchique permet soit de faire l'économie de la dictature, soit de l'adjoindre et de l'utiliser. La Monarchie est la dictature naturelle. Elle est le premier article du nécessaire, la première condition du possible. Dans la détresse de la Cité, elle seule peut donner un gouvernement. En dehors d'elle, il n'y a, sans la dictature, que l'anarchie, et, avec la dictature, que l'aventure. Aussi tous les esprits éclairés et sensés en conviennent-ils, même si leurs sentiments ne suivent pas encore leur pensée : là où quelque révolution du passé ne l'a pas bannie, il faut la conserver ; et là où elle n'existe plus, il faudrait, si c'était possible (c'est leur dernière défense), il faudrait la rétablir.

D'où la question subsidiaire : est-ce possible? Les faits, — les faits toujours, — répondent : oui. — Oui, à de certaines conditions. Lesquelles, et comment?

A quelles conditions une restauration est possible.
1° *Condition générale et préalable.*

D'abord, une condition générale et préalable est que le pays souffre, qu'il soit arrivé même au paroxysme ou à un très haut degré du mal, et qu'il se sente souffrir ; comme l'Espagne de 1873, qui se sentait mourir, et qui ne voulait pas mourir, par un sursaut de cet instinct de salut qu'ont les nations dangereusement malades. A présent, le malheur est qu'elles sont chloroformées par ce qu'on appelle, par ce qui s'intitule soi-même « la grande presse d'information »

ou « la presse de grande information ». En vérité, presse « de grande déformation, » qui a trouvé le moyen de faire du silence lui-même un instrument de mensonge et qui ne nourrit son public, — de beaucoup le plus nombreux, — que de balivernes, de feuilletons et de crimes ; plus aisément à mesure que les masses s'accoutument à lire, que l'appétit s'en ouvre, et que le journal devient un « vice » comme le café et le tabac. Considérez que cet immense et vulgaire public, par le suffrage universel, décide en dernier ressort ; que le lecteur de cette presse, volontairement anesthésiante, est le Sublime Électeur, et que tous ensemble, ces gobe-mouches composent le divin corps électoral, qu'ils sont la toute-puissante Démocratie. « N'est-ce pas une des caractéristiques les plus singulières de ces différentes maladies que nous paraissions ne pas tenir à guérir? » imprimait, à propos d'un livre nouveau, le plus grave des journaux, un soir qu'il était d'humeur à rire, et que, comme on le voit, tout lui était motif de plaisanterie. Notez que chaque semaine, depuis des années, un de ses collaborateurs, en gémissant, dénonce ces mêmes maux, dans sa première page.

Ne tiennent pas à guérir de ce mal ceux qui en profitent. Il n'empêche que général, et généralement ressenti, c'est le mode *lent* par lequel peut apparaître, à l'évidence, la nécessité d'un changement de régime. Hors de là, il n'y a guère que des modes *violents*, le mode foudroyant, la catastrophe ; intérieure ou extérieure. *Extérieure*, nul ne peut la désirer, parce que nul n'en peut mesurer l'étendue, ni limiter les conséquences, et celui qui certainement la désire le moins est celui-là même dont elle paraîtrait servir les desseins. *Intérieure*, des bagarres, des troubles, des luttes civiles? Mais c'est encore jouer un trop gros jeu. Un coup de force? Premièrement, il faut avoir la force, et, deuxièmement, si l'on est conduit à l'employer, il faut avoir celle d'en borner au plus près l'usage, de l'arrêter, de la couper et de la rendormir aussitôt. De toute manière, il vaut mieux pouvoir s'en passer, car ses coups s'engendrent l'un l'autre, et l'on voit bien quel est le premier, mais on ne sait jamais quel sera le suivant, encore moins lequel sera le dernier.

C'est l'histoire des *pronunciamientos* espagnols. Même faits à bonne intention, on peut en dire que le remède était pire que le mal ; le remède même entretenait, ravivait le

mal ; et ce rappel brutal à l'ordre créait plus de désordre qu'il n'en supprimait. Il corrompait profondément l'armée où il détruisait la discipline, et, bouleversant la hiérarchie des pouvoirs, attaquait la substance même de l'État. L'exemple de la Restauration de 1874, bien qu'issue immédiatement du *pronunciamiento* de Sagonte, prouve qu'il n'était pas indispensable. Cánovas l'a déclaré en toute circonstance ; il l'a désavoué et déploré jusqu'à la fin de sa vie. On objectera qu'il n'aurait été possible de l'éviter que parce que l'Espagne, excédée de la République fédéraliste, et déçue par la République constitutionnelle, sentait alors son mal et son péril au point de préférer tout à ce qu'elle avait. Mais, si elle ne l'eût pas senti à ce point, la Restauration, par n'importe quel moyen, même par celui-là, eût été impossible, puisqu'elle se présentait dans des conditions militaires paradoxales : ce ne sont pas « les deux bataillons » de Martínez Campos et de Daban qui auraient maîtrisé les trois armées de Serrano.

2° *Conditions particulières aux trois temps de l'opération.*

Il faut, par conséquent, que le pays n'en puisse plus et n'en veuille plus. Cette condition préalable remplie, l'excès de la souffrance ou la catastrophe, il y a tout un ensemble de conditions particulières : toute une série de précautions à prendre et tout un code de règles à observer. Ce sont celles qui présidaient aux trois temps de la conjuration classique, quoique, ici, il n'y ait pas de conjuration proprement dite, et que la conjuration se résume en un mouvement d'opinion provoqué, combiné, dirigé, autant que possible, par un seul chef, dans ses trois temps : avant, pendant, après.

1° *Avant.*

Dans la préparation. Avant de songer à agir, il faut une doctrine, un programme, un personnel. Une doctrine certaine et clairement exposée. Un programme bien étudié, simple, sobre, concis, précis, et pourtant assez large, car, comme on ne peut tout prévoir, il faut laisser la place pour ajouter. Un personnel, complet et choisi, non seulement de gouvernement, dans ses cadres supérieurs, mais d'administration, dans ses cadres secondaires, sinon subalternes ; mais aussi des organisations capables de fournir immédia-

tement une ossature à la masse amorphe des indifférents, où tous les régimes ont toujours recruté les adhésions qui, s'ils ne les font pas naître, les font vivre et durer, en leur apportant celle des fidélités qui s'use le plus lentement, la fidélité d'habitude ; celle même à quoi tiennent les pouvoirs qui ne sont ni respectés, ni estimés, ni aimés, la fidélité passive des multitudes muettes qui ne lèveraient pas le petit doigt pour soutenir le gouvernement, mais qui ne le lèveraient pas non plus pour le renverser.

2° *Pendant.*

Dans l'exécution. Comme il faudra être accepté, adopté, à défaut d'avoir été porté par l'opinion, l'avoir pour complice au moins de consentement, il ne peut être question de secret, et, comme on ne peut compter sur le secret, on ne peut escompter la surprise. Mais, si, soi-même, on ne surprend pas, il faut du moins n'être pas surpris, n'être pas pris au dépourvu par l'événement, ne pas laisser échapper l'occasion, faute d'avoir prévu, et davantage, faute d'avoir préparé ce qu'il y aurait à faire si elle passait.

Il faut donc se tenir toujours prêt à tout événement, en toute occasion, de façon à pouvoir agir avec rapidité, avec décision, avec modération aussi. Avec rapidité, pour entraîner ; avec décision, pour ne pas s'égarer ; avec modération, pour ne pas effrayer ni écarter. Par-dessus tout, il faut éviter de paraître douter de soi, de paraître ne pas savoir où l'on va, ni comment on y va. Il faut donner sur-le-champ l'impression de l'assurance, de la certitude, faire goûter par avance le bienfait de l'ordre qu'on veut restaurer, prouver que l'on fera mieux et que déjà l'on vaut mieux que ce qu'on travaille à remplacer. Il serait funeste d'être obligé de changer le dispositif en cours d'exécution. Outre que, matériellement, le désarroi qui en résulterait pourrait tout faire manquer, moralement, on perdrait le bénéfice de l'imitation que l'on détermine quand on démontre le mouvement en marchant.

3° *Après.*

Dans l'organisation. La première chose à faire, avant d'organiser, avant de *constituer* (il sera bon, au surplus, d'arriver avec une Constitution toute bâtie, qu'on n'aura ensuite qu'à mettre au point, rédiger et faire approuver),

la chose urgente est d'attirer à soi : cela se fait par l'oubli, par l'amnistie, par la justice ; la deuxième, de rallier : cela se fait par la bonne grâce, par la bienveillance, par la liberté ; ensuite, d'attacher et d'absorber : cela se fait par l'égalité, par le partage du pouvoir et des fonctions. Ne pas fermer la porte, l'ouvrir, la refermer quand tout le monde est entré, et faire que personne n'ait plus envie de sortir.

Tels étaient les trois temps de la conjuration classique ; tels sont, de par la nature des choses, du fait qu'il y aura toujours un « Avant », un « Pendant » et un « Après », et maintenant encore qu'elle n'a plus rien d'une « conjuration », ceux de toute opération de ce genre. Il importe qu'ils soient reliés l'un à l'autre, dès le début et jusqu'à la fin, dans une même intention, par un même esprit, comme par un courant continu d'intelligence et de volonté. En vue de quoi, le plus simple et le plus sûr est que tout soit conçu par une seule tête et conduit par une seule main. L'opération moderne garde ceci de l'ancienne conspiration, que le risque croît avec le nombre. Autre danger que celui d'autrefois, moindre du point de vue personnel de la sécurité, plus grand peut-être du point de vue général du succès. Une tête, si c'est possible : deux ou trois sont beaucoup ; quelques-unes ou plusieurs sont trop. Péril d'indiscrétion, et ce n'est encore rien, par rapport à ce que c'était jadis, mais péril de division. L'idéal est le désir de tous, alimentant et échauffant la volonté d'un seul.

La Restauration espagnole, modèle du genre.

A cet égard, la Restauration espagnole de 1874 peut être considérée comme un modèle.

Elle l'a été dans ses trois temps ; dans sa préparation : délégation de la somme des pouvoirs à un chef, élaboration d'une doctrine, publication d'un programme, propagande, organisation dans les différentes classes, aristocratiques, moyennes et populaires, rapprochement en vue de la formation d'un gouvernement à base large, recrutement d'une administration supérieure, secondaire et subalterne, déjà sur place et qu'il n'y aurait qu'à substituer à l'autre : dans bien des cas, le plus possible, les mêmes personnes sous une autre direction, avec d'autres instructions. Dans son exécution (sauf le *pronunciamiento*, dont elle aurait pu se dispenser,

avec le seul dommage d'attendre quelques mois de plus et l'avantage de s'en épargner le reproche et de n'avoir plus à en craindre la contagion) : marche ferme et directe au but ; aucun détour, aucun arrêt, aucun retard, aucune tergiversation ; pas une faute, pas une erreur ; pas de cruautés, pas de sévérités inutiles. La vieille maxime florentine, que « les cruautés doivent être commises au commencement des règnes », rayée du *Livre du Prince*, du Manuel de la Politique : les cruautés ne doivent être commises à aucun moment des règnes. Dans son organisation : pas de vengeances, pas de revanches, pas de rancunes, pierre d'achoppement sur laquelle ont buté et n'ont cessé de trébucher d'autres restaurations que l'on croyait réussies ; tous les hommes de tous les partis aimantés vers ces deux pôles de la Monarchie relevée et rajeunie : l'ordre et la liberté. Aucun de ces retours de spectres, de ces entêtements, de ces aveuglements, aucune de ces étroitesses, de ces obstructions, de ces superstitions, de ces phobies, qui en perdirent d'autres et qui faisaient dire à Castelar que les restaurations ne sont point des solutions. Mais si, elles le sont ; et même, quand le travail de désagrégation, de dissociation, de décomposition nationale et sociale a atteint un certain degré, il n'y a pas d'autres solutions qu'elles, à la condition qu'en même temps que des restaurations, elles soient des instaurations. Qu'elles soient les mêmes, avec ce que la nécessité commande et ce que la possibilité permet qu'elles aient de changé. *Eadem mutata resurgo.*

C'est ce que fut en Espagne celle de 1874. Dans l'espace de vingt années, on l'a dit et redit à bon droit, elle avait sur l'antique monarchie espagnole enté une Monarchie nouvelle et, ainsi, de l'antique Espagne, fait surgir une Espagne nouvelle.

Sans doute, malgré le juste éloge que nous en avons fait, tout n'y était-il pas, tout n'y allait-il pas à la perfection. Il y avait bien quelque chose d'artificiel, et même d'un peu paradoxal (cela aussi, nous l'avons remarqué) dans l'introduction en Espagne du système britannique, et le gouvernement alterné des deux partis lui-même y était et y demeurait très exotique. Mais ce n'étaient que les formes. Au fond de ce régime, il y avait la paix, il y avait l'ordre, il y avait la liberté, et tout ce que l'Espagne n'avait pas eu depuis longtemps, et tout ce que ni la Révolution, ni aucune

République n'avaient jamais pu lui donner, et tout ce que la Restauration lui avait donné.

Néanmoins, la Monarchie renouvelée était vulnérable en un point : Cánovas y avait mis beaucoup de sa puissante personnalité. L'étonnant n'est donc pas que sa mort, à lui, ait été pour elle une dure épreuve. On pouvait la redouter plus funeste encore et plus subite. Le jour où j'appris l'attentat parricide de Santa-Agueda, j'écrivis : « Que Dieu sauve l'Espagne et la Monarchie ! » Je n'aurais pas cru alors que l'œuvre eût survécu si longtemps à « ce grand ouvrier qui savait comme on fonde » ; ou plutôt qu'elle lui survécût, car elle vit encore, même dans les nouveautés qui visent ou qui tendent à la remettre au moule.

Digression sur un ou deux phénomènes contemporains.

Je ne veux parler qu'avec une discrétion extrême de ce qui, étant pleinement actuel, est éminemment un sujet de polémiques. Mais voici le Directoire espagnol, ses desseins et ses projets de loi, documents publics. Un esprit chagrin, soupçonneux, et qui aurait encore plus d'imagination que de mémoire, voudrait peut-être, de prime abord, y voir comme une revanche des militaires sur les civils qui les avaient, dès le 30 décembre 1874, dépouillés des fruits de leur « victoire » du 29, leur arrachant la Restauration toute chaude ; une revanche posthume de Martínez Campos et du premier Primo de Rivera, par le second, son neveu, et, par eux, de tous les généraux sur Cánovas del Castillo, si naturellement enclin à détester en toute initiative armée, la dictature de *campamento*. Cependant, à y regarder plus attentivement, on s'aperçoit que cette œuvre de Cánovas, gâtée du reste et compromise après lui, par ses épigones, de 1897 à 1923, le Directoire, s'il en rompt l'équilibre, ne la détruit pas dans ses parties vitales, mais que, le voulant ou non, ou même voulant le contraire, même quand il y touche un peu gauchement, d'une main inexpérimentée, il la continue et il la développe.

En construisant la Monarchie parlementaire, jamais Cánovas n'avait pensé qu'il dût s'en tenir servilement aux modes de représentation pratiqués dans le passé ni même dans le présent. Il avait eu le souci d'y incorporer des élé-

ments ou des germes d'avenir. Les yeux ouverts, comme le montrent ses *Problèmes contemporains*, sur les dangers du suffrage universel inorganisé, il avait introduit ce qu'il avait pu de corporatif, d'organique, dans la représentation populaire, en hommage sans doute aux formations de l'histoire, mais aussi en prévision des transformations de la vie. La Constitution de 1876, ne l'oublions pas, organisait une Monarchie à la fois traditionnelle et moderne, car son auteur ne concevait et ne voulait la Restauration que rénovatrice et même innovatrice. Ces restaurations-là peuvent être des solutions ; étant au plus haut point de celles-là, la Restauration de 1876 en fut une.

Plus tard, à mesure que le problème de la représentation a sollicité davantage les méditations des théoriciens, de 1885 à 1895, par exemple, Cánovas, qui se tenait soigneusement informé de leurs études, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France (et l'Espagne elle-même ne s'en désintéressait pas, témoin, chez les républicains, un Azcárate), il s'était attaché à en tirer parti, à en emprunter ce qui lui paraissait mûr. Lorsque la mort le saisit, il avait dans son tiroir, à la présidence du Conseil, une trentaine de décrets, prêts pour la signature, qui auraient appliqué, avec les adaptations réclamées par les circonstances locales, quelques-unes de ces réformes, à titre d'essai, m'avait-il dit, d'abord à Cuba et à Puerto-Rico. Ainsi, après avoir rajeuni les institutions représentatives en Espagne, et en avoir laissé élargir la base jusqu'au suffrage universel, il était disposé à les moderniser jusqu'à la représentation des forces sociales, jusqu'à la reconnaissance officielle, la consécration de « l'économique » par « le politique » et dans le politique même.

Je le répète, je ne veux pas mêler, à ces conclusions, qui n'ont de valeur qu'autant qu'elles participent de la sérénité de l'histoire, les discussions de l'actualité. Mais pourtant, il est bien permis de l'indiquer d'un mot : quant à sa besogne constructive, le Directoire espagnol (comme le Fascisme italien) n'a guère fait autre chose, en poussant, du reste, à l'excès (surtout le Fascisme), que de réintégrer dans l'État les groupements sociaux qui en avaient été, il y a un peu plus d'un siècle, témérairement, — et vainement, — retranchés, et qui, depuis lors, avaient proliféré en marge de l'État, pour se dresser, dès qu'ils en auraient

la force, et se ruer contre lui. Le Directoire, sous ce rapport (et le Fascisme, en son essence), est un syndicalisme d'État, un monopole syndical de l'État, l'État syndicalisé, le Syndicat étatisé. L'État fasciste a dévoré les syndicats qui l'eussent rongé ; il les a traités, comme Ugolin traita ses enfants, afin de leur conserver un père. Le Directoire espagnol suit plus timidement. Mais le Directoire n'a été possible en Espagne (et le Fascisme en Italie) que s'appuyant sur un pouvoir stable qui le supporte et qui l'autorise ; pouvoir au moins d'ascendant et de prestige. Faisons le compte. Alphonse XIII serait, aujourd'hui, peut-être encore un peu moins roi, sans le général Primo de Rivera (et Victor-Emmanuel III, sans M. Mussolini). Mais le Directoire (et le Fascisme) ne serait rien sans la Monarchie. Aux forces nouvelles, la Monarchie a donné un cadre assez solide pour les recevoir, assez élastique pour n'en pas éclater. C'est justement parce que de grands changements se sont produits, ou sont en train de se produire et de se préparer dans le monde, que le monde ne les subira sans périr que s'il n'est pas, à leur approche, désorbité et désaxé. Or, il n'est pas douteux que la Monarchie soit l'axe autour duquel, historiquement, s'est opérée l'évolution des États. Unique point fixe dans l'universel mouvement, c'est en elle que peut se trouver l'unité qui confère la continuité et seule contient la durée.

Bref parallèle des formes de gouvernement.

Cette fixité, la Monarchie l'a seule, parce qu'elle seule est Une. La Démocratie ne peut l'avoir, ni la continuité, ni la durée tranquille, n'ayant pas l'unité. La preuve est désormais acquise, et faite non par ses adversaires, mais par elle-même, que c'est un gouvernement cher, un gouvernement lourd, un gouvernement flasque, un gouvernement grossier, un gouvernement débile. Son incapacité est démontrée, son impuissance avec ses meilleurs hommes, par sa faute bien plus que par la leur : car c'est, pour elle, une espèce de loi que les meilleurs y fassent ou laissent faire la politique des pires, et ainsi le niveau s'établit par en bas. A la longue, — et ce n'est pas très long, — se révèlent les incompatibilités annoncées par les sages : l'incompatibilité de la Démocratie avec l'armée, parce que leurs principes

sont contradictoires, que l'une est subordination et que l'autre est égalité, que l'une est hiérarchie et que l'autre a horreur de l'être, que l'une est discipline et que l'autre est irrévérence, persiflage et fronde, que l'une est sacrifice et que l'autre est jouissance. Incompatibilité avec la Culture et la Science (malgré les salamalecs hypocrites de l'Envie démocratique et les bouffissures ridicules qui gonflent sa bouche). Incompatibilité avec l'Ordre, dont la Démocratie ne fait jamais que sauver les apparences ; avec la Liberté qu'elle ne connaît qu'à l'état métaphysique ou dérive jusqu'à la licence, justifiant le trait dédaigneux de Montesquieu sur « la liberté de la canaille » ; avec le Progrès enfin, au mépris de ses prétentions de se l'annexer par privilège et de l'accaparer, mais qui lui est antinomique, et auquel elle s'oppose par toutes les fibres de sa chair et se ferme par tous les pores de sa peau. Trop faible même pour donner un gouvernement en mesure de remplir son propre objet : la Monarchie peut être impunément « démocratique », la République ne le peut pas. La Démocratie ne peut rien faire de ce qui est la tâche d'un gouvernement, pour cette raison qu'il peut tout en sortir, excepté un gouvernement. Un illustre publiciste anglais a noté, voilà près d'un demi-siècle, l'action « abêtissante », disait-il, de la démocratie. Il nous suffit de dire « abaissante ». Mais, sans cesse tirée en bas, ramenée en bas, animée d'en bas, fonctionnant d'en bas, cette action abaissante est infaillible et irrésistible. Des deux fins, toutes deux misérables, qui lui ont été prédites, « le sang ou l'imbécillité, » il faut craindre la seconde autant que la première, la démocratie tabétique autant que la démocratie hystérique, et la déliquescence autant que l'accès furieux. Tout ce qui abaisse, avilit. Quand l'esprit national s'altère, le sens national se perd, le nerf national se détend. Mais on ne gagne rien à se faire tout petit. Au contraire. Sans compter qu'à voir petit, on ne fait rien de grand, vivre petitement n'est même pas une garantie de vivre paisiblement. On n'en est, pour les peuples rapaces, qu'une proie plus sûre et plus facile. Or, il n'y a jamais eu, pour consentir à être une proie, que les nations à demi mortes. Ce sont les nations, surtout, qui ne meurent que lorsqu'elles le veulent bien, et, quand elles le veulent, elles le méritent.

Nous qui ne voulons pas mourir, nous ne pouvons aller

au-devant de notre destin que sous un gouvernement fort, conscient de sa force, digne de sa fortune, maître du lendemain et de la suite des lendemains.

Quoi donc? La Dictature, non pas à la romaine, non pas juridique, établie par la loi, pour un objet spécial, pour un temps déterminé ; mais, au sens courant, la dictature de rue et de carrefour, de l'homme qui passe sur un cheval blanc ou noir, dans un refrain de chanson, la dictature tyrannique, despotique, satrapique, la dictature « nègre »? Dans la meilleure des hypothèses, la moins mauvaise de ces dictatures de rencontre, c'est le pays joué aux dés.

L'Empire, grade supérieur, suprême dignité, dans Rome déjà déclinante, divinisation de la Dictature? Il y a, — et celle-ci l'est par excellence, — des formes de gouvernement, créations spontanées du génie, qui supposent le génie à chaque génération. C'est leur faiblesse. La force de la Monarchie traditionnelle, c'est qu'elle peut s'en passer ; et, plus elle est ancienne, mieux elle s'en passe, parce que l'individu y est pris dans la série : il est lui, plus tout ce qu'il y a eu avant lui et tout ce qu'il y aura après lui. Ce qui compte, ce qui importe, c'est beaucoup moins le Prince que sa famille ; ce n'est pas le Roi, mais la lignée des Rois. Une dynastie toujours la même dans une Monarchie toujours renouvelée.

Exhortation à délivrer la Nation des barbares.

Un des cris les plus beaux qui aient traversé les âges fut jeté à Florence, en 1513, *par un pauvre secrétaire de la Chancellerie, républicain contraint à désespérer de la République. C'est l'immortelle* EXHORTATION A DÉLIVRER L'ITALIE DES BARBARES.

« On ne doit pas laisser passer cette occasion, afin que l'Italie voie, après si longtemps, apparaître son rédempteur. Et je ne puis exprimer avec quel amour il serait reçu... avec quelle foi obstinée, avec quelle piété, avec quelles larmes ! Quelles portes se fermeraient pour lui? Quels peuples lui refuseraient l'obéissance? Quelle jalousie lui ferait obstacle? Quel Italien lui refuserait le respect? A CHACUN PUE CETTE BARBARE DOMINATION. »

Dans la vie de tous les pays, il arrive toujours un moment où ils se sentent foulés par des barbares, dont ils aspirent à

être délivrés : barbares du dedans ou du dehors; invasion de hordes étrangères, ou agression de bandes formées à l'intérieur, nées de l'audace du vice encouragée par la défaillance du pouvoir. Ni contre les unes, ni contre les autres, la République démocratique ne saurait être une protection, encore moins une sûreté. C'est un régime sans ressort, parce que c'est une République sans vertu, même en ne prenant le mot que dans son acception de VIRTÙ, *la qualité virile, ce qui fait l'homme.*

A ce moment, quand le pays n'en peut plus, et, sans vouloir peut-être encore autre chose nettement, n'en veut plus, il faut que le Prince veuille. Que le Prince veuille fortement. Point n'est besoin d'avoir la majorité dès la veille, on l'aura dès le lendemain. Depuis les commencements de l'histoire, il n'y a pas d'exemple qu'un changement de régime ait été l'ouvrage d'une majorité. Le vœu public a toujours été la volonté d'un homme ou de quelques hommes, si cette volonté a été assez puissante et assez persévérante pour produire l'événement.

La Restauration espagnole est venue de l'exil. Toutes les restaurations viennent de l'exil. Le jour où la nécessité s'impose, une frontière ne l'arrête pas. Non plus que ne l'arrête l'éternité qu'une Constitution se décerne à soi-même dans un article déclaré sacro-saint. Ce jour-là, sans qu'on sache comment, le nécessaire devient le possible, et le possible, à son tour, devenu le nécessaire, s'accomplit, sans qu'on sache pourquoi.

L'heure arrivée, la condition préalable remplie, alors,
Qu'il paraisse donc, Celui qui viendra délivrer la Nation de cette barbarie! « Qui que tu sois, implorait Barrès dans la fièvre de sa jeunesse, Axiome, Religion ou Prince des hommes! »

Non pas qui que tu sois.

Mais Vous, qui êtes l'héritier de quarante rois de votre sang, le successeur de soixante-dix rois de nos trois races, — rois, pendant quinze siècles, des Francs, de France et des Français, — Vous dont la Maison a fait la Patrie!

CHARLES BENOIST.

Hérétiques[1]

M. Rudyard Kipling
ou « Pierre qui roule n'amasse pas mousse »

Il n'est pas au monde de sujet sans intérêt ; il n'existe que des gens qui n'y prennent pas intérêt. Ces gens parlent de notre prétention que toutes les choses sont poétiques, comme d'une ingéniosité littéraire, ou d'un simple jeu de mots. Au vrai, c'est l'idée que certaines choses ne sont pas poétiques qui est littéraire, qui est une simple affaire de mots. Le mot « cabine d'aiguillage » n'est pas poétique, mais la chose elle-même ne manque pas de poésie. C'est un endroit où des hommes, dans les affres de la vigilance, allument des feux rouge sang ou vert d'eau pour garder de la mort d'autres hommes. Le mot « boîte aux lettres » est sans poésie, mais la boîte aux lettres elle-même n'en manque pas. C'est l'endroit où amis et amoureux déposent leurs messages, conscients que ce geste accompli ils deviennent sacrés, intangibles, non seulement pour les autres, mais (sentiment quasi religieux) pour eux-mêmes. Cette petite boîte est un des derniers temples. Mettre une lettre à la poste et se marier, sont au nombre des rares choses qui soient restées tout à fait romantiques, car pour

(1) Copyright 1929 by Librairie Plon.

être tout à fait romantique, une chose doit être irrévocable. Nous croyons que la boîte aux lettres est une chose prosaïque parce que nous ne l'avons jamais rencontrée dans un poème ; mais les faits relèvent de la poésie la plus pure. La cabine d'aiguillage est seulement appelée cabine d'aiguillage ; en réalité, c'est une maison de vie et de mort. La boîte aux lettres est seulement appelée boîte aux lettres, mais c'est un sanctuaire des paroles humaines. Toutes les choses sont nées poétiques. Ce n'est que par un long et laborieux effort littéraire que vous les avez rendues prosaïques.

Aussi la première chose à dire de M. Rudyard Kipling, et la plus juste, c'est qu'il a contribué brillamment à reconquérir les provinces perdues de la poésie. Il ne s'est pas laissé effrayer par l'aspect brutal ou matériel qui s'attache aux mots seuls. Il a pénétré jusqu'à la substance romanesque et imaginative des choses elles-mêmes. Il a perçu la signification et la philosophie propres de la vapeur et de l'argot. La vapeur n'est, si vous le voulez, qu'un sale sous-produit de la science, et l'argot un sale sous-produit du langage. Mais M. Rudyard Kipling a été du petit nombre de ceux qui ont compris la parenté divine de ces choses, qui ont su qu'il n'y a pas de fumée sans feu, autrement dit, que partout où se rencontre la réalité la plus vile, se rencontre aussi la réalité la plus pure. Surtout il a eu quelque chose à dire, une vue définie de choses à exprimer, et cela signifie toujours qu'un homme est intrépide et regarde en face le réel. Dès l'instant que nous avons une vue de l'univers, nous le possédons.

Or, le message de Rudyard Kipling, le sujet auquel il s'est réellement attaché est, chez lui, comme chez tous les hommes, la seule chose qui vaille qu'on s'en occupe. Il a souvent écrit de mauvais vers comme Wordsworth. Il a souvent dit des sottises comme Platon. Il s'est souvent laissé aller à la pure hystérie politique comme Gladstone. Pourtant nul ne peut douter qu'il ne veuille fermement et sincèrement dire quelque chose. Une seule question se pose : qu'a-t-il voulu dire? Pour examiner son cas équitablement, peut-être convient-il de commencer par le point sur lequel ses adversaires et lui-même ont le plus insisté : j'entends l'intérêt qu'il porte au militarisme. Cependant, pour rechercher les mérites véritables d'un homme, il n'est

pas sage d'écouter ses ennemis et moins encore de l'écouter lui-même.

M. Kipling s'est certainement égaré dans son culte pour le militarisme, mais, d'une manière générale, ses adversaires se sont égarés autant que lui. Le mal du militarisme n'est pas de nous montrer que certains hommes sont hautains, féroces et belliqueux à l'excès, le mal du militarisme est de nous montrer que la plupart des hommes sont timides, domestiqués et pacifiques à l'excès. Le soldat de métier acquiert un pouvoir de plus en plus grand à mesure que le courage d'une collectivité décline. C'est ainsi que la garde prétorienne prit de plus en plus d'importance à Rome, à mesure que Rome devint de plus en plus voluptueuse et faible. Le militaire acquiert le pouvoir civil dans la proportion où le civil perd ses vertus militaires.

C'est ce qu'inconsciemment M. Kipling a prouvé d'une façon admirable. En fait, ce qui, dans le militarisme, attire M. Rudyard Kipling, ce n'est pas l'idée de courage, c'est l'idée de discipline. Il y avait au moyen âge bien plus de courage au kilomètre carré, alors que les rois n'avaient pas d'armée permanente, mais que tout homme portait un arc ou une épée. L'armée moderne n'est pas un miracle de courage, mais elle est réellement un miracle d'organisation, et c'est là le véritable idéal de Kipling. Le sujet de Kipling, ce n'est pas cette valeur qui appartient en propre à la guerre, c'est cette interdépendance et cette efficacité qui appartiennent pour le moins autant aux ingénieurs, aux marins, aux mules et aux locomotives. Et c'est pourquoi lorsqu'il parle des ingénieurs, des marins, des mules ou des locomotives, il est dans sa meilleure veine. La véritable poésie de M. Kipling, le véritable roman qu'il a écrit, c'est le roman de la division du travail et de la discipline de tous les métiers. Il chante les arts de la paix avec beaucoup plus d'exactitude que ceux de la guerre et sa thèse principale est vivante et de grande valeur. Tout est militaire dans le sens que tout dépend de l'obéissance. Il n'est pas de coin entièrement épicurien, pas de place absolument exempte de responsabilités. Partout des hommes nous ont tracé la voie par leur labeur et leur soumission. Il peut nous arriver de nous jeter dans un hamac, dans un accès de divine insouciance, mais nous sommes bien heureux que l'ouvrier qui fit le hamac ne l'ait pas confectionné dans

un accès de divine insouciance. Nous pouvons par plaisanterie effaroucher le cheval de bois d'un enfant, mais nous nous félicitons que le menuisier n'ait pas, par plaisanterie lui aussi, oublié d'en coller les pieds. Loin de prêcher que le soldat qui fourbit son arme mérite notre vénération parce qu'il est militaire, Kipling, dans ce qu'il a de plus clair et de meilleur, démontre que le boulanger cuisant le pain et le tailleur coupant son drap sont aussi militaires que quiconque.

Épris de cette vision multiple du devoir, M. Kipling est naturellement cosmopolite. Il lui arrive de prendre ses exemples dans l'Empire britannique, mais presque tout autre empire lui servirait aussi bien, ou tout autre pays de haute civilisation. L'idéal de discipline n'est pas le tout de la vie, mais il est répandu dans le monde entier, et le culte qu'il en a revêt chez M. Kipling une certaine note de sagesse humaine, d'expérience de voyageur qui est l'un des charmes les plus sûrs de son œuvre.

La grande lacune de son esprit est ce qu'on pourrait appeler son manque de patriotisme, c'est-à-dire qu'il lui manque totalement la faculté de s'attacher à une cause ou à une communauté quelconque. Il admire l'Angleterre parce qu'elle est puissante, non parce qu'elle est anglaise. Il n'y a aucune méchanceté à le constater, car il faut lui rendre cette justice qu'il le confesse lui-même avec la candeur pittoresque dont il est coutumier.

Dans un très curieux poème, ne dit-il pas en effet :

« Si l'Angleterre était ce que l'Angleterre paraît être, c'est-à-dire faible et incapable ; si l'Angleterre n'était pas ce qu'elle croit qu'elle est, c'est-à-dire puissante et pratique, comme nous la rejetterions vite... »

Il admet donc que son attachement est le résultat d'une conception critique, et cela suffit à classer son patriotisme dans une tout autre catégorie que celui des Boërs qu'il traqua dans l'Afrique du Sud. Lorsqu'il parle des peuples vraiment patriotes, comme les Irlandais, il éprouve quelque difficulté à ne pas laisser percer une vive irritation. L'état d'esprit qu'il décrit avec beauté et noblesse, est l'état d'esprit du cosmopolite qui a vu les hommes et les cités.

Dans une épigramme célèbre, M. Kipling a demandé ce que peuvent savoir de l'Angleterre ceux qui ne connaissent que l'Angleterre. La question est bien plus profonde et

plus aiguë si l'on dit : « Que peuvent savoir de l'Angleterre ceux qui ne connaissent que le monde? » En effet, le monde, n'inclut pas plus l'Angleterre qu'il n'inclut l'Église. Dès l'instant que nous éprouvons un attachement profond pour quelque chose, le monde, c'est-à-dire tous les autres intérêts de la vie, devient notre ennemi. Les chrétiens le prouvaient, quand ils parlaient de « se garder des souillures du monde », et les amoureux expriment exactement la même idée lorsqu'ils se disent enfin seuls et retranchés du monde. En me plaçant au point de vue astronomique, je comprends fort bien que l'Angleterre est située dans le monde, que l'Église fait partie du monde et que les amoureux sont des habitants de ce globe. Mais ils ont tous senti cette vérité, à savoir : que dès l'instant où nous aimons une chose, le monde nous devient hostile. M. Kipling connaît certainement le monde ; il possède toute l'étroitesse des êtres emprisonnés sur cette planète. Il connaît l'Angleterre à la façon dont un Anglais intelligent connaît Venise. Il a été en Angleterre de nombreuses fois, et y a fait de longs séjours. Mais il n'appartient pas à ce pays, non plus qu'à aucun autre, et la preuve en est qu'il pense à l'Angleterre comme à un endroit déterminé. Dès que nous avons pris racine dans un endroit, l'endroit s'évanouit. Nous vivons tel un arbre, avec toute la force de l'univers.

Le globe-trotter vit dans un monde plus restreint que le paysan, car l'homme, qui n'a d'autre horizon qu'un carré de choux n'a rien vu, certes, mais il songe aux choses qui unissent les hommes, la faim, les enfants, la beauté des femmes et les promesses ou les menaces du ciel. M. Kipling, avec tous ses mérites, est le globe-trotter ; il n'a pas la patience de devenir une partie de quelque chose.

Ce cosmopolitisme fait sa faiblesse. Cette faiblesse est admirablement exprimée dans un de ses plus beaux poèmes, *The Sestina of the tramp Royal*, où un homme déclare qu'il peut tout endurer en fait de privations ou de souffrances, sauf le séjour permanent dans un même endroit. Il y a certainement là un danger. Plus une chose est morte, desséchée et poudreuse, plus elle se déplace ; c'est le cas de la poussière, du duvet de chardon et du haut-commissaire de l'Afrique du Sud. Les choses fertiles sont un peu plus lourdes, tels les grands arbres fruitiers dans la boue féconde du Nil. Dans l'oisiveté ardente de la jeunesse nous étions

tous assez enclins à nous élever contre la signification du vieux proverbe qui dit : Pierre qui roule n'amasse pas mousse. Nous étions tentés de demander : « Qui donc songe à amasser de la mousse sinon de vieilles sottes? » Et cependant, nous commençons à comprendre que le proverbe a raison. La pierre qui roule tombe en résonnant de roc en roc, mais la pierre qui roule est morte. La mousse est silencieuse, parce que la mousse est vivante.

La vérité, c'est que l'exploration et les conquêtes rapetissent le monde. Le télégraphe et le bateau à vapeur rapetissent le monde, le télescope rapetisse le monde ; seul le microscope l'agrandit. Avant peu, le monde sera déchiré par une guerre entre télescopistes et microscopistes. Les premiers étudient de vastes choses et vivent dans un monde limité ; les seconds en étudient de petites et vivent dans un monde immense. Sans doute, il est stimulant de faire le tour de la terre en automobile à la vitesse de l'éclair ; de voir l'Arabie comme un tourbillon de sable et la Chine comme un champ de riz. Mais l'Arabie n'est pas un tourbillon de sable et la Chine n'est pas un champ de riz. Ce sont d'anciennes civilisations où d'étranges vertus sont enfouies comme des trésors. Si nous désirons les comprendre, nous ne devons pas les visiter en touristes ou en curieux, nous devons les aborder avec la bonne foi des enfants et la longue patience des poètes. Conquérir ces lieux équivaut à les perdre. L'homme qui travaille dans son petit potager et pour qui l'inconnu s'ouvre derrière la grille est l'homme des grandes idées. Son esprit crée la distance ; l'automobile la supprime stupidement. Les modernes considèrent la terre comme un globe, quelque chose dont on peut facilement faire le tour, comme l'esprit d'une institutrice. Il est aussi facile de penser continents que de penser cailloux. La difficulté commence lorsque nous cherchons à connaître la substance des uns et des autres. Sous cette vaste illusion de la planète cosmopolite, avec ses empires et ses agences Reuter, la vie réelle de l'homme se poursuit, occupée de cet arbre ou de ce temple, de cette moisson ou de cette chanson à boire, complètement incomprise, totalement inconnue. Du fond de sa paroisse magnifique, elle regarde sans doute, avec un sourire amusé, la civilisation automobile poursuivant sa marche triomphale, devançant le temps, dévorant l'espace, voyant tout sans rien voir, se précipitant à la con-

quête du système solaire pour découvrir seulement que le soleil est faubourien et les étoiles banlieusardes.

Un homme conséquent : M. Bernard Shaw.

Dans les heureux jours d'autrefois, avant l'avènement de la morbidité moderne, quand le bon vieil Ibsen remplissait le monde d'une saine gaieté et que les contes humains d'Émile Zola, aujourd'hui oublié, entretenaient la joie et l'innocence dans nos foyers, on considérait comme un désavantage d'être incompris. On peut se demander si c'est vraiment un désavantage. L'incompris a toujours cet avantage sur ses ennemis que ceux-ci ignorent son pont faible et son plan de campagne. Ils s'en vont prendre les oiseaux avec des filets et les poissons avec des flèches.

Ainsi de M. Bernard Shaw. M. Bernard Shaw est toujours représenté par ceux qui sont en désaccord avec lui et aussi, je le crains, par ceux (s'il y en a) qui sont d'accord avec lui, comme un bateleur spirituel, un éblouissant acrobate, un prestidigitateur. On dit qu'il ne peut pas être pris au sérieux, qu'il défend ou attaque n'importe quoi pour étonner ou divertir. Tout cela est non seulement inexact, mais d'une manière éclatante l'opposé de la vérité. Toute la force et le triomphe de M. Bernard Shaw proviennent de ce qu'il est un homme parfaitement conséquent. Loin de consister à sauter à travers des cerceaux ou à marcher sur la tête, sa force consiste à se retrancher, jour et nuit, dans sa propre forteresse. Il soumet rapidement et rigoureusement au Criterium de Shaw tout ce qui se passe au ciel et sur la terre. Ses principes ne varient jamais. Ce que les révolutionnaires et les conservateurs faibles d'esprit détestent et redoutent de lui, c'est que ses balances, quelles qu'elles soient, sont en équilibre, et que sa loi, quelle qu'elle soit, est justement appliquée.

Vous pouvez, comme je le fais moi-même, attaquer ses principes, mais il n'est pas de cas où vous puissiez contester leur application. S'il réprouve la licence, il réprouve la licence des socialistes autant que celle des individualistes. S'il réprouve la fièvre patriotique, il la réprouve autant chez les Boërs et les Irlandais que chez les Anglais. S'il réprouve les serments et les liens du mariage, il réprouve plus encore

les liens plus barbares et les serments plus absurdes de l'amour libre. S'il se rit de l'autorité des prêtres, il se rit davantage de l'emphase des savants. S'il condamne la gratuité de la foi, il condamne avec une saine logique la gratuité de l'art. Il a ravi tous les bohèmes en disant que les femmes sont les égales des hommes, mais il les a rendus furieux en suggérant que les hommes étaient les égaux des femmes. Il est juste presque mécaniquement, il est terrible comme une machine. L'homme réellement extravagant et instable, l'homme réellement fantasque et imprévisible, ce n'est pas M. Bernard Shaw, c'est le ministre d'État moyen, c'est l'homme d'État respectable et posé qui saute réellement d'une position à l'autre, qui est réellement prêt à défendre n'importe quoi, et qu'on ne doit réellement pas prendre au sérieux.

Je sais parfaitement bien ce que dira M. Bernard Shaw dans trente ans ; il dira ce qu'il a toujours dit. Si je le rencontre dans trente ans, noble vieillard dont la barbe d'argent balaye le sol et si je lui dis : « Il va de soi qu'on ne doit jamais parler mal d'une dame, » le patriarche lèvera sur moi sa main vénérable et me jettera à terre. Ainsi donc, nous savons ce que M. Bernard Shaw dira dans trente ans. Mais y a-t-il au monde un être assez profondément versé dans les secrets des astres et des oracles pour me prédire ce que M. Asquith dira dans trente ans?

A la vérité, c'est une grave erreur de supposer que l'absence de convictions définies donne à l'esprit la liberté et l'agilité. Un homme qui croit une chose a l'esprit vif et dispos parce qu'il a ses armes sous la main. Il peut appliquer son critérium sur-le-champ. Celui qui engage la lutte avec un homme comme M. Bernard Shaw peut imaginer qu'il a dix faces ; de même un homme engagé avec un brillant duelliste peut imaginer que l'épée de son adversaire s'est changée en dix épées. Mais ce n'est pas que cet adversaire joue de dix épées, c'est qu'il tire très bien d'une seule. De plus, l'homme qui a une croyance ferme paraît toujours bizarre parce qu'il ne change pas avec le monde ; il est monté dans une étoile fixe, et la terre tourne sous lui comme un zootrope. Des millions de braves gens en habit noir se disent sains et sensés, simplement parce qu'ils ne manquent jamais d'attraper l'insanité à la mode, parce qu'ils sont précipités de folie en folie par le maelstrom de la vie.

On accuse M. Shaw, et bien d'autres personnes beaucoup plus absurdes que lui, de démontrer que le noir est blanc. Mais on ne se demande pas si les noms courants des couleurs sont toujours corrects. Dans le langage ordinaire des gens sensés, le noir est quelquefois appelé blanc, ou tout au moins, le jaune est appelé blanc comme le vert et le brun rougeâtre. Nous appelons vin blanc un vin aussi jaune que les jambes d'un mousse. Nous appelons raisin blanc un raisin manifestement vert pâle. Nous donnons à l'Européen, dont le teint est d'un rose légèrement ocré, l'horrible titre d'homme blanc, image plus propre à tourner le sang qu'aucun des spectres de Poe.

Pourtant, il est incontestable que si un homme demandait au restaurant une bouteille de vin jaune ou une grappe de raisin vert-jaune, le garçon le prendrait pour un fou. Il est incontestable que si un fonctionnaire, dans un rapport sur les Européens de Birmanie, écrivait : « On ne compte ici que deux mille hommes roses, » il serait accusé de mauvaise plaisanterie et mis à la retraite d'office. Ces deux hommes se seraient attiré les pires ennuis en disant la stricte vérité. Cet homme trop véridique du restaurant, cet homme trop véridique de Birmanie, voilà M. Bernard Shaw. Il paraît excentrique et grotesque parce qu'il ne consent pas à partager l'opinion généralement admise que le blanc est jaune. Il a basé tout son esprit et sa logique sur ce fait rebattu et pourtant oublié que la vérité est plus étrange que la fiction. Il faut, en effet, que la vérité soit plus étrange que la fiction puisque nous avons créé la fiction à notre convenance.

Donc, jusque-là, une appréciation judicieuse trouvera la doctrine de M. Shaw excellente et stimulante. Il prétend voir les choses telles qu'elles sont et, en tous cas, il voit telles qu'elles sont certaines choses que l'ensemble du monde civilisé ne voit pas du tout. Mais, dans le réalisme de M. Shaw il y a une lacune, et cette lacune est sérieuse.

L'ancienne philosophie bien connue de M. Shaw était celle qu'il a magistralement exposée dans *la Quintessence de l'Ibsénisme*, à savoir, en bref, que l'idéal conservateur est mauvais, non parce qu'il est conservateur, mais parce qu'il est un idéal. Tout idéal empêche les hommes de juger sainement un cas particulier ; toute généralisation morale opprime l'individu ; la règle d'or est qu'il n'y a pas de règle d'or. Et l'objection à cette philosophie est simplement

qu'elle prétend affranchir les hommes, alors qu'en réalité elle les empêche de faire la seule chose que les hommes désirent faire. A quoi bon dire à une société qu'elle possède toutes les libertés, sauf celle de faire des lois? La liberté de faire des lois est ce qui distingue un peuple libre. A quoi bon dire à un homme ou à un philosophe qu'il possède toutes les libertés, sauf celle de faire des généralisations? Le pouvoir de généraliser est ce qui fait de lui un homme. En somme, en défendant aux hommes d'avoir des principes moraux rigides, M. Shaw agit comme celui qui voudrait leur défendre d'avoir des enfants. A la maxime que la règle d'or est qu'il n'y a pas de règle d'or, on peut, en vérité, répondre simplement en renversant les termes : Qu'il n'y ait pas de règle d'or, c'est en soi une règle d'or, ou plutôt c'est bien pis qu'une règle d'or, c'est une règle de fer, une entrave au premier mouvement de l'homme.

Mais c'est surtout en développant la religion du surhomme que M. Shaw a fait sensation dans ces dernières années. Celui qui s'était manifestement moqué des croyances du passé oublié découvrit un nouveau dieu dans un futur inimaginable. Celui qui avait rejeté tout le blâme sur l'idéal dressa l'idéal le plus extravagant, l'idéal d'un être nouveau. Mais au vrai qui connaît bien l'esprit de M. Shaw et l'admire comme il convient aurait pu deviner tout cela depuis longtemps.

Au vrai, M. Shaw n'a jamais vu les choses telles qu'elles sont dans la réalité. Sinon il serait tombé à genoux devant elles. Il a toujours obéi à un idéal secret qui flétrissait toutes les choses de ce monde. Il n'a cessé de comparer en silence l'humanité à quelque chose qui n'était pas humain, à un monstre de Mars, au Sage des Stoïques, à l'homme économique des Fabians, à Jules César, à Siegfried, au Surhomme. Or, posséder cet étalon intérieur impitoyable peut être une très bonne chose ou une très mauvaise, une chose heureuse ou malheureuse, mais ce n'est pas voir les choses telles qu'elles sont. Ce n'est pas voir les choses sous leur véritable jour que de penser d'abord à Briarée aux cent bras, et de traiter ensuite tous les hommes de manchots, parce qu'ils n'en ont que deux. Ce n'est pas voir les choses dans leur réalité que d'avoir la vision d'Argus aux cent yeux et de railler ensuite les hommes à deux yeux comme s'ils étaient borgnes. Ce n'est pas voir les choses telles

qu'elles sont que d'imaginer un demi-dieu doué d'une extrême lucidité d'esprit, qui peut apparaître ou non dans les derniers jours du monde, et en conséquence de regarder tous les hommes vivants comme des idiots.

Et c'est là ce que dans une certaine mesure M. Shaw a toujours fait. Quand nous voyons réellement les hommes tels qu'ils sont, nous ne les critiquons pas, nous les admirons et très justement. Car un monstre aux yeux mystérieux, aux doigts miraculeux, avec des rêves étranges dans le crâne, une tendresse singulière dans le cœur pour son pays ou pour son enfant, est en effet une chose extraordinaire et déconcertante. Chaque instant de vie consciente est un prodige inimaginable, chaque visage que nous croisons dans la rue a l'imprévu incroyable d'un conte de fées. Mais ce qui empêche l'homme de s'en rendre compte, ce n'est ni sa clairvoyance ni son expérience, c'est simplement l'habitude d'établir des comparaisons pédantes et précieuses entre une chose réelle et une autre qui ne l'est pas. M. Shaw qui est peut-être, au point de vue pratique, l'être le plus humain qui soit, est inhumain sous ce rapport. Il a même été infecté en quelque mesure de la faiblesse intellectuelle de son nouveau maître Nietzsche, de l'étrange notion que plus un homme est grand et fort, plus il méprise le reste du monde. Plus un homme est grand et fort, plus il sera porté à se prosterner devant une pervenche. Il ne suffit pas que M. Shaw contemple la tête haute et le visage dédaigneux l'immense panorama des empires et des civilisations pour nous convaincre qu'il voit les choses comme elles sont. Il m'en convaincrait plus sûrement si je le voyais contempler ses pieds dans une religieuse extase. Je me l'imagine se disant à lui-même : « Quels sont ces deux êtres beaux et industrieux que je vois partout me servir sans que je sache pourquoi? Quelle marraine-fée à ma naissance les fit venir du pays des Elfes? Quelle divinité de la pénombre, quel dieu barbare des jambes dois-je me rendre propice avec le feu et le vin afin qu'elles ne me quittent pas? »

La vérité, c'est que toute appréciation sincère repose sur un certain mystère d'humilité, presque d'obscurité. L'homme qui a dit : « Bienheureux celui qui ne s'attend à rien, parce qu'il ne sera pas déçu, » exprime la béatitude d'une manière imparfaite et mensongère. La vérité est celle-ci : Bienheureux celui qui ne s'attend à rien, parce

qu'il sera magnifiquement surpris. Celui qui ne s'attend à rien voit les roses plus rouges que le commun des hommes ne les voit, l'herbe plus verte et le soleil plus éblouissant. Bienheureux celui qui ne s'attend à rien parce qu'il possédera les cités et les montagnes. Bienheureux celui qui est doux parce qu'il héritera la terre. Tant que nous ne concevons pas que les choses pourraient ne pas être, nous ne pouvons concevoir qu'elles soient. Tant que nous n'avons pas vu l'arrière-plan des ténèbres, nous ne pouvons admirer la lumière comme une chose unique et créée. Dès que nous avons vu ces ténèbres, toute lumière est claire, soudaine, aveuglante et divine. Tant que nous ne nous sommes pas représenté le néant, nous n'apprécions pas à sa valeur la victoire de Dieu et nous ne pouvons concevoir aucun des trophées de son ancienne guerre. La vérité a un million de jeux fantasques, l'un d'eux est que nous ne savons rien tant que nous ne sommes pas au point de ne rien savoir.

Je le dis délibérément, ce qui manque à la grandeur de M. Shaw, et la seule objection que l'on puisse élever contre sa prétention d'être un grand homme, c'est qu'il n'est pas facilement satisfait. Il est presque la seule exception à la maxime générale et essentielle que les petites choses plaisent aux grands esprits. Et, de l'absence de cette petite chose, de toutes la plus grande et qui a nom l'humilité, résulte l'insistance singulière qui le fait sans cesse parler du Surhomme. Après avoir, pendant bien des années malmené un grand nombre de gens parce qu'ils n'étaient pas progressistes, M. Shaw a découvert, car il a du bon sens, qu'il est très douteux qu'un être à deux jambes puisse réellement être progressiste. En étant arrivé à douter que l'humanité et le progrès soient compatibles, la plupart des gens faciles à satisfaire auraient choisi d'abandonner le progrès et de rester avec l'humanité. Mais M. Shaw qui ne se satisfait pas si aisément, a décidé d'abandonner l'humanité, avec toutes ses limitations, et de prendre le parti du progrès pour le progrès en soi.

Si l'homme tel que nous le connaissons est incapable d'adopter la philosophie du progrès, M. Shaw demande, non pas un nouveau genre de philosophie, mais un nouveau genre d'hommes, à peu près comme une nourrice qui, après avoir pendant plusieurs années expérimenté un mauvais régime sur un enfant, s'apercevrait qu'il ne convient pas,

et, au lieu d'abandonner le régime et d'en réclamer un autre, jetterait l'enfant par la fenêtre et réclamerait un autre enfant.

M. Shaw ne peut comprendre que la chose la plus précieuse et la plus chère à nos yeux, c'est l'homme, vieux buveur de bière, faiseur de religions, batailleur, pécheur, sensuel, respectable. Et les choses qui furent fondées sur cette créature demeurent éternellement ; celles qui l'ont été sur l'idée du Surhomme sont mortes avec les civilisations moribondes qui, seules, lui avaient donné naissance. Quand le Christ, à une heure symbolique, établit sa grande société, Il ne choisit pas comme pierre angulaire de son édifice le brillant Paul, ni le mystique Jean, mais un fourbe, un snob, un lâche, en un mot un homme. Et sur ce roc Il bâtit son Église et les Portes de l'Enfer n'ont pas prévalu contre Elle. Tous les Empires et les Royaumes sont tombés par cette faiblesse inhérente et perpétuelle, celle d'avoir été fondés par des hommes forts sur des hommes forts. Mais seule, l'Église chrétienne, historique, fut fondée sur un homme faible, et pour cette raison elle est indestructible, car aucune chaîne ne peut être plus forte que son chaînon le plus faible.

G. K. Chesterton.

La restauration de l'Allemagne

En moins d'un siècle, l'Allemagne aura possédé deux hommes d'État de premier ordre, deux fondateurs d'Empire. Après Bismarck, on peut nommer sans trop d'exagération — encore que l'homme semble avoir été moins grand que ses actes — Gustave Stresemann.

Que fut, en effet, son œuvre intérieure? Dans ce domaine, il apparaîtra certainement comme le restaurateur, ou plutôt comme un des restaurateurs principaux de l'Allemagne vaincue, troublée et divisée. Car, de même que le chancelier de fer, il eut à refaire l'État et à rassembler les membres dispersés de la nation germanique.

Il suffit, en vérité, de songer au chaos devant lequel il se trouva placé, lorsqu'il prit pour la première fois le pouvoir en 1923. La situation était au fond plus grave encore qu'elle ne l'avait été en 1919, et, dans ce tragique mois de juillet, le destin semblait vouloir, une fois de plus, se prononcer contre l'Allemagne. Certes, aussitôt après l'armistice, l'unité du Reich un instant menacée, avait bien été sauvée par la République weimarienne qui était parvenue à remplacer le lien dynastique alors rompu, par un nouveau principe d'union. Certes, le social-démocrate Noske avait su employer avec succès la force prussienne contre les marins révoltés, contre Spartacus, contre le bolchevisme bavarois, et avait ainsi rendu sans objet le *Los von Berlin* qui s'était élevé de Kœnigsberg à Munich. Mais cette République weimarienne,

réalisant le rêve des libéraux et des démocrates de 1849, s'efforçant, selon la tradition de l'église Saint-Paul, de construire une grande Allemagne, où toutes les races germaniques auraient des droits égaux, où l'hégémonie de la Prusse n'existerait plus, cette République de Weimar dont la Constitution primitive avait essayé, de toutes façons, d'enlever à l'État bismarckien ses privilèges d'autrefois, n'avait créé, en réalité, qu'un pouvoir central trop abstrait, qui, n'ayant derrière lui ni un État ni un homme, n'avait été pour le nouveau Reich, trop désarmé, trop symbolique, en face des « pays » conservés, qu'un trop faible tuteur. Résultat fatal, l'autorité de l'Empire était bientôt devenue un mythe dérisoire, dont l'image véritable était bien la photographie, si répandue alors, du président Ebert en caleçon de bain.

A une époque de désastres économiques, sociaux et politiques qu'aggravaient l'inflation et cette occupation de la Ruhr si propre à fortifier les espérances du séparatisme rhénan, l'Allemagne semblait donc près de sombrer dans l'anarchie, et des lézardes profondes apparaissaient à la surface de sa fragile unité. Sur tout le territoire retentissaient des appels aux armes. Les « ligues » rivales se multipliaient et, se rencontrant parfois sur les mêmes champs de manœuvre, se jetaient de haineux défis. Les bandes d'Hitler et d'Ehrardt se dressaient contre les centuries social-démocrates. Les gens du Nord invectivaient contre les gens du Sud. Les catholiques se méfiaient des protestants, les « fils » haïssaient les « pères » ; les « occidentaux » affectaient de mépriser vigoureusement les « orientaux ».

L'Empire se couvrait de barrières intérieures. Le gouvernement socialiste saxon refusait de payer l'impôt fédéral et menaçait même de faire marcher ses troupes sur Berlin. A Munich, la social-démocratie unitaire passait ses troupes en revue, en face d'une armée monarchiste de plus de 10 000 hommes qui disposait de mitrailleuses et d'avions. Le cabinet nationaliste de von Kahr renvoyait les délégués du Reich et songeait à refaire l'unité allemande autour de l'axe bavarois. « Par le bleu et le blanc au noir, blanc, rouge, » telle était la devise de cet aventurier qu'exaltait le rêve impérial du vieux Ferdinand.

En attendant, la Bavière, plus encore que la Saxe et la Thuringe, cessait, en fait, d'appartenir au Reich allemand. Les ministres de Munich accusaient de haute trahison le

bourgmestre de Nuremberg qui, en exécutant les ordres de Berlin, avait, selon eux, obéi à un gouvernement *étranger*. Ils refusaient, en outre, de laisser traduire leurs nationaux devant le tribunal d'Empire et relevaient même, à leurs frontières, les barrières douanières, comme avant le Zollverein.

Si bien que *la Gazette de Francfort* s'écriait avec mélancolie: « Nous voici revenus, semble-t-il, à l'époque de la guerre de Trente ans. »

C'est au milieu de ce grand tumulte, et à l'instant où les Allemagnes divisées étaient près d'en venir aux mains, qu'apparut Stresemann. Août 1923. Cuno, l'impuissant délégué des manieurs d'argent, cède la place. Le nouveau chancelier ne préside officiellement le ministère que pendant cinquante jours. Mais ces journées, remplies d'événements tragiques, sont, en réalité, d'une importance capitale, et décident, en un sens, de l'avenir du pays.

Tout de suite, Stresemann recourt à la force. Il accorde à von Seeckt les pleins pouvoirs. Il met en mouvement la Reichswehr prussienne et redonne ainsi au militarisme le rôle capital, le rôle de facteur d'unité et d'ordre qu'il avait perdu depuis 1918. Le *Vorwaerts* peut écrire, non sans tristesse, que les exploits du général Muller en Thuringe sont aussi significatifs que l'affaire de Saverne avant 1914.

Très vite, dès lors, la situation se modifie. L'exécution fédérale commence contre la Saxe, et la Reichswehr berlinoise fait son entrée à Dresde au son des fifres et des tambours plats. Les mitrailleuses crépitent. Quelques morts sont étendus sur le pavé. Mais le résultat est atteint. Le parlement saxon est dissous, le gouvernement socialiste est emprisonné et son chef sera bientôt accusé de concussion. Continuant sa marche, l'armée victorieuse remet la Thuringe sous le joug du Reich et ne s'arrête aux frontières de la Bavière que parce que von Kahr redoutant un attentat contre le particularisme bavarois, a lui-même liquidé l'aventure d'Hitler et de Ludendorff. La République allemande change de forme.

Ainsi, en quelques jours, Gustave Stresemann a reconstitué le Reich ébranlé et presque brisé déjà. Œuvre bismarckienne, réalisée, du reste, non pas dans l'enthousiasme de la victoire et de la conquête, mais après les humiliations de la défaite et sous les yeux de l'étranger. Œuvre immense qui

assure l'intégrité de la nation et sauve, pour la seconde fois, le nouvel Empire !

Cette œuvre pourrait suffire à la gloire du chancelier. Il la juge pourtant incomplète. Mais, sentant bien que l'heure n'est pas encore venue de restaurer intégralement l'hégémonie prussienne, il se contente de regretter que le poste de chancelier ne soit pas confondu, comme autrefois, avec celui de premier ministre de Prusse, et, confiant dans les pleins pouvoirs qu'il maintient à von Seeckt pour créer une situation politique favorable à la naissance d'une monnaie nouvelle, il se donne une autre mission. Il va commencer désormais, dans le domaine de la politique extérieure, ce qu'il a lui-même appelé ses « étapes » sur la voie qui conduit à l'indépendance et à la pleine souveraineté de l'Allemagne vaincue.

Son premier geste, dans ce domaine, c'est la fin de la résistance passive, et la reprise des relations rompues avec les puissances occidentales. On a parlé d'une conversion au pacifisme, à l'internationalisme. De tels propos font sourire les Allemands. Ils n'ignorent pas que l'idéalisme fut pour Gustave Stresemann, non pas une conviction, mais une méthode. Ils savent que ce disciple de Bismarck est capable de s'adapter, comme son maître, aux circonstances et de parler, s'il le faut, le langage qui convient à un vaincu.

Ce réalisme ne tarde pas, du reste, à être récompensé. Négociant avec la France, le Reich reconstitué reconquiert le droit d'intervenir dans les affaires rhénanes. Il en profite pour écraser le séparatisme et pour faire renoncer le catholicisme, un instant séduit, à collaborer à la constitution d'une confédération du Sud d'où la Prusse luthérienne eût été exclue.

La politique d'exécution ne sera pour le ministre d'Empire qu'un moyen, non pas le seul à vrai dire, mais le principal.

Ce qu'il faut, avant tout, il le comprend, c'est rompre le tête-à-tête avec la France, puisque le Reich vient d'expérimenter combien ce tête-à-tête peut être dangereux. Il propose donc le pacte de Locarno. Désormais, et c'est là l'essentiel, les affaires rhénanes ne seront plus réglées par les seuls gouvernements de Berlin et de Paris. Londres et Rome prendront part au dialogue. La voix anglaise et la voix italienne s'élèveront, s'il en est besoin, pour assurer l'intégrité de l'Allemagne sur ses frontières occidentales. Le

Rhin, qui a failli être perdu, est définitivement sauvé.

Il importe maintenant de songer à l'Est. Locarno n'a pas lié les mains au Reich qui demeure libre d'agir sur ses frontières orientales. C'est quelque chose. Ce n'est pas assez. Gustave Stresemann entend que l'Orient lui donne le pouvoir de résister aux exigences de l'Occident.

« L'Allemagne est bigame », peut-il dire, non sans quelque ironie, lorsque, peu de temps après la signature des accords de Locarno, il conclut avec la Russie le traité de Berlin qui complète celui de Rapallo.

L'instrument politique, dont il usera maintenant avec succès, est créé. Le double levier est prêt. Il pèsera alternativement à droite ou à gauche, et, à chaque pesée, la servitude allemande s'effritera.

La tenaille traditionnelle est forgée, qui broyera, un jour, la Pologne. Le mariage conclu avec la Russie soviétique n'a rien d'un mariage d'amour. « Nous avons pris, déclare Stresemann, une hypothèque sur l'avenir. Il se peut que notre rapprochement avec Moscou ne nous donne pas grand'chose d'immédiat. Mais, fatalement, il doit réserver des possibilités futures. »

Langage d'un homme d'État prévoyant qui oublie parfois, seulement, de bien fixer sur son visage son masque de « grand Européen ».

A la France, il est vrai, il tient d'autres discours...

Et, au dedans, il se sert, de même, des instruments que la réalité, que l'époque lui fournissent.

Il a déjà commencé, il veut achever son œuvre bismarckienne, mais il usera, pour cela, des moyens dont il dispose.

Il se rallie, dit-on, au régime républicain. C'est exact, en un sens, — quoiqu'il n'abandonne jamais ses convictions monarchiques et qu'il se préoccupe sans cesse de jeter des « ponts » entre l'Allemagne du présent et celle du passé. Il a bien compris, en effet, tout le parti qu'il peut tirer de la République. Mais, grâce à elle, il se propose de triompher des particularismes et de refaire l'unité intérieure au profit de la Prusse. Grâce à elle encore, il estime qu'il pourra agrandir l'Etat, et il songe que l'idée d'une grande Allemagne réalisée, en apparence, par la démocratie, n'eût peut-être pas, en certaines circonstances, déplu à Bismarck. La République qu'il a instaurée depuis 1923 n'a plus rien de commun, en fait, avec la République weimarienne issue des

rêveries francfortoises de 1849, qui prit le pouvoir à la fin de 1918.

Stresemann sait bien qu'il préside désormais aux destinées d'une République bismarckienne, et que l'armature du Reich est de nouveau l'État prussien. Il sait que le suffrage universel, peut assurer, lui aussi, l'hégémonie de la patrie de Luther et de Frédéric II, la suprématie de sa bureaucratie, de son armée, de son esprit centralisateur... L'Empire n'est plus orphelin. Il ne s'appuie plus sur une abstraction. Il a, une fois de plus, une solide épine dorsale.

Mais quoi ! En ce domaine aussi, l'œuvre n'est pas achevée. Certes, la Prusse absorbe bien, peu à peu, les petits États du Nord. Sous prétexte d'économies, elle fournit, de plus en plus, des fonctionnaires, même aux États moyens, et le ministre n'oublie pas non plus de patronner un certain projet qui propose de confondre symboliquement la Prusse avec le Reich.

Cependant, le particularisme qui fut, si longtemps, « la loi de l'histoire de l'Allemagne », n'est pas encore tout à fait mort. La Bavière résiste quand on la menace d'une assimilation totale.

L'Autriche, elle-même, se demande parfois si elle aurait intérêt à s'incorporer à un Empire qui serait trop visiblement dominé par la capitale luthérienne.

Et puis, comment justifier, aux yeux de l'étranger l'*Anschluss* futur, comment se créer partout des complices, lorsque le moment sera venu de constituer la grande Allemagne, d'achever la nation germanique, si la démocratie ne règne plus en Allemagne, si « le droit des peuples » y est trop évidemment foulé aux pieds?

Alors, pourquoi renoncer à la fiction de la République weimarienne? C'est cette fiction qui entretiendra dans les masses le patriotisme germanique.

Elle est inoffensive, désormais, à l'intérieur, puisque le facteur d'ordre est retrouvé et agit en dehors d'elle, puisque, sous l'impulsion du chef populiste, le grand parti bismarckien et unitaire a été formé, qui groupe tous les partisans de la force prussienne, depuis les socialistes à la Noske, à la Ebert, à la Lœbe épris d'ordre et de discipline, jusqu'aux grands industriels chez qui Stresemann a éveillé l'idée nationale, jusqu'à ces catholiques que séduit l'autoritarisme luthérien.

Mais, inoffensive, elle n'a pas cessé d'être efficace. Elle prépare l'*Anschluss*, c'est-à-dire ce grand « traumatisme national », pour parler comme le démocrate Radbruch, qui permettra, comme le permit, en 1870, l'enthousiasme de la conquête, d'étouffer les derniers particularismes et d'achever la constitution d'un véritable Empire bismarckien. Et la nouvelle République saura recueillir, au moment voulu, les avantages que la démocratie de Weimar aura assurés.

C'est ainsi que, ces derniers temps, l'œuvre intérieure et l'œuvre extérieure de Stresemann se conciliaient. D'un bel effort unique, il tendait au même but.

Cet effort, il est vrai, n'avait pas encore porté tous ses fruits. N'importe ! Regardons l'Allemagne d'aujourd'hui, comme a dû la regarder naguère, l'homme d'État mourant. Elle possède la liberté de ses gestes. Son indépendance politique est assurée.

« Ce cœur durera assez, me disait Stresemann, en 1923, au moment de son activité la plus dramatique, pour libérer les pays rhénans. »

La libération du territoire allemand est, en effet, pratiquement obtenue. Les charges financières sont allégées et elles ne se grèvent plus d'aucune hypothèque politique. Plus encore : l'Allemagne restaurée peut choisir ses amitiés, et, si Locarno a donné tous ses résultats, se servir du pion italien sans renoncer, du reste, à manier le facteur russe.

Un empire consolidé, bientôt agrandi et fortifié, unifié sous le sceptre prussien, plein d'espoir, riche de toutes les promesses d'expansion, de tous les germes d'agrandissement que son nouveau Bismarck a jeté à pleines mains, telle apparaît cette Allemagne de 1929. Il suffit de la comparer à l'Allemagne de 1923 que déchirait la guerre civile et dont pouvait disposer l'étranger, pour mesurer, sinon la grandeur de l'homme, du moins la grandeur de l'œuvre qu'en six ans, sans arrêt, il a rêvée et presque accomplie.

PIERRE LAFUE.

Protection du Travail français

Le bouleversement qu'a subi l'économie mondiale, au cours de ces dernières années, est dénoncé de toutes parts avec inquiétude. Dans une étude des plus documentées, M. Eugène Fougère, président de l'Association nationale de l'Expansion économique, montre que les peuples européens courent à la mort parce qu'ils sont sous la dépendance de plus en plus étroite de l'impérialisme économique américain. Il en donne les preuves que voici : pour l'année 1928, la balance commerciale des pays européens s'est traduite par un solde déficitaire de 114 milliards de francs. Pour les pays extra-européens, au contraire, le solde est créditeur et s'élève à 65 milliards de francs, dont 27 milliards pour les seuls États-Unis d'Amérique. L'Europe est, à n'en pas douter, sous la dépendance de l'Amérique du Nord.

M. Yves Le Trocquer, ancien ministre des Travaux publics et président du comité français de l' « Union douanière européenne », reprenant les chiffres produits par M. Fougère, conclut qu'il faut au plus vite liquider tous les problèmes nés de la guerre, fédérer les États européens de manière à former, « face aux États-Unis », un bloc puissant pouvant discuter à armes égales avec les blocs extra-euro-

péens. Sinon l'Europe, « endettée vis-à-vis de l'Amérique au delà de ses moyens, impuissante, d'autre part, à se libérer de ses dettes par les exportations de marchandises, » disparaîtra, « ruinée, réduite à l'état de vassalité à l'égard du Nouveau Monde, devenu son impitoyable et tout-puissant créancier ».

D'autre part, à la dernière session du Conseil général du Nord, M. Loucheur, ministre du Travail, a prononcé de graves paroles : « Je suis très inquiet de la situation économique du pays et notamment de notre région du Nord. Je pressens les prodromes d'une crise aiguë. »

Ce qui provoque l'inquiétude de M. Loucheur, c'est le résultat déplorable de notre balance commerciale qui, depuis le dernier trimestre de 1928, n'a cessé de se solder en déficit. Ce déficit, pour les trois premiers trimestres de 1929, atteint 7 milliards, compte non tenu de nos échanges avec nos propres colonies, (exactement 8 milliards et demi si l'on ne fait état que de nos échanges avec les seuls pays étrangers).

Ainsi M. Yves Le Trocquer ne trouve au problème économique qu'un remède international, parce que — et c'est son excuse — M. Fougère a porté ce problème sur le plan international.

M. Loucheur lui aussi, lui surtout, n'a que des remèdes d'ordre international à proposer. Ce ministre, que le spectre américain ne laisse pas dormir, invite les États européens à renverser leurs barrières douanières, à constituer les « États-Unis d'Europe », afin d'échapper à la sujétion des États-Unis d'Amérique.

Les solutions que proposent les Loucheur, les Le Trocquer et leurs pareils sont celles de gens qui ont peur de leur ombre. La voie dans laquelle ils veulent nous entraîner est précisément celle qu'il ne faut pas suivre.

Il y a, certes, un impérialisme américain et il n'est pas sans périls pour l'Europe et pour le monde. Mais il ne fait après tout que remplacer un autre impérialisme, dont l'Europe et le monde ont dû supporter le joug au cours du dix-neuvième siècle : l'impérialisme britannique. Et nous pouvons, si nous le voulons bien, échapper à la tutelle américaine, comme nous aurions pu échapper à la tutelle anglaise si nous l'avions voulu. Mais il fallait, en ce qui concerne l'Angleterre, et il faut, en ce qui concerne les États-Unis, en prendre les moyens qui sont, avant tout, non d'ordre international, mais *national*. Nous n'aurons, pour l'établir,

qu'à observer comment les impérialismes britannique ou américain se sont formés, les raisons de leurs succès et celles de leurs revers, et comment il se fait qu'il y a des nations maîtresses et des nations servantes.

*
* *

L'éblouissante prospérité économique de l'Angleterre au dix-neuvième siècle tient principalement au fait que, jusqu'aux environs de 1890, l'Angleterre non seulement possédait le pain de l'industrie qu'est le charbon, mais qu'elle avait le monopole de cette précieuse matière. Cela lui a permis de s'offrir le luxe d'abdiquer toute activité agricole pour ne s'attacher qu'au développement industriel. Il lui a fallu sans doute importer des pays producteurs son blé, sa viande, sa laine et son coton, mais il lui était d'autant plus aisé d'obtenir ces objets à des prix de faveur qu'elle était seule à détenir la matière qui donne la vie aux industries : le charbon.

Sans charbon, pas d'industries, pas de navires, pas de chemins de fer. Or, pendant cent ans, les peuples ont été pour le charbon tributaires de l'Angleterre.

Ils ne le sont plus. L'Angleterre a perdu la suprématie du charbon. Celle-ci lui est disputée par l'Allemagne et aussi par les États-Unis, qui, malgré leur éloignement, trouvent le moyen de concurrencer les charbons anglais sur les marchés européens. En perdant sa royauté du charbon, l'Angleterre, du même coup, voit décliner sa puissance économique.

Cette puissance économique est cependant encore très forte, parce que si l'Angleterre a perdu la royauté du charbon, elle détient toujours un quasi monopole, celui du transport maritime que lui a valu jusqu'ici l'empire des mers. Ce quasi monopole est déjà vieux de deux siècles et demi. En effet la mesure protectionniste par excellence, « l'Acte de navigation » institué en 1660, prescrit que toute marchandise à destination de l'Angleterre ou de ses possessions, sous peine de payer des droits de douane doubles, doit se faire transporter sur un navire anglais, appartenant à des Anglais, construit en Angleterre, commandé par un Anglais et monté par des marins anglais. Cette prescription a mis pratiquement les autres nations dans l'impossibilité de fonder une marine pouvant concurrencer la marine anglaise. L'acte de

navigation a été, il est vrai, abrogé en 1849. Il a pu l'être sans inconvénient pour l'Angleterre, qui était la seule nation possédant une marine forte, et qui a pu ainsi demeurer sans trop de peine l'entrepôt de l'Europe. C'est de son île qu'une part appréciable encore des produits fabriqués sur le continent sont dirigés sur leur destination définitive.

Ainsi, au cours du dix-neuvième siècle, les peuples n'ont pu se passer du charbon anglais pour leurs industries, ou des bateaux anglais pour transporter leurs produits fabriqués.

Cela explique que l'Angleterre se soit fait dans le monde la missionnaire de la doctrine du libre-échange. Elle comptait ainsi détourner les peuples de l'imiter et c'était la seule manière de mettre à l'abri son protectionnisme effréné.

Elle n'y a pas tout à fait réussi puisque, après avoir perdu la maîtrise du charbon, celle des mers lui est disputée aujourd'hui par les États-Unis d'Amérique. Mais pour se sauver, l'Angleterre, qui n'a plus les moyens de déguiser son protectionnisme, est contrainte de recourir aux pratiques des peuples qui sont privés du monopole des matières premières : elle institue des droits protecteurs. Sous l'appellation de « sauvegarde des industries essentielles », l'Angleterre a établi, en 1925, des droits de douane qui frappent la plupart des produits manufacturés des autres nations.

*
* *

Comme autrefois pour l'Angleterre, le fondement de la puissance économique et financière des États-Unis a sa base dans le fait qu'ils détiennent ou contrôlent la quasi totalité des matières premières essentielles. Mais les États-Unis n'ont pas toujours été riches. Ils ont même connu la gêne. Au lendemain de la guerre de Sécession, qui n'a pas duré moins de cinq ans, ils étaient sérieusement endettés. Alors que l'Angleterre avait réussi à faire adopter l'étalon or par la plupart des pays, les États-Unis ne disposaient que de métal argent, ce qui les obligeait à payer des intérêts usuraires à leurs prêteurs.

Les États-Unis sont, à la longue, parvenus à se libérer pourtant et à faire affluer dans leurs coffres plus de la moitié de l'or du monde. Mais sait-on comment? En instituant chez eux, sous la présidence de Mac-Kinley, une politique résolument protectionniste. « Non seulement, écrit un éco-

nomiste averti, M. J. Dessaint, ils protégèrent ce qu'ils produisaient, mais même ce qu'ils ne produisaient pas afin d'en provoquer la production. C'est ainsi qu'ils ont fait affluer l'or dans leurs coffres et qu'ils se sont emparés du sceptre de la richesse. »

Que la guerre ait singulièrement précipité la marche du phénomène, personne ne le nie ; mais on ne contestera pas davantage ce grand fait qu'à l'origine de l'immense fortune des États-Unis il y a le protectionnisme. C'est grâce à la protection du travail américain et du produit américain que les États-Unis sont parvenus à la possession des matières premières essentielles, et avec les matières premières ils ont eu la main-d'œuvre, en vertu de cette loi bien connue que les populations s'agglomèrent là où il y a offre de nourriture.

Ainsi l'Angleterre est demeurée économiquement forte tant qu'elle a détenu le monopole du charbon et que son protectionnisme effréné, institué en 1660 par l'acte de navigation, lui a permis de conserver le quasi monopole du transport par eau.

Les États-Unis, qui ont été faibles et gênés, sont devenus forts financièrement et industriellement en instituant une politique protectionniste qui leur a permis de détenir à eux seuls plus de la moitié de la production du monde : pétrole 71,4 pour 100, maïs 63,5 pour 100, coton 56,1 pour 100, cuivre 55 pour 100, acier 44,7 pour 100, fonte 42,8 pour 100, charbon 42,5 pour 100, tabac 39,1 pour 100.

Voici maintenant la contre-épreuve.

* * *

La France est arrivée à l'appauvrissement et à la sujétion économique en prenant le contre-pied des méthodes qui ont permis à l'Angleterre et aux États-Unis de parvenir à la puissance et à l'enrichissement. La France, il y a trois quarts de siècle, a renversé la politique de protection des matières premières instituée en 1826 par la Restauration, pour adopter le libre-échangisme, qui l'a dépouillée des matières premières essentielles. Le résultat, le voici :

Avant 1860, la France élevait plus de 33 millions de moutons à laine. Ce chiffre est descendu à 9 millions. Elle consomme annuellement 3 millions de quintaux de laine et n'en produit que 200 000.

Avant 1860, la culture du lin s'étendait sur 117 000 hectares ; elle ne s'étend plus que sur 15 000.

L'une des principales ressources du paysan français, avant 1860, était la culture du mûrier et l'élevage du ver à soie. Soixante-quatre départements français s'adonnaient à cet élevage et à cette culture. Le nombre d'éleveurs était de 900 000, il n'est plus aujourd'hui que de 60 000. La production avait atteint son apogée en 1853, avec 26 millions de cocons de soie. Aujourd'hui les sériciculteurs français obtiennent 2 millions et demi de cocons à peine.

Le chanvre et le colza ont subi le même sort que le lin ; l'olivier est en train de disparaître au même titre que le mûrer.

Aux cultures industrielles, il convient d'ajouter notre principale denrée alimentaire : le blé. Avant 1860, la France produisait plus de 100 millions de quintaux de blé ; elle n'en produit plus maintenant que 75, alors qu'il lui en faut au moins 90 millions de quintaux pour sa consommation annuelle.

Par l'effet de la politique de 1860, nous achetons chaque année à l'étranger pour 13 milliards de denrées alimentaires et pour 15 à 17 milliards de textiles et d'oléagineux (laine, lin, soie, coton, peaux, graines). Au bas mot, c'est près de 30 milliards que le libre-échangisme enlève chaque année à l'agriculture. Cela fait 300 milliards en dix années.

Encore ce chiffre ne nous donne-t-il pas la mesure de tout le mal que la politique de 1860 a fait à la France. Car les richesses matérielles sont peu de chose quand on les compare à cette richesse inestimable qu'est le capital humain. « Les vraies richesses d'un royaume sont les hommes, » a dit Bossuet. Le crime capital du libre-échangisme, c'est d'avoir réduit de 75 pour 100 à 40 ou 42 pour 100 la population des campagnes et des petites villes. Or nos 10 à 12 millions de déserteurs de la terre n'ont pas quitté la campagne pour leur plaisir, mais simplement parce qu'ils ne pouvaient pas y vivre. Ils ont été chassés de leur demeure par la politique économique de 1860.

* * *

C'est à la faveur du libre-échangisme que l'étranger s'empare peu à peu des leviers de commande de la production

nationale. Cela est particulièrement sensible pour notre principale denrée essentielle : le blé.

Parce que le blé français n'a pas été protégé ou ne l'a été que dans une mesure insuffisante, un trust international s'est installé en France dans le but de s'emparer du marché du blé et de dégoûter les Français de la culture du blé.

Le trust dont nous parlons est international ; les établissements qu'il contrôle étant situés non seulement en France, mais en Belgique, en Espagne, en Turquie, en Palestine, en Syrie. Il possède en France une dizaine d'usines édifiées sur les ports ou sur les voies d'eau, dont quelques-unes n'écrasent pas moins de 15 000 quintaux par jour et qui ne travaillent guère que des blés importés du Canada, des États-Unis ou de l'Argentine. Ces immenses usines sont d'ailleurs outillées au point de vue technique pour recevoir et travailler principalement des blés exotiques.

Cette situation commande la politique du trust international de la meunerie. Pour éviter le chômage, même partiel, de ses usines, le trust est conduit d'abord à traiter en ennemis les moyens et petits meuniers qui lui enlèvent les trois quarts de la clientèle française, ensuite à pousser à l'importation des blés étrangers parce que, sans cette importation, l'activité des moulins contrôlés par le trust ne se maintiendrait pas. Il est clair qu'une entreprise attachée à l'importation des blés étrangers ne saurait l'être au développement en France de la culture du blé.

La politique du trust s'est déjà traduite par d'incontestables victoires. En 1890, le nombre de nos moulins s'élevait à 75 600. En 1920, il n'en subsistait plus que 23 000 et ce nombre a singulièrement diminué depuis.

Voilà pour nos meuniers. Et voici pour nos producteurs de blé. A la veille de la guerre, nos surfaces ensemencées atteignaient 6 542 230 hectares ; en 1928 elles ne représentaient plus que 5 243 330 hectares. Elles se rétréciront encore parce que le trust international de la meunerie dispose des plus puissants moyens qui soient pour décourager nos producteurs de blé de la métropole et de l'Afrique du Nord. Il est maître de la Bourse du commerce et les choses se passent comme si le trust dictait lui-même au ministère de l'Agriculture sa politique et aux journaux leurs informations agricoles. Ainsi, lors même que nos agriculteurs nous donneraient 90 ou 100 millions de quintaux de blé, l'avan-

tage pour nous serait mince, car par l'intermédiaire de la presse à son service, le trust international de la meunerie a persuadé nos compatriotes que le blé français ne valait rien, que, pour obtenir du bon pain, nous avons l'obligation d'employer une forte proportion de farines étrangères, celles précisément que travaillent les moulins contrôlés par le trust.

Le trust a ainsi réussi à exproprier dans la proportion de deux sur trois nos moyens et petits moulins, à exproprier partiellement nos cultivateurs, enfin à obliger les boulangers à fournir à la consommation nationale un pain de faible valeur nutritive.

Quand le trust aura réalisé tout son programme, qui tient dans cette formule : maîtrise complète du marché français, nous serons à son entière discrétion. En cas de conflit extérieur, cela peut présenter un inconvénient d'une extrême gravité, car le trust pourra avoir ses raisons de s'opposer à notre ravitaillement en pain.

*
* *

Notre régime douanier, fort heureusement, n'est pas le libre-échangisme pur. Certaines de nos industries sont assez bien protégées ; quelques-unes le sont peu ; enfin d'autres ne le sont pas du tout.

Parmi les industries protégées, notons la métallurgie. Parmi celles qui sont protégées d'une manière insuffisante, nous citerons les houillères.

Mais il est des industries qui sont moins favorisées encore que nos houillères : par exemple notre construction navale, puisque pour celle-ci la protection se chiffre exactement par zéro. Et c'est aussi par zéro que se traduit le tarif de protection des textiles (laine en masse ; cocons et soies grèges en pelotes ou écheveaux ; lin brut, taillé ou peigné ; chanvre, taillé ou peigné). Or, il est bien remarquable que nos industries prospèrent dans la mesure où elles sont protégées soit par un droit de douane, soit sous une autre forme. C'est le cas de la métallurgie. Au contraire, notre construction navale, qui n'est favorisée d'aucune protection, et nos industries textiles, qui sont logées à la même enseigne, sont présentement en plein marasme.

La situation de nos houillères voudrait une étude à part.

Nos houillères produisent une moyenne de 52 millions de tonnes de charbon alors que les besoins de notre consommation dépassent 70 millions. Et pourtant elles ont souffert, ces dernières années, de la concurrence des charbons allemands et britanniques, car pour créer des difficultés à nos mines, les Allemands et les Anglais n'ont pas hésité à vendre leur charbon à perte. Ce qui est plus grave, c'est que nos mines considèrent comme un danger l'importance prise sur le marché français par le charbon sarrois. Un journal financier a pu écrire, à la date du 20 octobre 1929 : « Le Comité des houillères se rend compte du danger que fait courir à l'industrie nationale l'envahissement des marchés français par le charbon sarrois, et ce n'est pas d'un mauvais œil qu'il verrait s'accomplir l'évacuation de cette région puisque, aussi bien, « il y va de l'intérêt de la paix même. » *(Petit Économiste.)*

Ainsi le libre-échangisme, en laissant une industrie nationale sans défense, l'affaiblit par là même et la porte à désirer la destruction de l'industrie même nationale qui la concurrence. C'est-à-dire que le libre-échangisme dresse les entreprises privées contre l'intérêt national. Cela est attesté non point seulement par la situation particulière de nos mines du Nord, de la Loire et du Midi vis-à-vis des charbonnages de la Sarre, mais par celle aussi de nos viticulteurs méridionaux vis-à-vis de nos viticulteurs de l'Afrique du Nord.

Pratiquement l'exportation est interdite à nos viticulteurs, alors que les vins étrangers pénètrent chez nous en payant des droits dérisoires. Il en résulte une crise de surproduction selon les uns, de sous-consommation selon les autres, et cette situation conduit nos viticulteurs méridionaux à traiter en ennemis nos viticulteurs de l'Afrique du Nord. On ne parle pas encore de l'abandon de l'Algérie, comme on parle de l'abandon de la Sarre, mais cela viendra peut-être un jour : c'est dans la logique du libre-échangisme.

*
* *

Pour échapper aux inconvénients du libre-échange, les industries françaises les mieux outillées ont cherché à se mettre à l'abri de la concurrence étrangère par l'institution de cartels internationaux. C'est le cas de notre sidérurgie.

Il existe, en effet, depuis 1926, une entente internationale pour la production de l'acier, fondée en 1926 par l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, la France, et qui aujourd'hui comprend en outre la Tchéco-Slovaquie, l'Autriche et la Hongrie.

Il semble bien que notre sidérurgie ait tiré quelque avantage du cartel de l'acier. Seulement la médaille a un revers. Non pour les producteurs de l'acier, mais pour les transformateurs et les consommateurs de l'acier. Transformateurs et consommateurs ont été la rançon des avantages obtenus par notre sidérurgie, et, parmi ces transformateurs, il faut comprendre nos industriels de la construction mécanique qui font vivre près de 900 000 ouvriers.

Pourquoi transformateurs et consommateurs de l'acier ont-ils été sacrifiés aux producteurs de l'acier? Parce que l'Allemagne a exigé ce sacrifice pour prix de son entrée dans le Cartel. A la date du 1er octobre 1926, on pouvait lire dans l'organe officiel du parti socialiste allemand, le *Vorwaerts*, les lignes que voici :

La conclusion du cartel de l'acier est une étape vers l'entente commerciale entre la France et l'Allemagne, à la condition que l'industrie lourde allemande tienne la promesse qu'elle a faite aux manufacturiers allemands et subordonne le maintien du cartel à des concessions de la partie adverse touchant l'importation en France de produits fabriqués allemands, notamment de machines.

Ainsi, en Allemagne tout le monde est d'accord, les ouvriers comme les magnats de la grande industrie, pour conclure avec la France une convention qui, réservant aux industries allemandes de transformation la quasi exclusivité du marché français, permettra au patronat allemand d'encaisser des bénéfices somptueux, à la classe ouvrière allemande de toucher de substantiels salaires.

Veut-on savoir ce que les industries de transformation allemandes ont gagné et ce que les nôtres ont perdu à la conclusion du cartel de l'acier?

Depuis la conclusion du traité de commerce franco-allemand, traité qui a payé l'entrée de l'Allemagne dans le cartel de l'acier, les ventes de l'Allemagne à la France ont été en progression constante, tandis que les ventes de la France à l'Allemagne n'ont cessé de fléchir. Les chiffres suivants le feront paraître :

En 1927, l'accord franco-allemand ne joue pas : nous achetons à l'Allemagne pour 4 200 millions de marchandises et nous lui en vendons pour 6 551 millions.

En 1928, l'accord commercial franco-allemand joue : nos achats à l'Allemagne montent à 5 milliards de francs, et nos ventes descendent à 5 669 millions.

En 1929, la progression de nos achats et le fléchissement de nos ventes sont plus marqués encore. Voici, du reste, les résultats pour les huit premiers mois comparés à la période correspondante de l'an dernier :

Nous avons acheté à l'Allemagne (huit premiers mois):

(En millions de francs.)

En 1928.	En 1929.
3 046	4 172

Nous avons vendu à l'Allemagne (huit premiers mois) :

(En millions de francs.)

En 1928.	En 1929.
3 825	3 148

L'augmentation des importations allemandes en France porte sur toutes les catégories de produits, mais *principalement sur les objets manufacturés*, et parmi ceux-ci les machines, outils, et ouvrages en métaux (1).

(1) D'après *l'Usine*, l'Allemagne nous a adressé :

En machines motrices, à vapeur et autres, 39 914 tonnes en 1928 contre 23 460 tonnes en 1927 pour une valeur de 528 millions de francs contre 265 millions l'année précédente.

En *chaudières*, les ventes passent de 692 tonnes à 2 575 tonnes et la valeur de 6 millions à 20 millions.

En pièces détachées et organes de machines, nous avons acheté 13 213 tonnes au lieu de 5 829 pour une valeur de 131 millions contre 67 millions.

En outils et ouvrages en métaux, la progression est la suivante : 8 323 tonnes en 1927 et 18 617 tonnes en 1928 pour une valeur de 174 millions contre 104 millions en 1927.

En appareils et instruments scientifiques, l'Allemagne nous a vendu 242 tonnes, soit le double de 1927 pour une valeur de 26 millions contre 18.

Touchant l'année 1929, nous ne possédons les résultats détaillés que pour le premier semestre. Les voici : *Machines motrices* : 446 millions de francs contre 206 millions en 1928 (six premiers mois) ; *outils et ouvrages en métaux :* 160 millions de francs contre 73 en 1928 ; *pièces détachées :* 97 millions de francs contre 47 en 1928.

On remarquera que *pour l'ensemble de nos achats à l'Allemagne*, la progres-

Parce que notre industrie sidérurgique, pour échapper aux inconvénients du libre-échangisme, a dû entrer dans le cartel de l'acier, nous avons livré le marché français aux manufactures allemandes. Nos ouvriers des industries transformatrices et consommatrices de l'acier en subiront un jour les conséquences.

Sacrifier une industrie nationale aux exigences d'une autre industrie nationale n'est pas le seul inconvénient que peuvent présenter les cartels internationaux.

Ces cartels sont une manière de compagnie d'assurance contre les bas prix, une sorte de ligue de défense contre le consommateur pour le maintien des hauts prix.

L'objet des cartels c'est de régler la production de chaque nation sur ce que l'on nomme « les besoins de la consommation internationale ». C'est de dire à leurs participants : vous n'apporterez sur le marché que tant de tonnes d'acier, tant de quintaux de blé, tant d'hectolitres de vin... Parce qu'il faut maintenir les prix au niveau fixé par les convenances de la nation maîtresse du cartel. Car il y a toujours une nation maîtresse. Ces sortes d'entente ressemblent assez à l'alliance du cheval et du cavalier dont parlait Talleyrand. Le cavalier, c'est toujours la nation qui possède ou contrôle les matières premières. Dans le cartel de l'acier, c'est assurément l'Allemagne, grande productrice de charbon et de coke. La France, qui n'a pas assez de charbon et de coke pour travailler son fer est contrainte de servir de cheval au cavalier allemand et donc de subir les prix voulus par l'Allemagne. Or nous l'avons dit : les cartels sont une assurance contre la baisse des prix. Est-ce que cela ne devrait pas faire réfléchir, métallurgistes à part, l'ensemble des ouvriers français, des bourgeois français, des consommateurs français?

* * *

Nous avons dit plus haut que, pour lutter contre l'hégémonie américaine, certaines gens pressaient les États de l'Europe de former un bloc économique européen fondé sur la suppression des barrières douanières.

sion d'une année à l'autre est de 18 à 24 pour 100. *Pour les produits métallurgiques, cette progression est de* 50 *à* 60 *pour* 100. Preuve que, de la conclusion du Cartel de l'acier et du traité de commerce de 1927, c'est l'Allemagne qui a tiré le bénéfice le plus clair.

Seulement les États européens, loin de supprimer les barrières douanières, les fortifient. Le 8 novembre 1927, à Genève, vingt-neuf États signaient une « convention internationale pour l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'exportation ».

L'année suivante, à Genève toujours, M. Theunis, dans son mémoire au conseil économique de la Société des Nations, constatait avec mélancolie qu'en dépit des vœux libre-échangistes émis par la conférence internationale, les tarifs actuellement en vigueur étaient *supérieurs à ceux de l'an passé*. C'est que l'Allemagne, la Pologne, la Belgique, l'Italie, l'Autriche, la Turquie, loin de réduire leurs droits protecteurs, les avaient aggravés.

C'est en mai 1928 que M. Theunis tenait ce langage, et, depuis, le protectionnisme a fait de nouveaux progrès... C'est-à-dire que les États européens tournent le dos à l'idée d'union économique européenne.

Mais lors même qu'elle serait réalisable, les Français devraient rejeter une telle idée pour les raisons très fortes qu'indiquait, le 20 juin dernier, M. Maurice Olivier :

Quant à un abaissement général des tarifs douaniers par voie d'ententes internationales ou d'union douanière européenne, cette solution ne pourrait profiter qu'à l'Allemagne, qui dispose de matières premières, charbon, lignite, et de main-d'œuvre en abondance. La France ne tarderait pas à voir péricliter ses industries métallurgiques et mécaniques. Or, avec le chômage et les pertes pour notre agriculture, ce serait la ruine même du commerce, car l'industrie inactive ne versant plus de salaires, il n'y aurait plus d'acheteurs.

Il ne faut pas se dissimuler que dans l'état actuel de l'Europe et du monde, une union économique européenne ne saurait être qu'à présidence allemande : simplement parce que — M. Olivier vient de nous le dire — l'Allemagne possède les matières premières essentielles que nous n'avons pas : le charbon, le lignite et la main-d'œuvre.

Ajoutons que les États-Unis d'Amérique non seulement ne redoutent pas l'union économique européenne, mais qu'ils la désirent parce qu'elle mettrait à leur disposition un instrument merveilleux pour nous coloniser plus sûrement. M. Gignoux rappelait récemment dans *l'Exportateur fran-*

çais que « les États-Unis, aux termes d'une législation contractuelle de la plus ingénieuse hypocrisie, réclament et obtiennent partout l'égalité de traitement douanier, sous le prétexte que les rigueurs prohibitives de leurs propres tarifs s'appliquent de même obligatoirement à tout le monde. Ils ne manqueraient donc pas de réclamer le bénéfice de l'abaissement tarifaire « européen ». Ils auraient ensuite des facilités inédites pour envahir sans rémission le marché du vieux monde ».

En d'autres termes, si nous ouvrons nos portes toutes grandes aux produits allemands, anglais, italiens ou espagnols, nous n'aurons pas le droit de les fermer aux produits américains.

Ce droit, nous pourrons assurément le prendre. Mais ce ne sera pas sans risques, et c'est nous principalement qui aurons à subir l'incidence des mesures de rétorsion que les États-Unis ne manqueront pas d'appliquer.

* * *

Ne nous laissons pas éblouir par le mirage décevant de l'union douanière européenne ou des « États-Unis de l'Europe », et renonçons au libre-échangisme de mort qui depuis 1860 nous dépouille et nous conduit à la vassalité. Nous n'avons pas à dresser notre pays contre les États-Unis d'Amérique, mais seulement à prendre quelques-uns des moyens qui leur ont permis de parvenir à l'impérialisme. Ou plutôt entendons-nous bien.

Les États-Unis d'Amérique, comme, du reste, la Grande-Bretagne, ont cherché dans la possession des matières premières le moyen, non pas seulement d'être maîtres chez eux, mais aussi de dominer les autres. Seulement, pour dominer les autres, la simple possession d'une matière indispensable aux échanges, le coton, le pétrole, le sucre, ne suffit pas. Il faut en détenir le monopole ou le quasi monopole, soit par la production de la plus grande quantité, soit par le contrôle des stocks les plus importants. S'assurer le monopole des matières premières pour menacer l'indépendance d'autrui, voilà la marque propre de l'impérialisme anglo-saxon.

Or cet impérialisme recèle plus d'un principe de fai-

blesse et l'erreur serait grande de croire qu'il comporte une domination durable. Son vice principal c'est de donner au peuple dominateur le sentiment de la pleine sécurité, de lui faire perdre le goût de l'effort et de l'incliner à devenir rentier.

Dès que l'Angleterre est parvenue à l'apogée de sa puissance économique, elle a laissé vieillir son outillage industriel, comptant que les énormes revenus qu'elle tire de ses capitaux placés au dehors lui permettront de soutenir l'élan de ses entreprises. Le nombre considérable de ses chômeurs et le déséquilibre tragique de son commerce extérieur montrent combien l'Angleterre a été peu prévoyante et peu sage.

De même, les États-Unis — M. Lucien Romier en a fait récemment la remarque — se tournent vers une conception de la vie qui suppose la facilité du gain. Depuis quelque temps déjà, l'élite et le peuple tout entier inclinent à préférer les profits provenant des opérations spéculatives à ceux que procure le développement des facultés de production et de travail. L'effondrement au mois d'octobre dernier, de valeurs de Bourse et les ruines individuelles qui l'ont suivi prouvent que les Américains sont engagés sur une pente dangereuse et que leur impérialisme économique est fondé sur des bases peu sûres. Le ver est dans le fruit.

Instruits par l'expérience anglo-saxonne, nous nous garderons de tenter la création chez nous d'un impérialisme économique. Au surplus, la France, pays de la mesure, n'aspire pas à la domination. Simplement elle revendique pour elle-même le droit d'acquérir les matières premières essentielles en vue d'assurer son indépendance économique.

Pour trouver notre indépendance économique, par la possession des matières premières essentielles, nous avons l'obligation d'instituer une politique résolument protectionniste. Et voici ce que cela veut dire.

Il y a deux manières de protéger le produit français et le travail français.

D'abord le droit de douane. Il doit être suffisant mais modéré. Suffisant, de manière que le produit considéré puisse se former et grandir en dehors d'une lutte inégale. Mais lorsque le produit national est arrivé à l'âge du plein déve-

loppement économique, la barrière douanière doit s'abaisser et il peut y avoir avantage à laisser jouer dans une certaine mesure le libre-échange. « Une industrie adulte maintenue en serre chaude s'atrophierait » (Paul Cauwès).

La seconde face du protectionnisme, celle dont on ne parle pour ainsi dire jamais, c'est la modération des charges fiscales. Des impôts trop lourds gonflent démesurément les prix de revient. Et c'est la raison pour laquelle nos industries exportatrices perdent tant de terrain sur les marchés extérieurs.

Le Français, au dire du ministre du Commerce, verse au fisc 40 pour 100 de son revenu. L'Anglais, le Belge, l'Allemand ne versent guère plus de 20 pour 100 du leur ; l'Américain du Nord ne verse même pas 8 pour 100. Mais aussi les prix étrangers baissent de plus en plus, tandis que les prix français montent sans cesse.

Nous ne pourrons lutter avantageusement contre la concurrence étrangère qu'à la condition que l'État diminue les charges qui pèsent sur la production nationale. Joignez que la modération fiscale permettrait d'être moins sévère dans l'établissement des tarifs douaniers.

Ainsi, sans viser le moins du monde à l'impérialisme, nous pouvons connaître une prospérité pareille à celle de l'Angleterre au cours du dix-neuvième siècle et à celle des États-Unis au vingtième, mais c'est à la condition de pratiquer une politique économique qui protège le travail français et le produit français ; nous voulons dire une politique économique qui nous mette en situation de conserver les quelques matières premières que nous possédons encore et de produire celles que nous avons perdues ou que nous n'avons pas.

Après les États-Unis, il n'y a pas de pays au monde qui soit mieux placé que le nôtre pour conquérir sa pleine indépendance économique.

Nous avons le fer et, jusqu'en 1860, nous n'avons été tributaires de l'étranger ni pour les denrées alimentaires ni pour les textiles (à l'exception du coton), ni pour les oléagineux. Aujourd'hui nos achats de denrées alimentaires, de matières textiles et d'oléagineux nous obligent à débourser 30 milliards par an. L'agriculture métropolitaine, secourue par l'agriculture coloniale en ce qui concerne notamment les cotons, est parfaitement capable de faire faire à la France

l'économie de ces 30 milliards. A l'agriculture nationale il appartient de ravitailler les Français, tous les Français, en vivres et d'approvisionner l'industrie nationale en matières premières : en laine, en soie, en lin, en chanvre, en colza.

Nous sommes assez pauvres en charbon, mais les quantités que nous produisons pourraient nous suffire, à la condition de ne pas abandonner la Sarre et recourir à la houille blanche dont notre pays est abondamment pourvu. Nous n'avons pas de pétrole, mais quand nous le voudrons sérieusement, nous produirons nous-mêmes un carburant de remplacement. Seuls les pétroliers sont intéressés à ce qu'un carburant national ne voie jamais le jour, tout comme la grosse minoterie des ports est intéressée à la disparition de la culture du blé en France.

Une fois possesseurs des matières premières essentielles, nous ne redouterons personne, car nous n'aurons besoin ni du blé, ni de la laine, ni du coton, ni du pétrole de l'Amérique, ni non plus du charbon de l'Angleterre ou des machines allemandes. Nous pourrons vivre sur notre propre fonds. Et quoi que fassent les boursiers de Londres ou de New-York, nous serons maîtres de nos prix, libres par conséquent de pratiquer en faveur de la famille ouvrière et paysanne une politique sociale hardie et généreuse, qui est bien interdite aux pays dépourvus de matières premières.

Les débouchés extérieurs pour nos industries exportatrices? Mais nous pourrons nous en passer dans une très large mesure. Riches, nos paysans, fournisseurs de vivres et de matières premières, absorberont une bonne part des produits industriels ; l'autre part sera destinée au marché colonial. Faut-il redire que la France est un pays à *économie fermée naturelle;* que la politique économique qui lui convient n'est pas la politique d'appauvrissement national inaugurée en 1860 par Napoléon III et que rêvent d'aggraver les maîtres du jour, mais bien la politique protectionniste d'enrichissement national telle que l'entendaient Villèle et les grands hommes de la Restauration.

FIRMIN BACCONNIER.

Le Mystère royal de Philippe-Auguste[1]

QUATRIÈME JOURNÉE

Le sortilège.

(La foule derrière le rideau :)

« Parce Domine, parce populo tuo !
Ne in æternam irascaris nobis ! »

(Glas.)

Le Diable *(devant le rideau)*. — Cette fois, moi, le Diable, c'est moi qui veux vous faire l'annonce. Je les possède enfin, ce roi, et sa France avec ses lis, par son remariage où seule prenait part la politique, et l'affreux divorce qui s'en est suivi.

(Il disparaît en ricanant après avoir écarté le rideau.)
Salle en la tour du Louvre. Philippe-Auguste, couché, dormant. A son chevet les deux religieuses. Au fond, barons et chevaliers. Par la fenêtre ouverte, s'aperçoivent les tours de Notre-Dame.

Une Religieuse. — Jadis, l'humble religieuse a veillé, côte à côte avec ce fier roi, le suprême sommeil de mon propre roi Henri ; puis, naguère, celui du fils de Henri, le roi Richard. Et voici que, pour ma fin, je veille sur un sommeil pire peut-être.

(1) Voir *la Revue universelle* du 15 octobre et du 1er novembre 1929.

(Entre Frère Guérin, en équipage d'évêque-légat. Il conduit par la main la reine Engelberthe.)

PHILIPPE-AUGUSTE, *dormant.* — Compiègne ! Compiègne, Dijon ! Rethondes, Rethondes, où es-tu?

LA RELIGIEUSE. — Vous deux qui piétinez ici, qui êtes-vous?

FRÈRE GUÉRIN. — Prince indigne de la Sainte Église, le dernier devant Dieu, et sur cette pauvre terre, au niveau des plus grands.

ENGELBERTHE. — Hélas, qui me reconnaîtra, moi, puisque mon époux et roi refuse de connaître la malheureuse Engelberthe, hier deux fois héritière et plus rien sur terre aujourd'hui? Malheur sur toi, méchante France ! Pourquoi me déracinas-tu de notre paisible Elseneur pour me traîner ainsi, telle qu'une infâme, de couvents en prisons? Reine sans être reine, ni jeune fille et ni épouse en dépit des sacrements solennels ! Et tous me proclamaient belle, et je suis fille et sœur de souverains illustres, et Dieu qui m'entend sait si je suis vertueuse ! Mes sœurs, permettez-moi de veiller avec vous sur le sommeil de mon époux, moi qui ne l'ai jamais vu dormir !

FRÈRE GUÉRIN. — Hélas sur toi, malheureuse France, hélas sur moi ! Évêque et légat par le bienfait de mon maître, faudra-t-il que mon premier acte lui renouvelle l'excommunication et l'interdit?

PHILIPPE-AUGUSTE, *endormi.* — Rethondes ! Rethondes !

FRÈRE GUÉRIN. — Seigneur, le roi perdrait-il la raison?

GUILLAUME DE METZ, *s'avançant.* — Vous souvenez-vous pas de Maufras, qui lui sauva la vie en forêt de Compiègne? Il tint à le faire son chevalier (vous étiez-là) et sire de Rethondes, le matin même qui le faisait roi. Et le pauvre Rethondes vient de périr misérablement dans l'embûche de Dijon.

FRÈRE GUÉRIN. — Oui. Mais, et ce superbe seigneur qui pénètre ici?

GUILLAUME DE METZ. — Le baron de Berneuil ; au vrai, un légiste (1). Oui ; le roi est le maître, c'est sa dernière invention. Il avait créé prévôts, baillis, sénéchaux. Excellent, voici qu'il s'entoure de scribes. Nous verrons ce que cela donnera. Celui-ci a déjà réussi à envenimer le conflit du roi avec la reine et le Saint-Père, en faisant saisir à Dijon l'ambassade danoise. Et le pauvre Rethondes a péri dans l'aventure.

FRÈRE GUÉRIN. — Eh mais, je le reconnais : mon Jaconas !

JACONAS. — Cette femme, dehors !

(1) Les légistes, au réel, ne s'introduiront, officieusement que sous Louis IX, officiellement, sous Philippe le Bel.

FRÈRE GUÉRIN. — Cette femme est ta reine, coquin : sous ma sauvegarde de légat du Saint-Père, envers et contre tous.

JACONAS. — Même contre le roi?

FRÈRE GUÉRIN. — Même contre toi, mon drôle tout doré que jadis je commis la sottise d'introduire en dépit du roi. Sur ce, dehors, tous ; et toi-même. Oui, toi. Rome vient parler au roi de France.

(Tous sortent, sauf la reine et les deux religieuses.)

SCÈNE II

(Silence. Au dehors : Parce, Domine !...*)*

PHILIPPE-AUGUSTE, *s'éveillant en sursaut.* — Quel donc démon s'assied sur mon sommeil?

(La reine se sauve vers le fond.)

FRÈRE GUÉRIN. — Seigneur, voyez-moi seul auprès de votre royale majesté.

PHILIPPE-AUGUSTE. — Étrange !... Je croyais... Où est la Danoise?

FRÈRE GUÉRIN. — Seigneur, oubliez vos fantômes.

PHILIPPE-AUGUSTE. — Mais... mais... Oui, c'est toi, Frère Guérin?... Non, c'est le légat du Saint-Père... Mais, misérable traître !... Et c'est moi qui en ai fait un évêque, moi !

FRÈRE GUÉRIN. — Non, seigneur : c'est le Saint-Esprit ! O mon roi, entendez-moi, entendez-moi, entendez votre Frère Guérin de jadis !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Oh ! Oh ! Frère Guérin ! juste à l'heure où, après tant de travaux, allait se lever la miraculeuse moisson !

FRÈRE GUÉRIN. — A l'heure où moissonne celui qui n'est plus Jean sans Terre, mais le roi Jean d'Angleterre !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Moi, absent, moi, de partout, qui plus que jamais devrais me montrer partout ! Mon propre royaume sous la flétrissure de l'interdit ! Et depuis combien de mois ! Oh ! des siècles, des siècles !

FRÈRE GUÉRIN. — Persévérer dans le mal, c'est persévérer selon le diable. *(Le diable apparaît au fond.)*

PHILIPPE-AUGUSTE. — Tout me réussissait, jusqu'à mes erreurs !

FRÈRE GUÉRIN. — Pourquoi? Vous serviez la justice. Ce petit enfant qui joue là-bas, tenez, vous l'expliquerait. Voulez-vous que je l'appelle?

PHILIPPE-AUGUSTE. — Non ! non ! non !

Frère Guérin. — Car enfin, qui eût pu humainement prévoir un si providentiel chapelet de discordes et de morts chez tous ces princes d'Angleterre? Et le furieux Richard s'allant faire mettre en cage comme un loup de six mois par l'autre ours d'Allemagne pour, après, se faire embrocher à l'assaut d'une bicoque, ainsi qu'un ivrogne dans une rixe de carrefour ! Et, sur le trône fratricide d'Angleterre, un pantin vicieux tel que Jean !

Philippe-Auguste. — Et, tu le sais, et mon devoir de roi des Français me le criait, je me voyais renouveler la Croisade de Guillaume de Normandie, Guillaume le Conquérant !

Frère Guérin. — L'ours allemand vous léchait. Et vous savez si le Saint-Siège honore et choye le royaume des lis !

Philippe-Auguste. — Le Saint-Siège? mon royaume en interdit? Et de quoi se mêle-t-il? Et pourquoi? pour une querelle de ménage?

Frère Guérin. — Oh ! seigneur !

Philippe-Auguste. — Quoi, enfin ! Voici deux cents ans, mon aïeul a pourtant bravé Rome, lui aussi ! Et lui aussi sur fait de mariage. Tous les évêques de France le suivirent ; et chaque Français le nomme encore Robert le Pieux !

Frère Guérin. — Oh ! seigneur ! Le roi Robert épousait !

Philippe-Auguste. — Eh bien, quoi?

Frère Guérin. — Vous, seigneur, vous commettez le crime honteux de divorce, pire que l'adultère. Il fut bien coupable, lui, s'accolant à sa cousine ; mais, c'était moins criminel que chasser l'épouse acceptée devant Dieu. Enfin, qu'avez-vous contre cette pauvre enfant?

La Reine. — Sainte Vierge, priez pour moi !

Philippe-Auguste. — Moi? rien. Rien, et tout !

Frère Guérin. — Car enfin, qui eût pu supposer que le monarque si maître de soi et de son cœur se laisserait devenir le jouet d'un diabolique ensorcellement?

Philippe-Auguste. — Diabolique ensorcellement. Oui. Ma première épouse (Dieu l'ait auprès de lui et il l'a) quand je l'aperçus, — mais tu étais là aussi ! — malgré que la glaciale raison d'État eût dit à ma raison : prends le pas sur le cœur ; comment que soit façonnée cette héritière, c'est celle-ci qui doit faire une reine. (Or, ce ne sont guère motifs pour rendre amoureux !) Bref, dès que je l'aperçus, et elle moi, nous nous plûmes aussitôt, ainsi que convient entre jeune homme et jeune fille. Est-ce vrai?

Frère Guérin. — C'est vrai, seigneur.

Philippe-Auguste. — Au cours de notre union, à part quelques querelles, mon Dieu, comme dans tous les ménages ! nous n'avons

cessé de nous chérir, et jusqu'à son dernier jour. Est-ce vrai? C'est vrai, n'est-ce pas? Or, cette fois, que ta science arrange ceci, si elle en vient à bout...

La Reine. — Sainte Vierge, priez pour lui !

Philippe-Auguste. — ...Cette nouvelle épouse, elle est belle, douce, vertueuse, et elle m'aime... elle m'aime, hélas, avec la même tendresse soumise qu'éprouvent envers leurs maîtres les chiens de son pays !... Passons, puisque cela ne doit pas compter pour nous autres... et cela compte pourtant ! Elle m'apporte, outre les trésors qu'il nous fallait, et l'alliance que nous attendions, et la flotte merveilleuse du Danemark !... Tout cela, perdu. L'affreux traitement où je la réduis m'immobilise en la seconde même où tout me crie : agis ! agis ! agis ! Et me rend odieux à tous, et à moi-même.

La Reine. — Sainte Vierge, priez pour nous tous !

Philippe-Auguste. — Et pourtant, je ne puis ! *(Le diable ricane.)* Cette douce créature, eh bien, je l'ai en horreur, comme si le diable lui-même me fût apparu !

La Reine. — Sainte Vierge, sauvez-le du démon !

Philippe-Auguste. — Un pauvre laboureur est le roi de ses amours !

La Reine *(se précipitant à ses pieds)*. — Seigneur... ah ! seigneur ! *(Philippe-Auguste recule en frémissant.)* Je ne sais comment parler... Seigneur, seigneur, qu'avez-vous contre votre servante?

Philippe-Auguste. — Moi, moi, madame? moi? rien... rien et tout. J'ignore quel sortilège pèse sur nous, ma chère dame, mais, pardonnez à la cruauté de ma franchise, moi, je ne vous aime pas, je ne vous aimerai jamais... Retirez-vous de devant mes yeux, enfouissez-vous dans un couvent, rentrez dans votre pays : je ne saurais plus vous voir... j'ai l'horreur de vous... Ah ! Frère Guérin, soutenez-moi, soutenez votre roi : le diable est là ; le diable est là... Je sens que je vais défaillir ! *(Le diable ricane.)*

La Reine, *à Frère Guérin.* — Au nom de la Chevalerie, au nom de la foi chrétienne, voix de notre Saint-Père j'en appelle à vous !

Frère Guérin. — Hélas ! oh hélas !

La Reine. — « Hélas », ô saint homme ! « Hélas », est-ce là tout ce que la voix de Rome sait dire, ô méchante Rome ! Alors, ô toi, Notre-Dame de Paris, mère de tous les opprimés, la pauvre Engelberthe en appelle à toi !

(Elle se précipite dehors. Philippe-Auguste essaie de la retenir. Frère Guérin s'interpose. Le diable a disparu.)

SCÈNE III

PHILIPPE-AUGUSTE. — Merci, Frère Guérin, et merci deux fois, ô légat du Saint-Père ! Hé bien, vous avez vu?

FRÈRE GUÉRIN. — Hélas ! Seul mot qui sache sortir de mon cœur !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Hélas n'est pas un mot français ! Ce qui est fait est fait. Qu'annonce Rome? Est-ce la paix? Est-ce la guerre? Le roi de France est prêt à tout.

FRÈRE GUÉRIN. — Sire roi, les foudres demeurent suspendues entre mes faibles mains. Ma fidélité de Français ose cependant vous confier, de moi à vous, les augustes paroles du Saint-Père. *(Il tire de son sein la bulle, s'agenouille, la baise, se relève) :* « Le Saint-Père ne peut laisser sans défense une femme persécutée. Dieu nous a imposé le devoir de faire rentrer dans le droit chemin tout chrétien qui commet le péché mortel. La dignité royale ne peut être au-dessus des devoirs du chrétien et il nous est interdit de faire aucune distinction entre le prince et les autres fidèles. Si, contre toute attente, le roi méprise notre avertissement, nous serons obligé malgré nous de lever contre lui notre main apostolique et rien au monde ne sera capable de nous détourner de cette ferme résolution de la justice et du droit (1). »

Donné à Rome, sous l'anneau du pêcheur, l'an 1207 de l'Incarnation et de notre Pontificat le 18e.

Innocent III, serviteur des serviteurs de Dieu.

(Long silence, Philippe-Auguste va et vient à grands pas.)

PHILIPPE-AUGUSTE. — Rome est dure.

FRÈRE GUÉRIN. — Surtout patiente, seigneur, vous voyez.

PHILIPPE-AUGUSTE. — Je vois le plus fidèle des amis. Merci encore.

SCÈNE IV

Au dehors : Parce, Domine !

JACONAS, *entrant.* — Sire, la Danoise s'est allée jeter aux pieds de l'évêque de Paris et il l'a prise avec lui dans son église de Notre-Dame.

PHILIPPE-AUGUSTE. — Oh ! Entendez-vous, légat de Rome?

(1) Historique.

JACONAS. — Plus. Devançant la prudence du Saint-Siège, l'évêque de Paris vient de vous maudire par le livre, la crosse et la mitre...

PHILIPPE-AUGUSTE. — En ma propre ville ! Et déjà il avait fermé toutes églises ; les cloches ne tintent plus qu'un glas funèbre, le soleil de Dieu seul nous avertit qu'un nouveau jour nous est accordé. Déjà ne se rend plus la justice dans ma ville ; déjà l'on n'y enterre plus les morts.

JACONAS. — Puis-je parler encore?

PHILIPPE-AUGUSTE. — Va, glapis, glapis, glapis, noire tourterelle de notre malheur !

JACONAS. — Hélas, hélas, comme disait notre seigneur légat....

FRÈRE GUÉRIN. — Heu, écouterais-tu aux portes?

JACONAS. — J'entends la voix de mon cœur. Sire, j'ose vous le renouveler, nous n'avons plus de trésor : il est desséché ; nulle taxe ne rentre plus.

PHILIPPE-AUGUSTE. — Je le sais. Et puis?

JACONAS. — Aussi me suis-je permis de recevoir, en mon nom privé, le rabbin des Juifs, Sédécias. Pardon si, sans le vouloir, j'aurais offensé l'illustre légat de Rome?

FRÈRE GUÉRIN. — Tu me réjouis, pourtant que je n'aie pas le cœur à rire.

JACONAS. — Le rabbin est prêt, de la part de sa nation, à vous...

FRÈRE GUÉRIN. — Donner?

JACONAS. — A vous prêter 30 000 marcs d'or.

PHILIPPE-AUGUSTE. — 30 000 marcs d'or ! O Jésus, faut-il qu'ils aient tondu de Français !

FRÈRE GUÉRIN. — 30 000 marcs d'or !

JACONAS. — J'ai dit : 30 000 marcs d'or.

PHILIPPE-AUGUSTE. — 30 000 marcs d'or ! Malheureux ! Malheur à eux ! Je ne pourrai, ni moi ni mes fils, jamais rendre cela ! Pas même en servir les... les intérêts !

FRÈRE GUÉRIN. — Les intérêts? Cela se qualifie usure, chez nous autres chrétiens !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Et quoi en échange? Car jamais juif offrit-il rien pour rien?

JACONAS. — Rien, sire.

PHILIPPE-AUGUSTE. — Rien? C'est trop. Le roi de France n'accepte pas.

JACONAS. — Mon Dieu, sire, la permission, pour quelques-uns, de rentrer et commercer honnêtement.

PHILIPPE-AUGUSTE. — Honnêtement?

Frère Guérin. — O mon roi, réconciliez-vous avec votre reine et le Danemark vous avancera davantage !

Philippe-Auguste. — Honnêtement... 30 000 marcs d'or...

Jaconas. — Sire, la reine vient de s'afficher en rébellion.

Frère Guérin. — Sire, vos sujets offriront davantage !

Jaconas. — La guerre se rallume : 30 000 marcs d'or frais, d'or liquide, d'or tout chaud !

Philippe-Auguste. — D'or brûlant !

Frère Guérin. — Sire roi, Judas ne reçut pas plus de 30 deniers !

Philippe-Auguste. — O couronne de France !

Frère Guérin. — O couronne d'épines !

Philippe-Auguste. — 30 000 marcs d'or !... Nous en reparlerons. *(Jaconas sort.)* Mais j'entends connaître si le roi de France demeure le maître chez lui en sa propre ville de Paris... Mon évêque me maudit par la crosse et la mitre : je veux me montrer, moi, à lui, à tous, avec l'épée, l'épée et la couronne, la couronne et la main de justice. Légat de Rome, vous rapporterez à Rome ce que vous aurez vu ici.

Frère Guérin. — Oh, hélas plus que jamais ! O Notre-Dame, priez pour nous !

DEUXIÈME ÉPISODE

Le Sceptre et la Crosse.

Le parvis Notre-Dame. Le glas. Une multitude de cercueils devant la cathédrale aux portes closes. Tout un peuple prosterné : Parce, Domine !...

Paraît Philippe-Auguste, suivi d'une escorte, dont Jaconas. Il se présente couronne en tête, épée au côté et, de sa main de justice, va heurter à la grand'porte.

Philippe-Auguste. — *Attolite portas!*

Le Peuple. — *Parce, Domine!*

La grand'porte s'ouvre. L'évêque de Paris sort, mitre en tête, suivi de son clergé. Sa main gauche s'appuie sur la crosse, sa main droite soutient la reine Engelberthe.

L'Évêque. — Qui es-tu? Que veux-tu? De quel droit cette couronne? De quel droit cette main de justice?

Le Peuple. — *Ne in æternam, irascaris nobis!...*

Philippe-Auguste. — Oh, renversement de toutes choses !

Jaconas. — Seigneur, contenez-vous !

Le Peuple. — *Parce, Domine!...*

PHILIPPE-AUGUSTE. — Toi ! C'est toi qui oses interroger ton maître? toi?

L'ÉVÊQUE. — Non, malheureux roi ! ce n'est pas à moi, humble évêque, qu'il te faut répondre, c'est à tout cet immense peuple et qui souffre par toi ! à la voix de ces morts qui par toi languissent entre le salut et la damnation et dont tu rendras compte, ce soir peut-être, au tribunal de Dieu !

LE PEUPLE. — *Parce, populo tuo!*

PHILIPPE-AUGUSTE. — Oh, prends garde, oh, prends garde !

JACONAS. — Sire, sire !

L'ÉVÊQUE. — Que peux-tu contre moi, Roboam? que peux-tu contre nous, Achab? Sinon nous ouvrir à tous les portes de la cathédrale du ciel? Va ! frappe le pasteur qui défend ses brebis : mais, que me veut cette couronne? elle ne m'éblouit point : notre Seigneur à tous me la fait voir hérissée des flammes de l'enfer ! Que me veut cette main de justice au poing du prince de l'injustice?

LE PEUPLE. — *Parce, Domine!...*

PHILIPPE-AUGUSTE. — Vois donc aussi cette épée ! *(Il s'élance, on le retient.)*

L'ÉVÊQUE. — Et vois ces veuves, vois ces enfants, vois tout ce peuple qui va crier contre Nabuchodonosor, et la France entière et toute la chrétienté !

LE PEUPLE. — *Parce, populo tuo!*

PHILIPPE-AUGUSTE. — Emparez-vous de cette femme ! *(Personne ne bouge.)* Emparez-vous de cette femme ! *(Jaconas s'avance.)*

L'ÉVÊQUE. — J'étends ma houlette sur ma brebis. O tours de ma Notre-Dame, tours maçonnées des mains de votre pasteur, ensevelissez-nous tous plutôt que servir de trône à l'iniquité !

LE PEUPLE. — *Ne in æternam irascaris nobis!...*

PHILIPPE-AUGUSTE. — Mon sceptre perd sa vertu. Bonnes gens, votre roi ne peut plus rien pour vous.

Des porteurs amènent un cercueil suivi d'une femme et de deux enfants en deuil. La femme marche au roi.

JACONAS. — O Dieu d'Abraham !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Qui êtes-vous, pauvre veuve? que me voulez-vous?

LA VEUVE. — Je suis la veuve de votre chevalier Edgar Maufras, seigneur de Rethondes, et je veux justice pour moi et pour mes orphelins. *(Les porteurs posent à terre le cercueil.)*

FRÈRE GUÉRIN, *retenant Jaconas qui cherche à s'esquiver.* — Eh bien, baron de Berneuil, que ne vous emparez-vous de cette femme?

La Veuve. — Leur père vivait en paix, ne demandant rien à personne. Le voici mort par votre fait et par le fait de celui-ci *(elle désigne Jaconas)*, laissant sa veuve et ses enfants dépouillés, à cause que vous avez enfreint la loi.

Philippe-Auguste. — Pauvre femme, laisse-moi passer.

La Veuve. — Alors, que te sert ta couronne, si c'est la seule iniquité qui règne?

Philippe-Auguste. — Je ne suis plus rien, je ne puis plus rien. *(Il pose sur le cercueil couronne et main de justice.)*

La Veuve, *à la reine Engelberthe.* — Alors, puisqu'il n'est plus de roi en France, c'est devant vous que je m'agenouille, ô reine!

Philippe-Auguste. — Devant moi! devant moi!

L'Évêque. — C'est à bon droit, puisque la femme supplée le mari. Épouse du roi, osez donc prendre pour trône ce cercueil.

La Reine. — Hélas, le seul trône que j'aurai connu ici! Mais vous, ô seigneur évêque?

L'Évêque. — L'évêque salue en vous la majesté royale et n'a plus qu'à prier. Mais, vous, ô notre roi?

Philippe-Auguste. — Il passe devant nous des choses plus fortes que nous. J'ai déposé sceptre et couronne à la garde de ce mort qui me garda vivant. Donc, prenez garde à votre tour, madame; ce jugement que vous allez prononcer va dire à tous si vous êtes une reine et une reine de France. Et quel soit-il, je le tiens déjà pour le jugement de Dieu.

La Reine. — Contre qui demandez-vous justice, ma sœur?

La Veuve, *désignant Jaconas.* — Contre celui-ci que je vois ici, à la droite du roi, escorté de ses âmes damnées.

La Reine. — Quel mal vous a-t-il fait, ma sœur?

La Veuve. — Notre pauvre domaine, il le convoitait depuis des années, afin d'en arrondir ceux qu'il a obtenus du roi. Que de fois ne nous obséda-t-il pas pour se le faire céder! Il est devenu si riche! Jamais mon pauvre mari n'accepta d'aliéner l'héritage de ses enfants.

La Reine. — Qu'est devenu votre mari, ma sœur?

La Veuve. — Mort au service du roi, ô reine. Je n'en saurais dire davantage.

La Reine. — Au nom de notre Dieu vivant, je t'ordonne de parler.

La Veuve. — Vous deviendriez juge en votre propre cause, ô reine!

Philippe-Auguste. — Je passe témoin et c'est pour avouer à ma honte que son mari périt à Dijon, dans le conflit avec les ambassadeurs de Danemark.

JACONAS. — Sire, ce fut pour le bien de l'État, ce fut avec votre propre aveu que je fis saisir les papiers des Danois !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Avec mon aveu ; par mon ordre même et tu fus mon loyal serviteur.

LA REINE. — A toi, parle, toi qui viens de si bien parler.

JACONAS. — Et pour dire quoi? Maufras m'a cédé son bien : un point, c'est tout. A la veuve j'offre d'en payer deux fois, trois fois, dix fois la valeur ! Que veut-elle de plus?

PHILIPPE-AUGUSTE. — Tu es donc devenu bien riche, loyal serviteur?

LA VEUVE. — Ni pour dix, ni pour vingt, ni pour cent mon pauvre mari n'eût livré le bien de famille ! Et sa veuve et ses enfants gratteront plutôt la terre !

FRÈRE GUÉRIN. — Il y a diablerie ici.

GUILLAUME DE METZ. — Diablerie sûrement.

JACONAS. — Oh ! j'ai mes témoins ! Avancez, mes témoins !

FRÈRE GUÉRIN. — Ils portent bien vilaine figure, tes témoins !

(S'avancent Claquedent et Croquausel.)

LA REINE, *à Croquausel.* — Toi, approche. Oui, toi. Vous tous, écartez-vous. Veuille le Saint-Esprit m'éclairer : mes bons amis ; priez pour votre reine. *(A Croquausel) :* Je ne sais pas beaucoup de français, mais entre chrétiens on s'entend toujours. Ami, te souviens-tu de ton *pater?*

CROQUAUSEL. — Grande reine, est-il un chrétien qui l'ignore?

LA REINE. — Commence donc.

CROQUAUSEL. — Notre Père qui êtes aux cieux, que votre nom soit sanctifié.

LA REINE. — Fort bien. Continue.

CLAQUEDENT. — La reine a dit : « Continue ! » *(On le repousse.)*

CROQUAUSEL. — Que votre règne arrive. Que votre volonté soit faite...

CLAQUEDENT. — Il raconte tout !

JACONAS. — Silence, bavard !

LA REINE. — Va donc, ami.

CROQUAUSEL. — Madame, j'ai peur ! Que votre volonté soit faite sur la terre comme au ciel. Donnez-nous aujourd'hui notre pain de chaque jour...

JACONAS. — C'est un complot, sire, un complot !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Silence ! Le ciel parle.

LA REINE. — Va, dis tout !

CLAQUEDENT. — La reine a prononcé : « Dis tout ! »

JACONAS. — La reine a prononcé : « Dis tout ! »

CROQUAUSEL. — Pardonnez-nous nos offenses comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés...

CLAQUEDENT. — Offensés... tout y est... nous sommes perdus !

CROQUAUSEL. — Ne nous induisez pas en tentation...

LA REINE. — Tu entends? Ne nous induisez pas en tentation. Va, répète ceci.

CLAQUEDENT. — Eh bien, puisqu'il raconte tout, moi aussi je veux tout raconter. *(Jaconas cherche à le retenir.)* Ah ! mais, je ne tiens pas à être pendu, moi ! Je préfère encore dire la vérité ! *(Il s'élance.)*

CROQUAUSEL. — Moi aussi ! moi aussi !

GUILLAUME DE METZ *(à Croquausel)*. — Toi, dans ce coin, là-bas. *(A Claquedent)* Et toi, à ton tour !

CLAQUEDENT. — J'en demande pardon à Dieu et aux hommes, et à vous, Madame, et à vous, seigneur évêque, et d'abord à vous, mon roi *(A Jaconas)*, et à vous, mon bon maître !

JACONAS. — Assez, malheureux ! Silence !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Silence toi-même, le plus malheureux de tous ! et laisse Dieu parler !

L'ÉVÊQUE. — Par quelle bouche que ce soit !

CLAQUEDENT. — C'est que nous fûmes de faux témoins, tous deux, oui ! Par ma foi en Dieu, voilà comment la chose se passa. Sitôt le corps dans le saint lieu, notre patron nous amena. Le corps était découvert. Alors, notre maître dit au mort : « Ce que tu m'as refusé en ta vie, à présent que te voici au cercueil, te décides-tu à me le céder? Et naturellement, le mort n'a rien répondu. Et alors, moi qui avais la consigne j'ai dit : « Qui ne dit mot consent. » Et alors, notre maître a frappé dans la main au mort, et il a dit : « Marché conclu. » Et alors nous sommes allés boire à la santé du bon accord. *(Rumeur.)*

JACONAS. — Mensonge ! mensonge !

CLAQUEDENT. — La vérité du Seigneur !

LA REINE. — Oh ! est-ce donc ainsi en France?

L'ÉVÊQUE. — Oh ! sacrilège ! *(Rumeur.)*

PHILIPPE-AUGUSTE. — Et que jugez-vous que pensa de tout ceci Notre-Seigneur? Car vous étiez chez lui ! Et n'est-on pas chez lui en toute la France?

JACONAS. — Hardiment non, sire, puisque toutes vos églises il les a désertées ! *(Murmures.)*

FRÈRE GUÉRIN. — Le vieux sang surnage.

PHILIPPE-AUGUSTE. — Insolent drôle, songe plutôt à te repentir ! Pour vous, mes honnêtes garçons, comment vous nomme-t-on, si vous valez un nom, même à vous deux?

CLAQUEDENT. — Claquedent.

CROQUAUSEL. — Croquausel.

PHILIPPE-AUGUSTE. — O les riches noms, riches de trois toises de chanvre et c'est bien cher ! Allez ! votre aveu vous sauve cette fois ! Galopez vous faire pendre ailleurs !

CLAQUEDENT *et* CROQUAUSEL, *s'enfuyant sous les huées.* — Vive le roi !

LA REINE, *s'agenouillant.* — Monseigneur, votre épouse a-t-elle bien jugé?

PHILIPPE-AUGUSTE. — Relève-toi, reine des lis ! Et tu le deviens deux fois. *(Acclamations.)* Or, que ferons-nous de cet autre honnête homme?

LA REINE. — Vous êtes le maître et le juge et le roi. Vous pouvez tout, même pardonner.

PHILIPPE-AUGUSTE, *à Jaconas.* — Tu as failli à toute chevalerie : tu mérites d'être dégradé de chevalerie. Tu voulus surprendre le bien de la veuve et de l'orphelin : l'orphelin et la veuve héritent de tes propres biens. Tu voulus réduire le pauvre à la misère : qu'exil et misère deviennent ton héritage.

LA VEUVE, *se jetant, avec ses enfants, aux pieds du roi.* — O, seigneur, je me reprocherais toute ma vie, comme mon pauvre mari qui vous servit si bien, d'avoir causé l'infortune de mon prochain.

L'ÉVÊQUE. — Ayez pitié, sire !

LA REINE. — Permettez à ma prière de se joindre à la prière de la veuve, moi qui fus veuve si longtemps ! Que ce jour tissé d'or qui me rend un époux, n'ait pas à me reprocher l'infortune d'un chrétien !

FRÈRE GUÉRIN, *à Guillaume de Metz.* — Chrétien mal teint. *(Haut.)* Sire roi, Rome est clémente aux cléments.

L'ÉVÊQUE. — Songez au seul qui sur cette terre n'a jamais péché.

JACONAS. — Je suis prêt à tout.

PHILIPPE-AUGUSTE. — Hum, hum !... En tout ceci, que va devenir la terre de Rouvres? et celle de Rethondes? Aussi la baronnie de Berneuil? *(A la veuve.)* Car ce n'est certes pas vous toute seule qui pourrez y pourvoir... Hum.... Bon. Voici. La terre est notre seigneur à tous, comme chacun le sait en France. Je pardonne à Jaconas, ma bonne amie. Vous mariant tous deux, aujourd'hui même, vous ferez s'épouser vos héritages. Ainsi le spoliateur de la veuve s'en fera le fidèle soutien.

TOUS. — Ainsi soit ! bien jugé ! bien jugé ! vive le roi !

L'ÉVÊQUE. — Notre roi est retrouvé !

LA VEUVE. — Sire, selon votre volonté.

Jaconas. — Me pardonnez-vous?

La Veuve. — Comme chrétienne, de tout mon pauvre cœur.

Philippe-Auguste. — Bien dit. Et avant l'an écoulé, que la reine soit marraine du premier fruit de ce pardon! Ce n'est pas tout. *(A la veuve.)* Vous ne m'avez pas trouvé ce matin : je dormais. Le roi ne doit jamais dormir. *(A tous.)* Désormais je veux, et vais incontinent prendre toutes dispositions, — vous m'entendez seigneur évêque, et vous tous, mes bons amis, et vous, ma reine? — notre Palais de la Cité sera désormais dit et dénommé Palais de Justice, pour ce qu'à toute heure justice y sera rendue à tous. Nonobstant, comme je n'ai que trop à faire sur les routes de France et même d'ailleurs, j'institue, — et nous allons choisir les noms ensemble, mes amis, — j'institue un Parlement : oui, je veux l'appeler ainsi : un parlement de juges que en leur matière je fais mes égaux, afin qu'ils disent le droit en libre et pleine souveraineté, et, afin que nul ne s'y méprenne, siégeant comme nous-mêmes sur les fleurs de lis. De plus, *(A Jaconas)* approche, compère. Crains-tu le vertige si je t'élève très haut? Non, n'est-ce pas? Parfait. Deviens donc le premier de ces défenseurs de la veuve et de l'orphelin. Pour toi, comme pour eux : — Voyez tous — de mon épaule je détache cette épitoge royale *(Jaconas s'agenouille)* et te la délègue et la délègue de même à tous ceux qui seront qualifiés désormais *ad-vocats :* comme appelés et voués à défendre l'infortune envers et contre tous, fût-ce contre moi-même. Et ceci à tout jamais, car il nous plaît ainsi *(Acclamations. A Guillaume de Metz) :* Chancelier de France, vous y serez notre voix... Quoi encore?

SCÈNE VI

La Croix.

Un Messager. — Oh! seigneur, une chose affreuse! Le roi Jean d'Angleterre vient d'assassiner de ses propres mains royales, à Rouen, son neveu Arthur de Bretagne, votre gendre et son héritier!

Philippe-Auguste, *puis tous.* — Oh! abomination!

Le Messager. — Sa mère, la reine Constance, plus pareille à une lionne qu'à une femme, vient se jeter à vos pieds pour y crier justice, et je la précède à peine.

Philippe-Auguste. — Sur l'heure! Sur l'heure, la justice du roi! Messieurs du Parlement, vous serez donc, siégeant déjà, et pour cette première fois dans la plus auguste des causes. Chancelier de France, et vous, roi d'armes de France, convoquez à l'instant et

l'accusé et nos pairs de France. Et devant la flagrance du forfait, les sanctions aussitôt suivront.

L'Évêque. — Sire, nous prions tous déjà pour le triomphe de vos armes ; le Dieu des armées les aura bénies.

Frère Guérin. — Ma voix devient la voix de Rome. La peine d'excommunication, Rome ne pouvait se résoudre à la fulminer contre le roi des lis. Ici, le ciel même nous ordonne d'en foudroyer le félon et l'assassin.

La Reine. — A vos côtés, sire !

Le jeune Louis, « le Lion ». — A vos côtés !

L'Évêque, *puis le peuple.* — A vos côtés nous tous !

Un autre Messager. — Sire, l'empereur des Allemagnes, assisté du comte de Flandre et du comte de Boulogne, marchent en force contre vous par la Flandre.

Philippe-Auguste. — Roi d'armes de France, à vous appartient que les pairs de France soient ici.

Louis « le Lion ». — Monseigneur mon père, me voici, moi premier.

Un autre Messager. — Sire, le roi d'Angleterre en personne vous attaque en Anjou.

Louis « le Lion ». — Mon père, y daignerez-vous employer votre enfant?

Philippe-Auguste. — Va, mon fils, va gagner tes éperons de chevalier. Ton père va, si Notre-Dame et les saints et Dieu permettent, regagner la terre des Francs. Cours, enfant, rassembler tes soldats. Mérite ce nom de Lion que déjà chacun te donne. Tandis que ton père expose la fortune de France contre le Teuton, cours chasser l'Anglais de chez nous ! Je n'ose te dire que nous nous reverrons sur cette terre, car cette fois vraiment il s'agit de vaincre ou de périr. Dieu te garde, mon fils aimé ! *(Ils s'embrassent, Louis sort.)* Compère Guérin, que penses-tu de la situation?

Frère Guérin. — Sire roi, nous sommes dans la main de Dieu !

Philippe-Auguste. — Allons donc ! Nous y sommes tous à toute heure de notre vie ! Tu me récites là la prière des agonisants. Aie donc aussi bon espoir que moi-même. *(A tous.)* Ayons tous bon espoir : par tous les saints, Rome, par la voix de son légat, Rome a parlé, Rome nous favorise ! Et qui contre France prévaudra, dès lors que Dieu même marche avec nous?

(Longues acclamations, fanfares.)

CINQUIÈME JOURNÉE

Gesta Dei per Francos.

Le tocsin, la générale, puis la chanson de Roland.

Montjoie. — Mes bons amis, avant de regagner mon logis céleste, il me reste à vous redire la joyeuse et terrible, l'immortelle journée de Bouvines : Bouvines entre Lille en Flandre et Tournai en Tournaisis. Par quoi notre Philippe aura mis une fois pour toutes le royaume des lis par-dessus toutes les nations. Et entendez notre Chanson de Roland. Vraie bataille de barons, vraie bataille de chevaliers, mais où, par son cœur, vous l'allez voir, combat le plus modeste des artisans, le plus humble des laboureurs.

Philippe, comme toujours, s'est voulu son propre général. Pour lieutenants, il s'est commis : sur sa gauche l'évêque de Beauvais, son propre filleul et que nous connaissons tous, ce Philippe de Dreux à la force prodigieuse, mais qui a dû promettre de ne pas répandre le sang chrétien. A l'aile droite le Frère Guérin commande, à présent évêque de Senlis et légat du Saint-Père et plus gaillard que jamais ; sous son froc de frère hospitalier, qu'il a repris pour raisons que lui-même vous déduira. Philippe s'est réservé le centre, face à l'orgueilleux empereur allemand. Oh ! qu'il est beau, notre Philippe, qu'il est bel et vaillant, environné de ses fidèles ainsi que le roi soleil de son cortège d'étoiles : Pierre de Mortemart, Barthélemy de Roye, Guillaume des Barres (qui est frère de Simon de Montfort, le saint), Girard Scropha, Étienne de Garlande et le comte de Bar, cousin de Philippe, et combien d'autres preux !

C'est Gralon de Montigny qui tient la bannière de France aux fleurs de lis sans nombre, et le seigneur abbé de Saint-Denis a voulu lui-même venir ici élever jusqu'aux cieux l'oriflamme pourpre et or.

Le plein soleil d'été resplendit, mais notre roi a su, par une manœuvre habile, dérober notre armée à ses feux et c'est les Allemands qui le reçoivent dans les yeux. Puis il a dit ceci : Nos ennemis sont les ennemis de Dieu qui ont pillé les biens du pauvre et du serviteur de Dieu...

Bénissez-nous, sire roi, s'écria d'une seule voix toute l'armée ! Alors Philippe élève les deux mains *(Fanfares au dehors)* et bénit toute son armée à genoux. Et toutes les trompettes sonnent, et la bataille se déploie. Et remarquez encore ceci : cette journée du 7 juillet 1214 est venue juste à l'époque et au lieu où sept cents ans plus tard, à la même heure des moissons, redescendront les Teutons

pour ravager nos campagnes et emmener en esclavages nos jeunes filles...

...Cependant le combat demeure suspendu, les routiers brabançons ont pénétré jusqu'à notre souverain, ils l'ont précipité à bas de son destrier, leurs crocs, leurs dagues, leurs couteaux, s'évertuent à trouver dans son armure une fissure par où l'égorger. Autour, la mêlée demeure comme en attente. Oh ! comme il bat, mon cœur de Français !

Le Diable, *apparaissant.* — Jeune compagnon (je t'interpelle de la sorte, bien que ressuscité en paradis où je ne puis rien sur toi), sais-tu pourquoi la bataille demeure suspendue? C'est qu'elle est la bataille éternelle des miens contre les tiens, les Français, fils invétérés de l'Église.

La Mort, *apparaissant.* — Moi, la dispensatrice et celle qu'on n'attend jamais, me voici. Entre Angleterre et France, entre France et Germanie, ma faulx demeure suspendue.

L'Archange saint Michel, *apparaissant, couvert de la même armure que portera Philippe-Auguste.* — Le roi s'est réconcilié avec sa reine, la France avec son roi, et tous avec l'église de saint Pierre. Satan, redescends retrouver les tiens : les forces de l'Enfer ne prévaudront pas encore contre la France et l'Église de Dieu. *(Il remonte au ciel.)*

La Mort. — La voix du roi des cieux ordonne et j'entends déjà les cloches et les trompettes. Tu peux replonger vers les tiens, Satan : moi, ma faulx obéit au Maître et ma mission est terminée.

(La mort et le diable disparaissent.)

SCÈNE PREMIÈRE

Devant l'église de Bouvines. Arrive Philippe-Auguste, armé ainsi que l'était l'archange.

Philippe-Auguste, *à l'enfant de chœur.* — Quel est ce lieu saint?

L'Enfant de chœur. — Notre-Dame de Bouvines, ô monseigneur qui resplendissez comme saint Michel !

Philippe-Auguste. — O Notre-Dame de Bouvines, ô vous, saint Michel, remerciez le Seigneur pour nous !

Le Curé. — Sainte Vierge, le roi !

(Arrivent l'oriflamme, la bannière de France, les évêques et les barons.)

PHILIPPE-AUGUSTE. — Monsieur le Curé, veuillez : que ce soit cette voix innocente qui fasse monter vers le trône des trônes la louange due à lui seul et ses élus.

L'ENFANT DE CHŒUR. — O Monseigneur, je n'oserai jamais !

LE CURÉ. — Va, jeune ange, va. Redis de toute ta petite âme ce cantique que je te fis chanter tout à l'heure, pendant que nos frères combattaient pour le Seigneur et nous.

FRÈRE GUÉRIN. — Va, petit ange. Nous tous, à genoux. Va !

L'ENFANT, *le curé bat la mesure, les cloches sonnent à nouveau.*

Chantons victoire,
Louons le Seigneur du ciel,
Qu'ici toute gloire
Remonte vers l'Eternel!

(Tous reprennent, puis l'armée. Philippe-Auguste défaille.)

TOUS. — Grand Dieu ! sire, sire roi, qu'avez-vous?

PHILIPPE-AUGUSTE. — Rien, rien, mes bons amis, rien ! Seulement j'ai essuyé tant de coups que j'en demeure tout faiblot. Ah, ces Brabançons cognent dur !

FRÈRE GUÉRIN. — Et vous donc, sire roi !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Oui, j'ai bien besogné aussi. C'est égal, terrible journée : je me sens à moitié mort.

FRÈRE GUÉRIN. — L'Allemand et le Flamand ont souffert davantage.

PHILIPPE DE DREUX. — Ah, l'Allemand, comme il trottait ! Le Flamand du moins s'est bravement défendu : mais, cette fois, le bon droit n'était pas de son côté.

PHILIPPE-AUGUSTE, *à l'enfant.* — Tiens, petit ange, trempe-moi une joyeuse soupe au vin, une mitonnée, telle que la cuiller tienne toute droite.

L'ENFANT. — Je n'ai rien, seigneur : les Allemands ont tout pris.

PHILIPPE-AUGUSTE. — Tiens, prends mon casque !

L'ENFANT. — Ah, mais, il est tout d'or !

PHILIPPE-AUGUSTE. — En effet. Aussi, Monsieur le Curé, voulez-vous, bien qu'assez bosselé, le conserver pour votre digne église. Et trotte, jeune ami. C'est égal, je voudrais bien connaître le sort de mon fils ! Oui, quels tape-dur, ces Brabançons ! N'eût été l'excellence de mon armure, je n'en fusse pas sorti vivant !

FRÈRE GUÉRIN. — Il n'est ouvriers que de Paris !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Oui. Mais, que vous êtes vite accourus, mes amis ! Aux trois quarts assommé, j'entendais le bon Grallon crier : « Au roi ! au roi ! au roi ! »

PHILIPPE DE DREUX. — Oh, que vaillantement il trémoussait votre bannière !

FRÈRE GUÉRIN. — Mais, où est-il, Grallon?

PHILIPPE-AUGUSTE. — Oui, et tous ces braves amis? De Barres, Scropha, Mauvoisin? Pas de malheur pour eux?

FRÈRE GUÉRIN. — Aucun, sire roi, aucun : je les aperçois tous qui rallient. Seulement, il leur tombe tant de prisonniers qu'ils n'ont plus de quoi les attacher.

PHILIPPE-AUGUSTE, *avec bonhomie.* — Eh, mon Dieu, pendez-les, noyez le surplus. Mais, à propos, mon filleul, on t'avais interdit, comme évêque, de répandre le sang... Eh mais, par votre organe, sire légat?

FRÈRE GUÉRIN, *sévèrement. — Abhorret Ecclesia a sanguine.*

PHILIPPE DE DREUX. — Aussi, parrain, aussi, mon compère, m'étais-je discrètement avantagé de cette joyeuse masse d'armes, par moi baptisée *Hilariter...*

PHILIPPE-AUGUSTE. — Comme l'épée de mon grand-père Charlemagne, simplement !

FRÈRE GUÉRIN. — Et laquelle, si j'ai bien vu, expédia joyeusement tout d'abord en purgatoire le comte de Salisbury?

(L'enfant apporte la soupe au vin à Philippe-Auguste.)

PHILIPPE DE DREUX. — Muni de notre absolution, attention !

FRÈRE GUÉRIN. — *Bene.*

PHILIPPE-AUGUSTE. — Plus quelques autres, si j'ai bien vu?

PHILIPPE DE DREUX. — Munis de notre absolution, toujours, *hilariter.*

FRÈRE GUÉRIN. — *Optime.*

PHILIPPE-AUGUSTE. — Tout à fait bien. Mais, à propos, et vous-même, compère légat?

FRÈRE GUÉRIN. — Hé, sire roi, pourquoi aurais-je repris ma vieille casaque de frère hospitalier, sinon pour me remémorer mon devoir de pourfendre le mécréant et l'excommunié?

PHILIPPE-AUGUSTE, *riant.* — Mieux encore ! Le bon Samaritain n'avait pas songé à celle-là. Mais, Rome a parlé : *causa est finita.* Cependant, si ma faim et ma soif s'apaisent, l'inquiétude altère toujours mon cœur, mes amis : que n'offrirais-je à Dieu, à qui déjà je dois tant, pour connaître le sort de mon fils ! Peut-être en ce jour même rencontre-t-il l'Anglais dans le fangeux Anjou ! Mais, voici déjà notre Gérard Scropha ! Ah ! et avec lui son inséparable Mauvoisin ! Mais, vous aussi, ne pouvez-vous tenir debout ! et quelle mine déconfite ! Tenez, finissez ma soupe.

SCROPHA. — Vraiment, merci !

MAUVOISIN. — Ah, seigneur, c'est qu'il nous a fallu laisser échapper le sire d'Allemagne !

SCROPHA. — Il galopait si vite !

MAUVOISIN. — Nos pauvres chevaux en sont crevés.

PHILIPPE-AUGUSTE. — Allez, allez, nous ne reverrons plus aujourd'hui ni jamais sa figure de devant ! Votre roi vous le dit, vous avez bellement travaillé ! Et tout le monde aussi !

PHILIPPE DE DREUX. — Et vous donc, sire ! Et vous !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Moi, c'est mon métier !

(Huées. Poussée de guerriers traînant un trophée resplendissant.)

PHILIPPE-AUGUSTE. — Hé, quoi encore? Oh, oh, Sainte Vierge, que nous veut toute cette batterie de cuisine?

GRALLON. — Sire, c'est le dragon d'or avec l'aigle d'or du ci-devant Saint Empire germanique !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Bon, bon. Du Saint Empire germanique? Ah, ah ! Cela nous fera de la belle vaisselle. Tenez, sire curé, voici déjà une plume de l'aigle avec une patte du dragon, qui est aussi un oiseau rare ; vous attacherez tout cela au casque que j'offre à votre église et ce sera très beau ! Pour la vaisselle...

FRÈRE GUÉRIN. — Oh que non, mon roi ! L'empereur Otton n'existe plus : nous décernerons tout cet attirail à son concurrent, le Hohenstauffen, en façon d'investiture !

PHILIPPE DE DREUX. — Hohen...stauf...fen. Quels noms, Seigneur !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Eh oui, donc, ô sagesse : *Roma locuta est!* Et où, en effet, découvririons-nous empereur si docile et soumis?... C'est égal, il me tarde de connaître nouvelles de mon fils, mon petit Lion?

FRÈRE GUÉRIN. — O seigneur ! douteriez-vous de nos amis de là-haut?

PHILIPPE-AUGUSTE. — Oui, oh oui : délaisser les Francs n'est point leur coutume... oh, je me repens déjà !

L'ENFANT DE CHŒUR. — Oh, monseigneur, voyez? Qu'apercevez-vous? Avisez ce cavalier qui dévale à toutes brides !

FRÈRE GUÉRIN. — Oh, sa monture ne se soutient plus !

PHILIPPE DE DREUX. — Il chancelle !

MAUVOISIN. — Il tombe ! Le cheval est mort !

GRALLON. — L'homme se dégage ! Mais, c'est un enfant !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Il s'est relevé aussitôt, le brave ! Oh, que lui-même est recru ! Courez à lui, amis ! *(Tombant à genoux.)* O

Sainte Vierge de Bouvines, pardonnez-nous nos péchés, prenez en pitié votre beau royaume de France !

(Le cavalier paraît, soutenu par les évêques de Senlis et de Beauvais.)

Le Cavalier. — Où est le roi? où est mon roi? je n'y vois plus.

Philippe-Auguste. — Entends sa voix, enfant ! C'est lui, c'est Philippe, c'est ton roi qui te parle. Oh, mais je pense te reconnaître : qui es-tu, mon enfant?

Le Soldat. — Je suis le fils de votre feu serviteur, Edgar Maufras.

Philippe-Auguste. — Alors... tu viens de là-bas?

Le Soldat. — De là-bas, oui... O mon roi, vous êtes donc vivant !... Et la bataille?

Philippe-Auguste. — La plus belle des victoires, mon enfant, avec l'aide de Seigneur ! Et... là-bas?

Le Soldat. — Oui... louons le Seigneur !... Là-bas, à La Roche-aux-Moines, en Anjou, votre noble fils vient de mettre en déroute l'Anglais.

Tous. — *Alleluia!*

(Philippe-Auguste le presse entre ses bras.)

Le Soldat. — Je n'y vois plus... Quoi donc flotte... au-dessus de vous, ô mon roi?

Philippe-Auguste. — C'est l'oriflamme, mon enfant, l'oriflamme avec la bannière de France.

Le Soldat. — Veuillez, que je les touche... Je me suis bien battu... vainqueurs partout... Je puis m'en aller, dans la paix du Seigneur... Bonnes gens, priez tous pour moi !

(Il chancelle, il se retient aux bannières et tombe enseveli sous elles.)

Mauvoisin. — Mort.

Les Évêques et tous. — *Dona ei requiem, Domine, et lux æterna luceat perpetua ei!*

Philippe-Auguste. — O belle fin de soldat, ô seigneur des armées ! Va, mon fils, je te promets aussi de belles funérailles de soldat ! Amis, je venais de commettre le péché de doute envers le Seigneur et les saints, et voici que ce nouveau saint et martyr les implore déjà pour nous tous ! Mais, que veulent ces clameurs?

Grallon. — Sire, ce sont les routiers brabançons, que nos gens mènent pendre.

Philippe-Auguste. — Ah, oui ! Branchez-les-moi tous, au même arbre si possible, et au pied, vous enterrerez mon soldat.

SCÈNE II

Apparaissent les routiers brabançons, désarmés, blessés, déguenillés, dépenaillés, sublimes! ils chantent :

Nous avons été vaincus,
— Gottferdoume de gottferdoume ! —
Nous avons été vaincus,
Mais nous n'nous somm's pas rendus!
Le roi d'ici nous a eus,
— Gottferdoume de gottferdoume ! —
Le roi d'ici nous a eus,
Car notre duc est un (...)
On nous mène être pendus,
— Gottferdoume de gottferdoume ! —
On nous mène être pendus,
Mais nous l'aurons bien voulu!

(Huées : les Français se jettent sur les routiers.)

Philippe-Auguste. — Arrêtez ! respect aux braves ! *(Au premier routier) :*

Je continue ta chanson :
Lis de France, lis de France,
Je continue ta chanson,
Soit la fleur aux Brabançons!

Un Routier. — Chacun chez soi, sire roi. Le lion de Brabant a trop amère la gueule pour sucer tes fleurs.

Philippe-Auguste. — Eh mais, je te reconnais, camarade ! Ton père dut naître chaudronnier, car tu sonnais ma tête comme une vieille marmite ! Ta franchise me plaît aussi fort que la vigueur de ton bras. *(A ses barons.)* Amis, le brave que voici là reposant gagne leur procès à tous ces braves. Et plus tard, durs cailloux de la Meuse, vous verrez que nous redeviendrons tous cousins !

Les Routiers. — Ah, roi des lis, c'est à présent que vous êtes vainqueur !

Des paysans traînent sur une claie le comte de Flandre enchaîné.

Ferry-Ferrand, tu es ferré,
Ferry-Ferrand, tu es ferré!
Tu es ferré des quatre pieds,
Et ru, et ru dondaine,
En passant par notre moulin.
Et rin, tin, tin!

FERRAND. — Pitié, sire, pitié !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Oh, comte Ferrand, vois combien est malsaine conseillère l'ambition, laquelle nous induit jusqu'au noir péché de trahison. Je t'avais élevé grand entre les grands, et voici qu'à cette heure les plus humbles te raillent justement. Je viens de faire grâce à ces honnêtes routiers, qui m'avaient bien failli occire : eux du moins avaient rempli leur devoir de vassaux. Toi, mon ami, attends d'aller moisir jusqu'à ta mort dans ma bonne grosse tour du Louvre. Tu la connais, eh, ma tour du Louvre?

FERRAND. — Pitié, mon bon roi !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Assez : tu m'écœures. Ceux-ci qu'on menait pendre n'ont imploré nulle pitié. Aussi l'ont-ils trouvée, et de plus, mon amitié royale. Emmenez-le. Autre chose. A Senlis, où nous descendons de ce pas, nous entendons fonder une sainte abbaye, où l'on priera pour nos morts.

FRÈRE GUÉRIN. — Et pour tous les morts?

PHILIPPE-AUGUSTE. — Et pour tous les morts. Et qui sera dite et dénommée : Abbaye de la Victoire. Et d'abord, nous y inhumerons ce brave *(aux routiers)*: que vous-mêmes, autres braves, y conduirez sur vos loyales épaules. Sur quoi nous nous séparerons bons amis, et vous retournerez chez vous manger des corrques au bac bien arrosées de lambic !

LES ROUTIERS. — Et à votre santé.

PHILIPPE-AUGUSTE. — Cela s'entend. J'y joindrais bien un peu d'or, mais, le roi de France n'a jamais le sou, c'est connu.

PHILIPPE DE DREUX. — Sire, un messager encore !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Qu'il est fatigué, lui aussi ! Celui-ci, du moins, conservez-nous-le, Sainte Vierge ! Mais c'est un enfant ! *(Entre le messager.)* Quel âge as-tu, mon petit homme?

L'ENFANT. — Sire roi, précisément l'âge de Votre Seigneurie, quand feu le premier mari de ma mère vous retrouva en forêt de Compiègne : treize ans.

PHILIPPE-AUGUSTE. — Belle réponse !... En forêt de Compiègne? Treize ans? Mais, mais, qui es-tu donc?

L'ENFANT. — Je suis le fils à Jaconas de Berneuil et la veuve d'Edgar Maufras... Je ne vois pas mon grand frère?

PHILIPPE-AUGUSTE, *à part.* — Son frère? Je n'ai rien oublié. Et je sais que ton père a aussi bien besogné de son côté, à sa façon, que Maufras jadis. Tu venais donc nous dire? Mais, avale d'abord ce trait de vin !

L'ENFANT. — Pardonnez-moi, sire roi, mais je ne vois pas mon grand frère?

PHILIPPE-AUGUSTE. — Mais bois donc ! Et d'abord, d'où arrives-tu?

L'ENFANT. — Sire, j'arrive de Poissy, passant par Paris, déjà tout fleuri, tout tendu, tout illuminé !

TOUS. — Déjà?

L'ENFANT. — Ah ! sire roi, les bonnes nouvelles ont des ailes !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Aussi vous voyait-on comme des ailes, à ton cheval et à toi ! Et alors?

L'ENFANT. — Sire roi, la noble princesse Blanche de Castille, l'épouse de votre glorieux fils, vient de lui donner et à vous, un admirable héritier !

TOUS. — Vive le roi !

FRÈRE GUÉRIN. — *Te Deum laudamus!*

PHILIPPE-AUGUSTE. — Sire curé, je ne me soutiens plus, mais c'est de bonheur, hélas ! Grand-père avant cinquante ans, je puis mourir aussi, à présent, et ainsi, tout va donc pour le mieux ! Il faut pourtant m'en retourner : ma besogne n'est pas finie. Voyons, mes amis, découvrez-moi une litière, du moins pour jusqu'à Senlis? Ou une charrette?

UN PAYSAN. — Les Allemands nous ont tout volé.

PHILIPPE-AUGUSTE. — Un cheval, un âne, un bœuf !

LE PAYSAN. — Tout a été requis au passage, ou bien tout s'est sauvé dans les bois.

PHILIPPE-AUGUSTE. — Je ne puis demeurer ici. Et je ne saurais me remuer.

LE PAYSAN. — O mon roi, nous vous porterons tous, chacun à son tour et ainsi aurons-nous besogné aussi pour la terre des lis !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Oh ! que voici donc qui est bien dit !

FRÈRE GUÉRIN. — Et voyez, cher seigneur, nos paysans de toutes parts, chargés en votre honneur et victoire, de gerbes de blé, de bluets, marguerites et coquelicots ! Regardez, ô mon roi !

PHILIPPE DE DREUX. — O spectacle sublime !

PHILIPPE-AUGUSTE, — O moisson des moissons !

LES BARONS. — Sainte Vierge, que c'est beau !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Oui, mes bons amis, menez votre roi, car il se sent tout près de tomber, moins de fatigue que de bonheur !

(Un couple de paysans élèvent, sur leurs mains enlacées, le roi qui leur passe la main autour du cou; d'autres s'apprêtent à les relayer, et tous chantent, dressant gerbes d'épis et de fleurs.)

C'est la chaise du roi, du roi!
C'est la chaise du roi!

ET TOUTE L'ARMÉE. — Chantons victoire ! (etc.).

ÉPILOGUE

Philippe-Auguste sur son lit de mort. Son fils, Louis le Lion avec Blanche de Castille et leur enfant (le futur Saint Louis) et les grands à genoux. Le clergé se retire remportant les Saintes Espèces.

L'Évêque de Paris. — Allez en paix, sire, allez en paix auprès de Notre-Seigneur à tous qui vient de vous absoudre.

Philippe-Auguste. — Ouvrez toutes les portes, ouvrez à tout mon peuple... Faites venir la couronne de France : ceci est la dernière audience du roi. Mes bons amis, je vais aller rendre mes comptes au souverain de là-haut. Votre souverain ici-bas est désormais Louis, mon bien-aimé fils et, si Dieu permet, après mon fils, son fils à lui, mon petit-fils bien-aimé. Enfants, étendez à terre cette cendre, au pied de mon lit... J'ai dit : étendez cette cendre. Étendez-la en la figure de notre Sainte-Croix... Mes bons amis, celui qui fut votre roi confesse avoir mal administré son royaume... Laissez parler le mourant. Je fis ce que je pus. Bien peu. Mais, je ne compte... non : ne comptais que cinquante-sept ans d'âge. C'est bien peu aussi. Je vous en conjure, par votre salut, par le mien, déclarez-moi, en présence de celui qui sera votre roi, ce en quoi j'ai pu méfaire contre l'un quelconque d'entre vous. *(Apparaît au pied du lit la Mort, vêtue d'une robe fleurdelisée.)* Dépêchez : une justice plus haute m'appelle.

Nicolas Boisseau. — O mon roi, voici plus de quarante années que vous fûtes couronné à Saint-Denis devant moi-même...

Philippe-Auguste — Dépêche. Tu sais si je te connais, compère, mais dépêche : elle me presse, Celle que tu ne peux pas voir.

Nicolas Boisseau. — O mon roi ! de quoi nous plaindre? Quelles grâces ne vous devons-nous pas ?

Le Rabbin de Paris, *perçant la foule.* — Roi bien aimé, le pauvre rabbin vous implore pour ses infortunés frères persécutés ! *(Rumeur.)*

Philippe-Auguste. — O toi, veux-tu persécuter jusqu'à ma dernière heure? *(La Mort agite son sablier.)*

Le Rabbin. — Votre magnanimité nous avait permis de trafiquer honnêtement. Et voici : vos Parisiens nous harcèlent, nous accusent...

Nicolas Boisseau. — O méchant entre les méchants ! Oui, chassés à notre requête, le propre matin de votre couronnement, votre magnanimité, comme il dit, leur toléra de revenir, et ce fut à nouveau pour la ruine de votre peuple.

L'Évêque. — Pis, j'ose à peine le dire et je me retenais de parler,

leurs servantes chrétiennes et les nourrices de leurs petits (puisqu'il leur faut des chrétiens pour les servir), quand elles reviennent de la sainte communion, ils exigent que, trois jours durant, elles descendent tirer leur lait dans leurs latrines ! *(Rumeurs.)*

(La Mort secoue son sablier. Le rabbin veut parler.)

PHILIPPE-AUGUSTE. — Silence ! Et silence à tous ! Tu ne sais pas, mon fils. Tu menais la guerre chez les Anglais et tu t'installais à Londres. Connaissant ma détresse d'argent, ils me prêtèrent une somme d'argent telle qu'ils savaient bien que je ne la pourrais restituer. Ainsi sont-ils rentrés à petit bruit. A présent les voici plus opulents et arrogants que jamais. Ils jouissent de deux synagogues, deux cimetières à eux, un moulin, car notre farine chrétienne les infecterait. De nouveau font-ils vendre les meubles du pauvre, trouvant même à l'orphelin un héritage afin de s'en emparer. Le saint évêque vous a dit le reste : ma honte. Donc ma suprême parole répète la première : hors d'ici !

LE RABBIN. — Mon bon roi !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Hors de la terre de France ! hors du royaume des lis !

TOUS. — Dehors !

LE RABBIN, *se cramponnant au lit.* — Et notre prêt, ô roi juste?

TOUS. — Oh ! abomination !

PHILIPPE-AUGUSTE. — Faut-il que vous ayez tondu ce pauvre peuple pour avoir tant prêté à son roi ! J'ai dit : dehors ! L'or de leurs sueurs demeurera dedans !

LE PETIT LOUIS *(le futur saint Louis avait alors neuf ans) se jetant à genoux.* — O grand-papa chéri et Monseigneur le roi ! Il faut payer même aux voleurs ; sinon, comment veux-tu mériter le paradis?

PHILIPPE-AUGUSTE. — Voici le saint de notre race ! Mais, prends garde, enfant promis au ciel, c'est sur terre que vivent les rois ! Rabbin, son innocence vous a graciés. Seulement, toi, mon fils, fais-leur rendre gorge d'abord ; puis, tiens-les à l'œil mieux que mon pauvre père et moi n'avons su !

LE RABBIN. — O roi catholique ! Israël reploiera ses tentes une fois de plus, en attendant des jours meilleurs. Il en a l'habitude. Ce n'est pas à toi que nous en voulons, roi juste, roi catholique. *(Désignant Jaconas)*. C'est à ce double renégat, de sa race, et de sa foi : raca sur lui ! Et nous, l'an prochain à Jérusalem ! *(Il sort.)*

JACONAS. — Si je n'étais déjà de France, je le deviendrais là-dessus.

LE FILS DE JACONAS. — Moi, son fils, vous savez, sire, si je suis vôtre !

PHILIPPE-AUGUSTE, *à Louis.* — Tu peux te fier à présent à eux deux, mon fils... Cependant, garde toujours un œil ouvert.

Fanfares. On amène la couronne de France.

PHILIPPE-AUGUSTE. — O couronne de France ! combien es-tu précieuse et combien vile à la fois ! Combien précieuse, considéré le mystère de justice qui réside en toi ; combien vile, la plus vile en vérité des choses de ce monde, auprès des fardeaux, des angoisses de conscience, des peines de corps et de cœur que tu imposes à celui qui ne saurait te porter sans fléchir sous ton poids ! *(Il la baise.)* Posez-la bien cérémonieusement : c'est celle même de notre Charlemagne !... Et voici mon anneau royal, mon fils... Et reçois, et recevez tous ma bénédiction... A présent, qu'on m'étende sur ces cendres... Faites ! Qu'en mon indignité je tâche d'imiter du moins en quelque chose notre glorieux Sauveur... Faites, faites : je sens que je m'en vais... *(La Mort retourne son sablier).*

On l'allonge sur la croix de cendres. Il expire en murmurant :

Dieu sauve le roi !

LOUIS (VIII). — Grand Dieu ! mon père est mort !

LOUIS (IX). — Vive le roi !

MONTJOIE, *et tous.* — Le roi est mort, vive le roi ! Bonnes gens, prions tous pour le règne glorieux et prospère du roi Louis, huitième de ce nom : Vive le roi !

TOUS. — Vive le roi !

Fanfares. Carillon.

L'ÉVÊQUE DE PARIS, *puis tous.* — *Domine, salvum fac Regem, et exaudi nos in die qua invocaverimus Te!*

FAGUS.

les idées & les faits

LECTURES

BARRÈS SE RAPPROCHE

Je crois qu'il peut encore naître, après vous, des enfants de vingt ans avec qui mes livres établiront un dialogue, dût-il être différent des dialogues qui s'établissaient avant la guerre, car les livres des poètes tiennent des discours divers aux diverses générations. » En ouvrant le premier tome des *Cahiers* de Barrès, où toute une jeunesse qui ne l'a pas connu va entendre le son même de sa voix, découvrir son visage, mêler, affronter ses songeries à la sienne, comment ne pas rappeler ses dernières paroles, d'une persuasion si poignante, et qui ont l'apaisement d'un message posthume? Établi dans des régions sereines, situé par delà les difficultés que nous lui cherchions pour nous définir à propos de lui-même, Barrès déjà ne s'adressait plus à nous, mais à l'invisible troupe de nos successeurs. Le voilà qui entre dans leur vie, comme jadis il est entré dans la nôtre. Quelle place vont-ils lui faire, comment l'interrogeront-ils, quel « discours » leur tiendra-t-il, et que sera l'accueil de ces compagnons inconnus? On leur a trop répété que « Barrès s'éloigne », pour que l'instant où il se rapproche ne soit pas tout chargé de mystère. Cette nouvelle existence de Barrès, nous allons la voir prendre forme au cours des années qui viennent, au fur et à mesure que paraîtront les dix volumes de ses *Cahiers* : c'est un événement d'une portée imprévisible. Ce flot de poésie, d'images, de pensées, de souvenirs, qui déferle soudain sur le morne marécage où s'enlisent tant de jeunes écrivains, est bien capable de modifier leur climat

spirituel, de renouveler leur vie affective, d'orienter leur recherche dans un tout autre sens. Ce ne serait pas le moindre de ses bienfaits.

Ce miracle, Barrès vivant avait su l'accomplir à une époque où la dépression de l'âme française, où la dégradation de l'esprit semblait au point le plus bas de sa courbe. Rien n'empêche que la même grandeur et la même noblesse ne produisent de semblables effets, car toute jeunesse est sensible à ces prestiges quand elle y découvre l'accent de la sincérité. Plus encore que ses problèmes qui risquent de n'être plus les siens, le ton de sincérité, l' « authenticité » de ce Barrès des *Cahiers*, sont susceptibles de gagner le chemin de son intelligence et de son cœur. Il n'est pas jusqu'à cette frémissante inquiétude, cette « disponibilité » qu'il gardait au milieu de ses directions les plus sûres, cet incessant désir de « dépassement » — mais dans la ligne de l'humain — qui ne lui en facilitent l'audience. Ce que son œuvre volontaire, tendue, trop décidée, laisse parfois malaisément découvrir, ces fragments épars sont aptes à le lui faire entendre ; et je dirais même qu'une certaine défiance de la composition, le goût qu'a cette jeunesse pour l'inachevé, pour tout ce qui est « cahiers », « journal », notes, et autres « rhumbs », ne saurait que s'y satisfaire.

Si l'on imagine mal que de jeunes hommes puissent demeurer insensibles à tant de charme, de séduction, à la puissance de tendresse et d'accueil qui émane de ces pages, faut-il craindre que certaines préoccupations qui s'y révèlent ne leur restent étrangères? Se pourrait-il que tout ce qui s'appelle honneur, fierté, honnêteté, que tous les sentiments qui donnent du prix à la vie fussent à ce point proscrits qu'ils restassent sourds à leur appel, lorsqu'une voix d'outre-tombe, où toute l'âme se livre, avec ses fièvres, ses tristesses, ses dégoûts, son ardeur, les ranime devant eux? Tout désir d'élévation se serait-il si bien corrompu à la recherche des plus avilissants secrets, qu'ils ne sauraient plus tressaillir aux accents qui le ravivent?

Je ne veux pas croire que la complaisance qu'ils montrent pour les aspects les plus troubles de l'âme ne leur laisse aucune soif, aucune faim du meilleur, ni que leur imagination en soit définitivement sevrée. On essaiera de les détourner de la route où Barrès les croise, car Barrès n'a pas de place dans un monde qui bannit la grandeur, qui ne se plaît qu'à ce qui humilie l'homme, ravale sa nature, qui n'a pas le sens de la hiérarchie des beautés et des mérites. Qu'on se trompe, peu lui importe ; et lui-même a gardé trop d'incertitudes pour songer à en faire un grief, mais il exige qu'on soit grand.

La connaissance des états supérieurs de l'âme a été si obscurcie qu'on ne pense pas sans dépit à l'accueil que les *Cahiers* de Barrès vont trouver chez certains dont sa mort a servi l' « influence ». Plutôt qu'à la simplicité, à l'aisance, à la spontanéité charmante de ce Barrès inconnu, à tout ce qu'il révèle ici d'instinctive fraîcheur, d'illusion et parfois même de naïveté, ils s'attacheront à déceler l'attitude, la contrainte. Ils dénonceront ce qu'il y a de « mensonger », de « conventionnel » dans sa psychologie, parce qu'il n'est pas complice de la bassesse, qu'il ne consent pas à déchoir, qu'il cherche à donner un sens à la vie, à en tirer un enseignement, une moralité, qu'il s'efforce de distinguer parmi ses expériences ce qui est sain et ce qui est malsain, qu'à travers elles il travaille à son perfectionnement et au nôtre, bref parce qu'il honore l'espèce humaine. Pour rabaisser son ambition, son amour de la gloire, ils parleront de ses échecs ; alors même qu'ils n'ont rien à nous proposer qui vaille davantage, ils tireront parti de ses idées incertaines, de la faiblesse de ses raisons...

Mais non, j'efface : il n'est pas possible que tant de charme n'agisse pas, qu'une musique si passionnée n'éveille pas ses harmoniques dans tous les cœurs bien nés ; et s'il est vrai que de jeunes esprits sentent l'absence, la privation de ce qui pourrait exalter, vivifier leur énergie vitale, la rencontre avec Barrès, ce Barrès des *Cahiers* qui grandit en s'humanisant, une telle rencontre fait lever un immense espoir.

Cela dit, je me sens plus à l'aise pour feuilleter librement ces *Cahiers* où Barrès écrivait non pas comme dans un journal et d'une façon régulière ses impressions quotidiennes, mais capricieusement toutes les fois que lui venaient à l'esprit une pensée qui lui semblait valoir d'être notée, un fait qui l'avait frappé, une lettre reçue, un article de journal qu'il tenait à conserver, une phrase inutilisée dans un article ou un volume, et qu'il ne voulait pas laisser perdre. « Épinglons nos beautés » disait-il en souriant aux Tharaud qui ont vu se transformer en poésie, en musique ces incertains griffonnages, où tout est recueilli, capté de ce qui lui passait dans l'esprit.

Un poète, et qui cherche partout à nourrir son âme, à enrichir son trésor de rêveries, en transposant les gestes de la vie dans des régions imaginaires, un artiste que toute beauté attire et qui, dans les livres, distingue le chant plutôt que le récit, dans un être l'accent plutôt que les idées, une nature toute affective et qui fait de l'émotivité son infaillible guide, voilà ce qu'on discerne à travers les plus humbles minutes de sa méditation. Cette émotivité indéfinie est, au reste,

la rançon d'une singulière capacité de souffrance : elle donne à la voix de Barrès ce son éperdu, contracté, qui monte, comme une plainte inconsolable, de certaines notations désolées. Nul n'a senti, à ce point, l'épouvante de la solitude, le néant de l'individu. L'idée de destruction revient sans cesse et sous toutes les formes assombrir ses pensées, ainsi qu'une mélodie ténébreuse :

« Haine de la vie, c'est le principe de mon agitation qui ne fut jamais une course vers quelque chose, mais une fuite vers ailleurs ; destruction de moi-même, c'est l'autre secret de cet apôtre du développement, de l'augmentation individuelle.

« Mes tristesses qui empoisonnèrent tant d'esprit m'empoisonnent moi-même, quand elles ont perdu leur lyrisme qui faisait l'illusion de la vie et que je les retrouve figées, toutes mortes, comme des notations de malade ou de fou dans mes sombres cahiers où jamais le soleil léger ne pénètre. »

On pourrait tirer de ces *Cahiers* toute une série d'un grave orient qui s'opposerait, comme l'ombre à la lumière, à cette série brillante, tissée d'enchantements, de tendres illusions, d'aspirations tutélaires que Barrès gardait au fond de l'âme et qui le dirigeaient invinciblement.

En dépit de ce qu'il montrait parfois d'amer, d'âpre, d'un peu dur et comme d'ossifié au contact des laideurs de la vie ou des brutalités de l'action, il y avait en lui — ces *Cahiers* nous le montrent — des réserves de tendresse, d'amitié, d'immenses espaces de poésie vierge qui donnent leur couleur à tout ce qu'il exprime. Le secret de Barrès, c'est dans son cœur que nous le découvrons : il lui a tout demandé, et n'a vécu que selon le rythme de ses pulsations les plus secrètes. Sur les hommes et sur les choses, il s'est fait des vues selon sa nature ; ses idées mêmes ne sont encore que les goûts et les dégoûts de son cœur ; et l'on s'enchante de le sentir si aimant, si pitoyable, ne se fermant qu'à la vulgarité ou à la félonie, tout ouvert à ce que la vie comporte de « varié, de spontané dans mille directions diverses ». Son être, comme un arbre secoué de tous les vents, frémit à tous les murmures ; mais à mesure que s'étagent ses branches secondes, et alors même qu'elles paraissent ployer, s'alourdir, se charger à l'excès, on devine qu'un sûr instinct dirige sa pousse maîtresse, celle qui fera sa force, son sommet.

Quelque surprise que nous en ayons, nous ne trouvons guère d'idéologie dans ce premier tome des *Cahiers*, bien qu'ils soient contemporains des *Déracinés*, c'est-à-dire d'une époque où Barrès n'avait pas encore renoncé au fatras des doctrines. Au vrai, on l'y sent mal à l'aise : il s'en informe par crainte de manquer, d'épuiser ses res-

sources. On le voit qui tourne autour des systèmes, qui s'arrête, interroge, se saisit de tout ce qui flotte d'idées autour de lui. Il se trouble quand, par exemple, on lui affirme que « les grandes lignes de la philosophie hégélienne peuvent servir de cadre aux acquisitions de la pensée contemporaine », ou que la synthèse d'Auguste Comte est susceptible de « restituer le lien social religieux » ; mais il est évident que le fond des doctrines lui importe assez peu. Ce qu'il goûte, c'est « l'élan », et Jules Soury ne lui eût-il rien dit d'autre qu'il eût trouvé au vieil athée quelque chose de sublime et qui emporte tout. Barrès, en effet, ne pensait pas qu'une idée valût plus que celle qui la contredit : le génie ou le talent étaient capables de les rendre également séduisantes. Pour lui, il y avait les « hautes préoccupations », et puis les autres : les premières servaient à lui révéler l'espèce supérieure avec laquelle il souhaitait de vivre.

Dans les choses d'intelligence, Barrès faisait une sorte de voyage, comme s'il eût à détacher sa barque pour aller explorer l'horizon, voir de plus larges paysages, embrasser de plus vastes ensembles ; et c'est la signification touchante de ce qu'il note ici à propos de son fils : « Je veux que Philippe sache. C'est que je sens mon défaut d'instruction. Je rêverais mieux. Savoir, c'est distinguer entre les choses plus de rapports. Les cailloux, les étoiles me mènent déjà si loin dans l'illimité des siècles, dans les mystères de la mort, de l'unité des choses ! Des aperçus nouveaux, des rapports qui livrent mieux le tout, voilà où j'aspire. » « Vivre dans les idées, filer dans la musique, » à ses yeux c'était tout un. Mais songeant, vers le soir de son âge, à ce que lui avaient coûté de telles recherches, il lui semblait avoir péché par excès d'effort sur lui-même : « Jusqu'à l'absurde, je me suis contraint, maltraité, » dit-il, et il ajoute : « Comment toute ma vie j'ai été sur une fausse piste par désir de me nourrir l'esprit, et puis par le goût de l'harmonie sans pensée. C'est l'entre-deux qu'il m'eût fallu, l'élan léger. »

A quelle force de certitude, de persuasion tranquille, Barrès devait alors parvenir, les fragments de *Mémoires* qu'il commença de rédiger à la fin de 1923 en sont un magnifique témoignage. « Une œuvre d'art doit finir dans l'apaisement, dans la sérénité », disait-il à Tharaud. La sienne s'achève dans une simplicité divine. Il semble, tout à coup, qu'il n'y ait plus dans son œuvre de mystère, de subtilité, de complication. Tous les matériaux qu'il avait empruntés, tous les problèmes, toutes les théories, toutes les questions qu'il avait soulevés, agités, se transfigurent et se ramènent à une chose toute simple, infiniment simple, si extraordinairement simple que, pour s'en rapprocher, Barrès a dû parler toute sa vie.

Nationalisme, traditionalisme, doctrine de la terre et des morts, toutes les « idées » qu'il a formulées, expliquées, et qui, du même coup, donnaient prise à la contestation, à la dispute, apparaissent désormais accessoires, et se résolvent en un accord fondamental où nous atteignons l'âme, l'impulsion originelle, ce qu'il y a d'intime, d'essentiellement spontané sous les modes d'expression divers dont elle s'est tour à tour revêtue. « Qu'y a-t-il de vrai en moi, dit-il, parmi tous les semblants auxquels de bonne foi ou de mauvaise foi je me prête? Il y a mon sentiment des pays lorrains. Cela est réel, jaillissant et créateur en moi. » Et songeant à son enfance, à ses parents, à sa petite ville, à la guerre, il ajoute : « Je n'ai jamais eu besoin d'autres idées que celles où j'ai baigné de naissance. Grâce à elles, j'ai toujours su parfaitement quelle était la vérité. Mon nationalisme n'a été que leur expression, leur clameur et leur frissonnement. » Rien ici de théorique, de contestable ; et cette intuition qui, à son insu d'abord, puis consciemment l'a gouverné, c'est elle qui l'a défendu contre certains prestiges, qui lui a fait dire : *impossible* à tout ce qu'il sentait extérieur à lui-même, qui l'a aidé à parfaire, à dégager son essence propre : « J'ai cherché à me compléter avec ce qui ne me faisait pas horreur, à m'harmoniser plus large et plus haut. » Cette obéissance au plus profond instinct n'est, au reste, que la forme divine de ce *bon sens* qui régla la mélodie de ses désirs et qui l'a proprement *sauvé*. Aussi Barrès n'a-t-il jamais rien écrit de plus humble, de plus vrai que ces mots : « J'ai développé en moi le *bon sens* qui est très puissant dans ma famille, et je suis content de savoir la portée qu'il faut lui donner. Descartes pensait qu'il nous vient de Dieu, qu'il ne peut nous tromper, parce que Dieu ne saurait nous tromper. *Mon bon sens est de Dieu.* »

Henri Massis.

M. Charles du Bos nous adresse la lettre suivante :

« Je viens de prendre connaissance, dans le numéro du 15 octobre de *la Revue universelle*, de vos *Lectures*, et j'y rencontre cette note : « *Défaite*, c'est le mot dont se sert M. Charles du Bos dans son *Dialogue avec André Gide* ; et si toute sa pensée implique celui de « faillite », son amitié pour Gide s'est abstenue de l'employer. Mais, en dépit de la nuance, le sens est identique. »

« Je vous sais gré d'avoir restitué le mot exact dont je me suis servi, mais vous prie de bien vouloir insérer la rectification suivante. Ce n'est pas par « amitié » que j'ai employé le terme de « défaite » et non pas celui de « faillite », c'est parce que, sur le plan très simple et tout objectif du sens et de la valeur des mots, il existe à mes yeux entre les deux une différence des plus réelle ; et le mot même de « défaite » figure (p. 179) dans cette phrase strictement référée aux *Faux monnayeurs* : « La victoire de l'artiste entraînait ici la défaite du roman. » Il me paraît qu'une défaite que contre-balance une victoire n'a vraiment rien à voir avec une faillite. »

LA VIE A L'ÉTRANGER

GACHIS

En attendant de voir l'âge d'or naître de la disparition des conflits de passions politiques et de l'apaisement des concurrences d'intérêts, force est de constater que l'ère nouvelle de la fraternité universelle se manifeste par un assez joli gâchis. Faut-il s'en étonner? La logique se retrouve jusque dans l'absurde. Quand les hommes d'ordre se mettent à hurler avec les loups de peur d'être traités de réactionnaires, quand on pose en principe que la vraie paix n'a commencé que du jour où on a entrepris la démolition des traités, quand les critiques des vices de la démagogie parlementaire veulent en maintenir au moins la fiction, quand les prétendus champions du capitalisme éclairé s'abandonnent à une spéculation effrénée, on aboutit à des paradoxes comme ceux qui accentuent en Angleterre la débâcle des éléments conservateurs, qui en France réunissent dans un même gouvernement l'auteur et le destructeur du traité de Versailles, qui présentent une victoire des socialistes thécoslovaques comme un élément de stabilité, qui réveillent les convulsions polonaises et font douter les Américains eux-mêmes de leur prospérité.

Le krach de la Bourse de New-York a été l'épisode peut-être le plus retentissant de cette période d'équinoxe fertile en tempêtes. Ce n'est pas la seule manifestation de la dépression qui a franchi l'Atlantique. Une lutte ardente se développe autour de la révision des tarifs douaniers que le gouvernement de Washington a entreprise en vue de tâcher d'apaiser les doléances des campagnes. La bataille a mis en

pleine lumière les divisions du parti républicain. Elle a même pris l'allure d'une offensive parlementaire contre les pouvoirs discrétionnaires accordés au président de la République pour lui permettre de jouer son rôle d'arbitre au-dessus des passions. Ainsi même dans le pays qui a le plus profité de la guerre la liquidation ébranle l'autorité de l'exécutif.

Il y a peut-être plus de rapports qu'on ne pourrait le croire entre ce phénomène et la débâcle boursière engendrée par les dérèglements de la ploutocratie de Wall Street. Il est certain que le krach a été la conséquence d'une inflation de crédits. Il y a donc eu de la part des grands financiers, que l'on nous propose comme modèles et tuteurs, impuissance ou ignorance. L'une des explications n'est pas plus rassurante que l'autre. Par ailleurs, on contate que si on a cherché à détourner les capitaux américains de la spéculation pour les jeter à la conquête des affaires européennes, on a déterminé en même temps l'aspiration des capitaux europeéns, soit sous la forme du paiement des dettes, soit par l'attrait d'un taux d'escompte élevé. Ainsi les capitaux européens, qui ne se trouvent pas rassurés dans le vieux monde, se sont fait étriller dans le nouveau, tandis que les capitaux américains qui auraient dû chercher de beaux profits chez eux préfèrent courir les aventures européennes. Magnifique incohérence.

Et nous ne paraissons pas sur le chemin d'en sortir. Les Britanniques glissent de plus en plus à gauche. L'Australie elle-même, qui a fait de si dures expériences du socialisme, vient de se débarrasser de l'administration des partis bourgeois, victimes de leurs propres divisions. Les travaillistes vainqueurs confient la gestion des finances à un certain M. Théodore qui a les meilleurs titres. Chargé des affaires du Queensland, il a augmenté les impôts de 421 pour 100, triplé les loyers, développé le chômage, élevé les prix de la vie à un taux dépassant celui de tous les États australiens. Remercié par ses compatriotes, il est chargé de la caisse de la Confédération. Telle est la logique des démocraties.

Qu'on s'étonne après cela de voir les élections municipales anglaises apporter de l'eau au moulin socialiste. Que de déceptions pourtant depuis la rentrée en scène du cabinet Mac Donald ! A part le succès de M. Snowden à La Haye, le gouvernement travailliste a mécontenté tout le monde. Les conservateurs lui reprochent de s'engager dans des aventures en Égypte, en Palestine, dans l'Inde, de capituler devant les Soviets, de compromettre la défense navale. Tous les éléments d'ordre s'inquiètent de projets financiers, tels que la révision du régime des pensions qui va coûter six milliards de francs par an. Les ouvriers eux-mêmes se trouvent en face de l'accroissement du

chômage et d'un projet de loi sur les mines, qui laisse entrevoir une augmentation des prix du charbon et une diminution des salaires. Tel est pourtant le discrédit des bourgeois que l'orientation à gauche s'accentue encore. L'événement aura sans doute pour conséquence de renforcer la situation parlementaire du ministère en déconseillant les partis bourgeois de préparer une dissolution. La situation est beaucoup moins satisfaisante du côté des adhérents socialistes. Et c'est là peut-être qu'est le principal danger. Le ministère travailliste ne peut se maintenir qu'à condition de ne pas inquiéter par des mesures trop radicales. Enhardis par les résultats des élections, les éléments extrémistes poussent de l'avant, réclamant une politique vraiment socialiste et, pour commencer, un accroissement des indemnités de chômage. A quoi bon détenir le pouvoir, si ce n'est pas pour passer à la caisse, même quand elle n'est pas bien garnie?

A plus forte raison quand l'abnégation des contribuables a permis de constituer une réserve d'une vingtaine de milliards. La France a cette bonne fortune. Situation encourageante certes, puisqu'elle montre les brillants résultats de quelques années seulement d'ordre relatif. Tentation redoutable pour les convoitises. L'appât a joué certainement un rôle dans les convulsions qui se sont déchaînées dès la rentrée des Chambres. Il ne faut pas perdre de vue cependant que la crise du 22 octobre n'a pas été provoquée directement par une ruée des partis de gauche vers le pouvoir. C'est seulement quand le malaise provoqué par la situation internationale, par la perspective de l'évacuation de la Rhénanie et de l'abandon de la Sarre a renversé le cabinet Briand, que les partis de gauche ont été pris d'un débordement d'appétits dépassant au moins momentanément leur capacité de réalisation. Il s'est ainsi trouvé qu'une occasion de redressement a surgi de l'excès du mal. Porté au pouvoir par les maladresses des radicaux socialistes, M. Tardieu a été rejeté par le courant dans le sens de la politique nationale de M. Poincaré première manière. Mais les courants de la politique sont variables. Le vrai chef doit savoir se dégager et garder la direction de la manœuvre.

L'opération ne laisse pas d'être assez délicate quand il s'agit de mettre un frein aux entraînements de la politique de Locarno. Il est encore temps de réagir. Les combinaisons de La Haye ne sont que provisoires. Les négociations de la Sarre ne sont pas commencées. On peut tâcher d'éclaircir la regrettable équivoque en vertu de laquelle l'abandon définitif de la Rhénanie doit avoir lieu avant le 1er juillet 1930 et ne doit pourtant être réalisé que dans un délai de six mois après l'entrée en vigueur du plan Young. La première condition serait de ne pas se laisser jeter de la poudre aux yeux par

les Allemands, ou, ce qui serait pis, de se duper soi-même. N'est-ce pas exactement ce qui est en train de se produire?

Au moment même où nous découvrons qu'en dépit de toutes les nouvelles optimistes prodiguées depuis des semaines, la campagne référendaire des nationalistes allemands contre le plan Young a abouti, — au moment où le cabinet Muller parle de confier la direction de la négociation de la Sarre au fameux Rœchling, condamné à mort par le conseil de guerre français pour destruction de mines et grand agent de la propagande pangermaniste en Alsace — n'a-t-on pas la prétention de nous montrer les dirigeants du Reich, animés de l'esprit le plus locarnien? Pensez donc! le gouvernement de Berlin, docile aux invitations de la conférence de La Haye, consent à liquider ses arriérés de comptes avec la Pologne. Bien mieux, il accepte de détruire quatre chemins de fer stratégiques dans le Palatinat, moyennant l'autorisation de construire trois ponts sur le Rhin.

A coup sûr, on retrouve dans ses manœuvres des manifestations posthumes de l'adresse de M. Stresemann. Le jeu est habilement combiné pour donner les apparences d'apaisement, aussi bien du côté de l'Ouest que du côté de l'Est. Il serait bon cependant de regarder d'un peu près pour discerner ce qu'il y a derrière ces apparences.

L'avance à la Pologne est significative, et le serait plus encore si elle allait jusqu'à l'arrangement commercial que laisse entrevoir la disparition de M. Hermès qui a mené la négociation jusqu'ici avec l'âpreté des hobereaux protectionnistes prussiens. N'exagérons rien cependant. Les Allemands peuvent finir par reconnaître qu'ils ont plus à perdre qu'à gagner à se fermer le marché polonais et à entretenir de vaines querelles. Cela ne change pas la disposition de tous les partis, à commencer par les socialistes, qui ne cessent de réclamer la révision des frontières et la suppression du couloir de Dantzig. Défions-nous de la ruse plus redoutable que la violence. Ce n'est pas une ruse maladroite que celle qui vise à endormir les Polonais de Posnanie les plus nationalistes pour donner aux semeurs de discorde l'illusion de la sécurité.

On va nous accuser de machiavélisme. Cela ne nous empêchera pas de dire que la combinaison rhénane qui se prépare apparaît quelque peu suspecte. On va détruire les chemins de fer stratégiques : très bien. Mais on va jeter aussi sur le Rhin trois ponts à grand débit pour des belles routes. Or ne saute-t-il pas aux yeux qu'avec la constitution actuelle de l'armée allemande, le danger n'est pas dans une mobilisation à grand orchestre à la manière de 1914, mais dans un raid foudroyant d'une troupe de cadres, rapidement alertés et trans-

portés par camions. Il ne faut pas nous faire accroire qu'en augmentant la puissance économique de l'Allemagne, on diminue ses moyens d'agression.

De même ce n'est pas par les masses amorphes, mais par une minorité disciplinée et organisée que se manifesterait éventuellement l'esprit de revanche. N'est-ce pas précisément la leçon qui se dégage de la manœuvre du plébiscite contre le plan Young qui fait apparaître cette minorité violente et encore très forte?

L'effet est d'autant plus frappant qu'il se double de surprise, puisque toutes les statistiques annonçaient le fiasco. C'est seulement à la dernière minute que l'on a dû reconnaître que la manœuvre avait pleinement réussi dans toutes les provinces de l'est et du centre, faisant apparaître les 10 pour 100 de signatures nécessaires pour justifier l'appel au peuple?

Il est facile de se donner des apaisements, en remarquant que l'on est loin des 7 millions et demi de voix nationalistes des dernières élections, plus loin encore des 21 millions de suffrages qui seraient nécessaires pour condamner le plan Young. Il n'en reste pas moins que la manifestation jette un jour caractéristique sur l'état des esprits en Allemagne. Pour en apprécier toute la portée, il faut se rappeler que la motion présentée était un défi au sens commun, parce que, non contente de critiquer le plan Young, elle taxait de trahison des personnalités d'un patriotisme aussi éprouvé que le maréchal Hindenburg. Par ailleurs, les fonctionnaires, en grande majorité nationalistes, ont dû s'abstenir par contrainte. Plus encore, il y a eu des résistances très nettes de Ruprecht de Bavière qui n'a pas voulu se compromettre. Il y a eu aussi des réserves de la part de certaines organisations comme les Casques d'acier, obligées d'être prudentes. Il y a eu des divisions entre le clan Hugenberg et le camp Hittler. C'est qu'il ne s'agissait pas de glisser des bulletins anonymes dans une urne, il fallait se découvrir publiquement en donnant sa signature. Quand on constate qu'en dépit de toutes ces raisons d'abstention, il s'est trouvé 4 millions d'emballements ou de docilités pour soutenir un geste nettement contraire à l'intérêt actuel de l'Allemagne et qui veut seulement affirmer la persistance des arrière-pensées de revanche, on est bien obligé de constater qu'il y a encore de l'autre côté du Rhin des possibilités de troubles. Saura-t-on en tirer la conclusion?

SAINT-BRICE.

LES LETTRES

« VALOMBRÉ »

La recherche de la paternité naturelle est une des questions de droit qui soulèvent les plus graves discussions morales et politiques. Une fille-mère est abandonnée avec son enfant par son séducteur qui se détourne d'elle pour se marier et fonder un foyer légitime. Faut-il lui refuser tout recours contre cet homme, et la laisser, souvent dans la misère, subir seule les conséquences de la faute? La charité et la justice s'indignent et protestent à juste titre : le père naturel a contracté des obligations auxquelles il ne saurait se soustraire. Certes, répliquent les défenseurs de l'ordre social ; mais ces obligations constituent autant de cas d'espèces, et on ne doit pas les ériger en règles générales : ce serait un danger pour les ménages et les familles ; notre société est fondée sur le mariage, qui doit être préservé de tout scandale, fût-ce parfois au prix d'une injustice ; d'ailleurs les droits de l'épouse et des enfants légitimes sont-ils moins forts que ceux du bâtard? Et les arguments s'accumulent, également pressants, en faveur de l'une et de l'autre thèse. Le droit, d'une époque à l'autre, balance entre elles.

C'est au temps où la société était le plus fortement organisée qu'elle s'est montrée le moins rigoureuse en cette matière. Sous l'ancien régime, la recherche de la paternité était libre. Cette liberté n'allait pas sans abus, et les filles qui voulaient donner un père à leur enfant poursuivaient le plus riche de ceux qui les avaient fréquentées. C'est peut-être la raison pour laquelle la Révolution, si favorable, par

ailleurs, aux droits de l'individu, prit une mesure tout à fait contraire : la recherche de la paternité fut interdite par la Convention. Le Code civil est demeuré fidèle à la loi révolutionnaire pendant tout le dix-neuvième siècle, malgré les récriminations des philosophes et des moralistes qui dénoncèrent avec véhémence cette prime à la débauche et au libertinage. Une loi votée en 1912, tout en maintenant le principe de l'interdiction, a prévu des exceptions assez nombreuses et assez importantes pour qu'en fait la législation soit maintenant renversée au profit des enfants naturels. Au fond, quelle que soit la loi, les conflits qui mettent aux prises la famille légitime et l'enfant qui demeure d'une faute ancienne sont toujours complexes et d'une solution délicate. Les drames auxquels ils peuvent donner lieu ne manquent pas dans l'histoire judiciaire. Il n'est pas étonnant que l'un d'eux ait inspiré un romancier : c'est le sujet du dernier livre de M. Henry Bordeaux : *Valombré*.

L'intrigue de ce roman tient en quelques mots. Le comte Eynard de Varce a fait disparaître dans un torrent l'enfant qu'il avait eu, avant son mariage, d'une institutrice, Monique Desclaux. Le crime est découvert. Mais Monique Desclaux est seule arrêtée, seule poursuivie, car elle s'est accusée, et cache le nom de son amant, à qui son cœur demeure fidèle. L'événement se passe, d'ailleurs, avant 1912, et la loi protège M. de Varce. Cependant la comtesse de Varce et son père, le marquis d'Arnay, apprennent l'affaire. Quoique le jeune ménage ait un fils, le petit Bruno, la comtesse, trop fière pour accepter le sacrifice de Monique Desclaux, supporte malaisément le lâche silence de son mari. Mais le marquis d'Arnay exige ce silence, pour l'honneur de la famille ; il se réserve de faire justice à son heure. Pour finir, il ne se passe rien : une crise de folie fait bénéficier Monique Desclaux d'un non-lieu ; le marquis d'Arnay, qui tente de tuer son gendre au cours d'une chasse, le manque. Les années passent. Le destin se réserve une autre victime expiatoire, Bruno, qui sera tué pendant la guerre.

On pourrait reprocher à M. Henry Bordeaux d'avoir trop habilement ménagé les circonstances, et parfois les hasards, qui servent à arranger les choses. Mais c'est le droit strict du romancier, du moment que son intervention n'atteint pas la vérité psychologique des personnages. Mieux vaut le féliciter d'avoir amené tour à tour avec une souveraine maîtrise les situations qui lui permettaient d'examiner tous les aspects de la question posée. Un tel problème méritait une étude aussi largement développée. M. Henry Bordeaux nous donne là un très beau roman social, dans le genre où M. Paul Bourget a écrit quelques-unes de ses plus grandes œuvres.

Ce livre nous montre surtout que des lois, même ajustées avec le plus grand soin, ne sont pas tout dans l'ordre d'une société. Il est des cas, et celui-ci est du nombre, où il faut des traditions plus souples et plus humaines que la loi écrite, si l'on ne veut pas que la répression d'une faute entraîne à des maux plus grands encore. M. Henry Bordeaux nous dit, dans une brève introduction à son roman : « Une société qui cesserait de se défendre serait bientôt submergée. » Mais elle se défend mieux encore par ces ouvrages avancés : l'éducation, les notions premières, les mœurs relevées ou maintenues surtout par le sens religieux, que sur place, contre les attaques individuelles ou collectives. Autrement dit, dans une société bien faite, il n'est pas toujours nécessaire d'avoir recours à la loi et à la justice. Les institutions familiales, notamment, peuvent y suppléer avec bonheur. M. Henry Bordeaux nous fait voir, dans le marquis d'Arnay, le survivant d'un temps où elles avaient plus de force qu'aujourd'hui, plus d'efficacité aussi. Sans doute est-ce par une singulière application de la justice féodale que le terrible marquis tente d'assassiner son gendre. Mais si tous les acteurs de ce drame avaient suivi les mœurs de jadis, les choses se seraient passées plus simplement et plus normalement. Le marquis le dit lui-même au comte de Varce : « On n'abandonne pas ses bâtards, monsieur. Nos ancêtres ne les abandonnaient pas. Il y en eut d'assez célèbres, comme le bâtard de Dunois. Et quand la femme légitime était assez intelligente pour comprendre l'étendue de son devoir, elle prenait même le bâtard sous sa protection et l'élevait avec les autres enfants. » Ajoutons que les vieilles familles disposaient de moyens pour qu'autour d'elles chacun fût à sa place. Des postes de confiance, comme régisseur ou comme intendant, étaient donnés à de jeunes hommes dont on pouvait dire, sans figure, qu'ils étaient un peu de la famille. Ils partageaient la vie de ceux qui étaient tout à la fois leurs maîtres et leurs parents. Ne devenaient-ils que piqueurs ou valets de chiens, ils chassaient et chevauchaient, côte à côte, auprès de leurs demi-frères. Une morale formaliste y trouverait peut-être à redire. Ces solutions de bon sens satisfaisaient du moins l'équité.

M. Henry Bordeaux, du reste, a voulu que la voix de la morale fût entendue aussi : celle de la plus sûre et la plus élevée, la morale religieuse. Il a situé son roman dans un pays qu'il aime et qu'il connaît bien, le Dauphiné ; et après avoir noué son intrigue, il imagine que les moines de la Grande-Chartreuse sont consultés par l'avocat qui a reçu les confidences de Mme de Varce. Ce n'est pas un des moins beaux chapitres du livre que celui où nous voyons la justice humaine, dépassée, faire ainsi appel à des lumières supérieures. Un grand

ordre religieux nous apparaît là comme l'un de ces puissants contreforts de l'édifice social, dont M. Henry Bordeaux parlait tout à l'heure. Non qu'il ait à intervenir dans le règlement juridique d'une telle question. Mais dans une affaire où la justice doit être tempérée d'une immense charité, un prêtre, et plus encore un moine, est seul à pouvoir porter certains secours moraux sans trahir aucun secret.

En définitive, et c'est la profonde leçon de ce livre, la nature de l'homme est trop imparfaite pour qu'on puisse rêver pour elle, en toutes circonstances, un ordre absolu. Mais de grands cœurs, soutenus par des traditions nobles et saines, peuvent suppléer à l'insuffisance des lois formelles. Cette leçon, M. Henry Bordeaux nous la donne avec une autorité que toutes les formes de son talent ont servie. Car il y a en lui au moins deux romanciers : celui qui, avant la guerre, s'attachait surtout à peindre les forces morales de la société ; et, depuis dix ans, un amateur d'âmes qui n'est pas demeuré étranger aux enrichissements, parfois troublants, de la science psychologique. Aussi est-ce avec une large compréhension du cœur humain qu'il a abordé un problème émouvant entre tous. On voudrait parfois faire passer les hommes attachés à la conservation de l'ordre pour des cœurs secs, plus épris de préceptes doctrinaux que de réalités vivantes. Le livre de M. Henry Bordeaux montre au contraire que la charité n'est ni moins vive ni moins sérieuse quand elle cherche pour appuis la sagesse et la vérité.

André Rousseaux.

Les Livres Nouveaux.

TCHOUK, par *Albert Marchon* (Grasset).

Aucun des lecteurs du délicieux *Bachelier sans vergogne* ne pourra s'empêcher de suivre attentivement la carrière littéraire de M. Albert Marchon, ne fût-ce que pour la curiosité de rechercher les causes du plaisir qu'il leur procure. Et sans doute trouvera-t-on que M. Marchon a plutôt inventé une manière de se promener qu'une manière d'écrire. Son nouveau roman ne dépasse nulle part les bornes d'un naturalisme assagi, et l'histoire de la déchéance sociale d'une veuve et de son petit garçon, que tracassent des créanciers rustauds et des robins de province, se déroule sans surprise. Le personnage même de l'enfant trop sensible, incompris au foyer et brimé en classe, est une figure de connaissance, ayant représenté déjà pour nombre d'écrivains un commode alibi. Mais le livre se lit à merveille et une certaine humilité de ton lui confère un poignant degré de crédibilité. Tout en scènes brèves, et sans jamais ôter ses héros de la vue du lecteur — qui ne comprend guère mieux qu'eux ce qui leur

arrive — il le lie à leur sort, l'associe à leurs avatars, bref l'intéresse, ce qui est bien le principal en matière de roman. M. Marchon s'y prend de telle sorte que l'on tient pour admis, sans plus, le petit « Tchouk » et sa mère, et qu'on dévisage à travers leurs yeux le monde de fantoches qui les entoure. Vision qui prend je ne sais quoi de perçant à la fois et d'inachevé, d'enfantin, en un mot ; nul ne doutera que si le Tchouk devient jamais grand et qu'il entreprenne de conter le drame de son enfance, ce ne soit sur ce ton-là — à supposer qu'il ait beaucoup de talent, du moins voyant, mais du plus sûr.

MAXIMILIEN VOX.

UNE MÉLODIE SILENCIEUSE, par *René Schwob*. (Grasset.)

M. René Schwob est hors d'état de rien écrire qui ne soit intéressant. Merveilleusement doué pour prendre au sérieux les choses ordinaires, au tragique les choses sérieuses, il s'élève d'emblée, et à propos de tout, jusqu'à des hauteurs où son sujet ne le suit pas toujours, mais où il demeure précieux de retrouver M. Schwob conférant avec lui-même. Il lui est donné, par un effet de son adhésion à la métaphysique chrétienne, de continuer à sentir avec acuité tous les problèmes en fonction de sa sensibilité personnelle, mais d'en proposer en même temps la solution par un système du monde dont la réalité est pour lui si objective qu'il l'applique avec autant de fruit à un voyage en Espagne, une conversion qu'à un film de Charlot.

C'est dire que son livre sur le cinéma est brillant, profond, plein de notations justes et d'abstractions parfois déconcertantes, « travaillées » avec une sorte d'intensité qui rappelle la secrète fièvre dont se nourrissait le héros de Proust lorsqu'il avait assisté à une représentation de la Berma. Son analyse de l'art de Charlie Chaplin va fort loin. « Charlot, dit-il, n'essaie jamais de se rendre ridicule, c'est là son fort. » « Le monde de Charlot est un monde pétrifié. » « Charlot est un esprit qui, à son insu, s'est pris pour fin : le solitaire absolu. » Voilà d'excellentes formules.

Puis M. Schwob étudie les principaux films qui marquèrent les années passées : *Napoléon*, *Métropolis*, *le Batelier de la Volga*, *Chang*, *Un chapeau de paille d'Italie;* et nous restons par moments confus de n'y avoir point vu tant de choses. C'est l'honneur du cinéma que d'avoir suscité, outre tant de badauds, le critique qui conclut : « Un film est l'approximation, jusqu'à présent la plus ressemblante, du mystère où baigne l'homme et qui, malgré lui, l'emporte à sa fin. »

Mais l'arc de triomphe élevé par M. Schwob à la gloire de l'art muet pourrait bien être destiné à ne servir que de monument funéraire. La *Mélodie*, hélas, a cessé tout à fait d'être *silencieuse*...

M. V.

PATTE BLANCHE, par *Helen Mackay*. (Éditions des Portiques.)

Ce livre, auquel a été décerné le prix des Éditions des Portiques, est un roman écrit en français, et dans un français cristallin et subtil, par une Irlandaise. En une suite de paragraphes brefs, il nous retrace la vie d'une petite Vénitienne du peuple, appelée Zà-Bi, abréviation de *Zampetta Bianca;* ce surnom lui a été donné à cause de son souci constant de ne pas salir ses mains blanches. Fille d'un boulanger généreux à l'excès et insouciant, et d'une mère morte trop tôt, Zà-Bi se trouve chargée de nourrir et d'élever une famille de frères et de sœurs. Avec une étonnante délicatesse de touche, Mme Mackay nous dépeint l'existence précaire de son héroïne, ses luttes contre la misère et la mauvaise chance, son héroïsme incessant et spontané. Nulle déclamation, nulle sensiblerie : l'auteur déroule son récit, et à peine par instants se permet-elle d'interrompre, par un léger commentaire, la vie cahotée de Zà-Bi, ses ennuis, ses déceptions, ses rares et fugitifs bonheurs. Grâce à cette pudeur d'expression, elle trouve le chemin de notre cœur, et nous émeut profondément. Avoir traité un tel sujet avec un pareil tact, en avoir dégagé la poésie en évitant les périls de la mauvaise littérature et de l'attendrissement facile, voilà qui fait attendre avec sympathie le prochain livre de Mme Mackay.

François Fosca.

L'HISTOIRE

LES ÉVANGILES ET LA CRITIQUE ACTUELLE

Dans un précédent article, nous avons montré les erreurs et les singulières témérités de la critique soi-disant scientifique, lorsqu'elle s'attaque aux évangiles. D'après Renan et son système, les évangiles ne pouvaient être que légende, puisqu'ils contiennent des miracles. D'où l'audacieuse conclusion qu'ils n'avaient pu être écrits que très longtemps après les événements, et par des hommes n'appartenant plus à la première génération chrétienne. Pieux faussaires, ces rédacteurs tardifs auraient, à un texte primitif fort simple, ajouté ou interposé les miracles, la résurrection, etc. Bref, d'un homme ils auraient fait un dieu : car, nonobstant d'innombrables protestations de respect hypocrite, telle est bien la substance de la *Vie de Jésus*.

Dans un deuxième système, qui n'exclut pas, d'ailleurs, le premier, M. Alfred Loisy a imaginé un travail d'embellissement légendaire et, pour tout dire, de divinisation, accompli par une pensée anonyme, la mystérieuse « pensée chrétienne ». D'autres, plus récents, ont fait naître le mystère chrétien des mystères païens et le Christ ne serait plus qu'un mythe solaire, comme Osiris, Adonis ou Mithra. Une école d'outre-Rhin, surenchérissant encore, croit avoir trouvé la clé de la doctrine de saint Jean dans les livres sacrés des Mandéens, obscure tribu asiatique.

Sans parler de son incohérence, ce fourmillement d'hypothèses successives et contradictoires ne témoigne guère de la solidité de la thèse négative. A ces efforts stériles, à ces systèmes renversés aussitôt qu'édifiés, la critique traditionaliste et catholique oppose l'œuvre méthodique de travailleurs savants et patients. Car si l'Église s'est mise un peu tard aux études bibliques, elle n'a, en somme, rien perdu pour attendre. Elle voit aujourd'hui éclore tout

un essaim d'exégètes dont les adversaires eux-mêmes sont contraints de saluer l'érudition et le talent. Il est difficile de mieux connaître l'Orient ancien et moderne que le P. Lagrange, auteur universellement réputé d'un commentaire magistral sur chacun des évangiles. De ces ouvrages et de quelques autres, parus surtout en Angleterre et en Allemagne, le P. Joseph Huby s'est inspiré pour écrire une sorte de mise au point. Son petit livre, intitulé l'*Évangile et les Évangiles*, se lit très facilement ; il est à la portée des personnes les moins doctes.

Une chose est, tout d'abord, certaine, c'est que les évangiles n'ont pas été écrits du vivant du Seigneur, ni même immédiatement après sa mort, mais dans la période de vingt à trente ans qui a suivi. Ce laps de temps, si considérable qu'on le juge, ne peut suffire à former une légende, car il resterait des témoins oculaires pour la démentir. D'autre part, si les évangiles n'ont pas été prêchés isolément, ils ont fait, dès le premier jour, partie intégrante de l'enseignement, ou *catéchèse*, des apôtres. Ainsi et c'est ce qui explique l'apparition tardive des évangiles écrits. Rien n'était plus conforme aux usages antiques. Socrate, dans le *Phèdre* de Platon, soutient longuement la supériorité de l'enseignement oral. César, dans le *De Bello Gallico*, nous apprend que la théologie des druides était tout entière mise en vers, et que les catéchumènes devaient l'apprendre par cœur, afin, d'abord, d'exercer leur mémoire, et ensuite, d'éviter la divulgation d'un dogme essentiellement secret. La *Mischna* des Juifs n'est qu'un recueil rabbinique de commentaires demeurés longtemps oraux.

L'évangile est donc resté d'abord incorporé à la catéchèse orale des apôtres et ce n'est que plus tard, au moment surtout où la religion nouvelle s'est répandue, qu'il a pu être partiellement écrit et s'en détacher. Ici, la critique orthodoxe fait intervenir une hypothèse qui, à l'avantage de la vraisemblance, joint celui de concorder avec tous les documents connus. Au lieu d'imaginer, comme la critique adverse, de premiers évangiles absolument fabuleux, un « proto-Mathieu », un « proto-Marc », qui auraient été ensuite embellis et déformés pour les besoins de la cause, elle suppose que certains auditeurs des apôtres auront, çà et là, pour leur plaisir et leurs besoins personnels, consigné par écrit leur catéchèse. Ces relations auront été rarement complètes. Selon les goûts et les dispositions de chacun, l'un n'aura relevé que les discours ou les sentences du Seigneur, l'autre, les principaux événements de sa vie. Telles seraient les sources écrites qui auraient pu préexister à la rédaction d'ensemble des évangiles. Cette hypothèse est conforme à ce que nous savons de l'enseignement des apôtres. Nous n'avons, certes, ni la catéchèse lit-

térale de Pierre, ni même celle de Paul, bien que certaines épîtres, comme celles aux Romains et aux Colossiens, puissent en donner une idée. Nous voyons, néanmoins, comment viennent s'y enchâsser les épisodes les plus saillants de la vie du Christ et ses paroles les plus frappantes. L'embryon de la « christologie » de Paul, avec la généalogie davidique, est en tête de l'Épître aux Romains : « Paul, serviteur de Jésus-Christ, appelé à être apôtre, mis à part pour l'Évangile de Dieu, qu'il avait promis auparavant par ses prophètes dans les Saintes Écritures, touchant son Fils, qui est né de la race de David selon la chair et qui, selon l'Esprit de Sainteté, a été déclaré Fils de Dieu, avec puissance, par sa résurrection d'entre les morts... »

La première aux Corinthiens renferme deux autres passages importants de l'évangile tel que le prêchait saint Paul. Le premier (xi, 23-26) évoque la Cène et l'institution de l'Eucharistie dans les mêmes termes que Mathieu et Marc, avec, toutefois, une addition reproduite par Luc. Le deuxième (xv, 3-11) concerne la résurrection. Il est ainsi conçu : « Or, je vous ai enseigné avant toutes choses ce que j'avais reçu, (savoir) que Christ est mort pour nos péchés, selon les Écritures, et qu'il a été enseveli, et qu'il est ressuscité le troisième jour, selon les Écritures ; et qu'il a été vu de Céphas (Pierre), ensuite des Douze ; après cela, il a été vu de plus de cinq cents frères en une seule fois, dont la plupart sont encore vivants, et quelques-uns sont morts. Depuis, il se fit voir à Jacques et ensuite à tous les apôtres. Et après tous, il m'est aussi apparu, comme à un avorton... Soit donc moi, soit eux (les autres apôtres), c'est là ce que nous prêchons et ce que vous avez cru. »

Déclaration d'un extrême intérêt, car elle montre que les apôtres, si variés que pussent être leurs commentaires particuliers, prêchaient la même catéchèse. En effet, les passages de l'Évangile que cite Paul sont conformes à ceux de Mathieu. Quant à l'évangile de Pierre, on en trouve le canevas précis dans le discours que, selon les *Actes*, le premier apôtre tint à Césarée, devant le centurion Corneille (x, 37-41).

« Vous savez ce qui est arrivé dans toute la Judée après avoir commencé en Galilée, à la suite du baptême que Jean a prêché ; comment Dieu a oint l'Esprit Saint et de force Jésus de Nazareth, qui passa à travers le pays en faisant le bien et en guérissant tous ceux qui étaient sous l'empire du démon, car Dieu était avec lui. Et nous, nous sommes témoins de tout ce qu'il a fait dans le pays des Juifs et à Jérusalem : lui qu'ils ont tué en le pendant au bois. Ce Jésus, Dieu l'a ressuscité le troisième jour et il a accordé qu'il devînt visible, non à tout le peuple, mais aux témoins choisis d'avance par Dieu, à nous qui avons mangé et bu avec lui, après qu'il fut ressuscité des morts. »

C'est en présence de ces abrégés et de ces fragments multiples, beaucoup plus nombreux même que nous ne le supposons, que se trouvèrent les auteurs des évangiles d'ensemble. D'après Papias, le premier de ceux-ci fut Mathieu, l'un des Douze, qui écrivit en hébreu (c'est-à-dire en araméen, langue mêlée de chaldéen que parlaient les Juifs au temps de Jésus), les *Oracles du Seigneur*, recueil de préceptes qui n'excluait sans doute pas une partie narrative. Marc, interprète de Pierre, recueillit, d'autre part, la vie du Christ telle que le premier apôtre était amené à la conter, « sans ordre », c'est-à-dire fragmentairement et selon les besoins de sa prédication. Cet évangéliste a, en outre, suivant la conjecture du P. Lagrange et de l'Anglais Swete, utilisé une relation écrite de la Passion du Seigneur. Telles sont les origines de nos deux premiers synoptiques. Le texte araméen de Mathieu a été perdu, mais saint Jérôme le connaissait. La traduction grecque s'est augmentée d'une partie des récits contenus dans Marc. C'est une concession on ne peut plus honorable que la science catholique a été amenée à faire à la saine critique. Comme l'a dit le P. de Grandmaison : « L'identité substantielle de l'évangile selon saint Mathieu ne s'oppose pas à ce que le traducteur du Mathieu araméen, surtout pour la partie narrative commune avec Marc, ait mis à profit la rédaction grecque de celui-ci, utilisant, avec certains traits épisodiques, les expressions du second évangéliste pour le difficile passage de l'araméen au grec. »

La composition de Mathieu doit, suivant saint Irénée, se placer au temps où « Pierre et Paul prêchaient l'évangile à Rome et fondaient l'Église », c'est-à-dire vers 60 après Jésus-Christ, dans tous les cas avant 64, date de la persécution de Néron. Quant à l'œuvre de Marc, d'après Clément d'Alexandrie, elle fut écrite à Rome du vivant même de Pierre. Les deux premiers évangiles seraient donc à peu près contemporains, mais l'un resta longtemps confiné en Palestine, tandis que l'autre se répandait dans le monde gréco-romain.

L'auteur du III^e^ évangile, Luc, est identifié au médecin grec Lucas, compagnon de saint Paul. Il a écrit après ses deux premiers émules, qu'il suit et qu'il combine adroitement, mais en utilisant des sources nouvelles qui rendent son œuvre en grande partie originale. Ces morceaux qui lui sont propres sont notamment : l'évangile de l'Enfance, le ministère de Jésus en Galilée, des paraboles comme celles du Bon Samaritain, du Banquet où les invités se dérobent, de la Brebis Perdue, de la Drachme et de l'Enfant égarés, du pauvre Lazare et du Mauvais Riche, du Pharisien et du Publicain ; les épisodes de la Pécheresse aux pieds de Jésus, de la Conversion de Zachée, le pardon du Christ à ses bourreaux et le repentir du

Bon Larron, etc. Fort probablement Luc recueillit ces renseignements sur place, soit sous forme de relations écrites, soit sous forme de confidences orales, durant un assez long séjour qu'il fit en Judée, où il avait accompagné saint Paul, en 57-59. Une foule de témoins du Christ vivaient encore : Jacques, les anciens, les saintes femmes compagnes de Marie, et peut-être la mère du Sauveur elle-même. C'est sinon d'elle, du moins de ses compagnes, que Luc tenait ces détails si frais et si vivants sur l'enfance du Christ. Il a, d'ailleurs, indiqué sa source, lorsqu'il a dit : « Marie conservait toutes ces choses dans son cœur. »

Quant au IVe évangile, nous avons, dans l'article déjà rappelé plus haut, exposé assez longuement quelles raisons de vraisemblance, de témoignages et d'autorité militent en faveur de son attribution traditionnelle à l'apôtre saint Jean. Le P. Huby fortifie cette thèse avec bien de la science et bien du talent. Selon sa remarque, Clément d'Alexandrie (qui vivait à la fin du deuxième siècle) a dit le pourquoi de ce quatrième livre, venu trente ans après les autres : « Jean, le dernier de tous, constatant que les faits matériels avaient été contés dans les autres évangiles, à la requête de ses amis et sous l'inspiration de l'Esprit, composa *l'Evangile spirituel.* » Pouvait-on être plus clair et plus net? Est-il impossible que la parole du Christ ait parfois reflété le mystère profond de sa nature et que le sens, obscur ou transcendant, en ait échappé à la plupart de ses disciples? Le fait serait-il sans exemple dans l'histoire des littératures anciennes? Que saurions-nous de la pensée de Socrate, si nous ne pouvions en juger que par les *Mémorables* de Xénophon?

Comment la spiritualité, la mysticité, la transcendance auraient-elles été introduites après coup, et frauduleusement, par celui qui s'est dit le « disciple aimé »? Elles apparaissent dès le premier évangile, dans ces « oracles » de Mathieu, que toute la critique antichrétienne considère justement comme l'écho fidèle de Jésus. Or, voici l'admirable prière que Mathieu (XI, 25-27) place dans la bouche du Christ : « Je te rends gloire, Père, Seigneur du Ciel et de la Terre, de ce que tu as caché ces choses aux sages et aux avisés et les as révélées aux petits enfants. Oui, Père, grâces de ce qu'il t'a plu ainsi. Toutes choses m'ont été données par mon Père. Et personne ne connaît le Fils, sinon le Père, ni personne ne connaît le Père, si ce n'est le Fils, et celui à qui le Fils veut le révéler. »

Comme l'observe le P. Huby, tout le quatrième évangile n'est-il pas contenu là, *in nuce?*

Paul Ballaguy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

JULIUS CURTIUS

Même en Allemagne, au pays par excellence de la méthode et des programmes lentement élaborés et religieusement appliqués, le provisoire a souvent autant de chances de durée que les actes accomplis après de longues et solennelles délibérations. La nomination définitive de M. Curtius au poste de ministre des Affaires étrangères, en remplacement du docteur Stresemann, dont il avait été le bras droit à la Conférence de La Haye, n'a donc rien qui doive surprendre. On devait au contraire s'y attendre, depuis que, pour éviter un fâcheux intérim en un moment où se discutaient des questions d'un intérêt primordial pour le Reich, le chancelier d'Empire, d'accord avec le président Hindenburg, avait confié à M. Curtius le portefeuille des Affaires étrangères. Il fallait, il est vrai, compter avec l'opposition du Centre qui tenait prêts deux candidats importants à la succession Stresemann : l'ex-chancelier Wirth et le protonotaire apostolique, Mgr Kaas. Mais bien des raisons militaient contre eux. Le premier n'a pas laissé d'excellents souvenirs en Allemagne où sa politique extérieure a été nettement désapprouvée, même par son parti. Quant au second, outre que sa qualité de prélat de Sa Sainteté ne le recommande pas à la grande majorité des Allemands, on sait d'avance qu'il est très nettement hostile à la politique de Stresemann, à la politique de Locarno, de Thoiry et de Genève. Or, dans l'état actuel des choses, on ne peut envisager en Allemagne que deux hypothèses : continuer la politique des protestations pacifiques et des concessions apparentes qui a si bien réussi à Stresemann, ou adopter une politique franchement nationaliste. Ni Wirth, ni Mgr Kaas ne

répondaient à ces exigences. Il fallait donc — puisque dans l'incertitude où l'on se trouvait quant au résultat du referendum Hugenberg, on ne pouvait faire appel à un nationaliste — choisir le candidat le mieux apte à continuer — au moins jusqu'à la fin de la deuxième conférence de La Haye — la tradition de Stresemann.

Julius Curtius, qui remplissait depuis 1926 *les fonctions de ministre de l'Économie nationale, n'est pas — sans être néanmoins à tous les points de vue un* homme nouveau *— un de ceux dont l'opinion internationale s'est beaucoup occupée jusqu'ici. Wirth, von Hœsch, Mgr Kaas, von Schubert sont, évidemment, mieux connus à l'étranger. Curtius ne s'est guère fait connaître au dehors qu'au mois d'août dernier, à la conférence de La Haye, où il seconda avec tact, habileté et dévouement, les opérations difficiles et ingrates du docteur Stresemann.*

Petit avocat de province, né en 1877 *à Duisbourg en Rhénanie, M. Curtius, comme celui dont il assume l'écrasante succession, est un* self-made-man. *Après de sérieuses études aux universités de Strasbourg, de Heidelberg et de Paris, il rentra dans sa ville natale où il ouvrit un cabinet d'avocat.*

La guerre le transforma en capitaine d'artillerie. L'armistice le rendit à la vie civile; mais Curtius, prévoyant sans doute l'occupation de Duisbourg par les troupes belges, alla se fixer à Berlin d'où chaque semaine il revenait dans son pays pour visiter ses parents, ses amis et ses clients. En 1920, *il entra au Reichstag. C'est le pays de Bade qui l'y envoie en qualité de député populiste.*

Le parti populiste auquel le docteur Curtius avait adhéré (Deutsche Volkspartei) *est, on le sait, issu de l'ancien parti national libéral qui, en dépit de bien des heurts, fut de* 1867 *à* 1878 *l'un des plus fidèles et des plus actifs soutiens de Bismarck, puis, affaibli aux élections de* 1877, *se reconstitua peu à peu grâce à l'autorité de Bassermann. Les nationaux-libéraux, en raison de leurs attaches avec l'industrie lourde, intéressée plus que personne aux commandes de guerre, crurent jusqu'à la dernière minute à la possibilité de maintenir l'ancien régime et, le* 7 *novembre* 1918, *deux jours avant la révolution, refusèrent de s'associer à la majorité, pour réclamer l'élection d'une Assemblée constituante. Stresemann, la veille encore annexionniste farouche, mais surtout opportuniste, se déclare immédiatement disposé à accepter le régime nouveau, sans renier l'ancien, afin de rallier toux ceux qui veulent être là, au jour où la politique d'opposition devra faire place à la collaboration.*

Pour juger en toute objectivité l'œuvre de Stresemann, — mais aussi pour imaginer avec quelques chances de probabilité ce que sera

l'activité de Curtius, — il est bon de ne pas oublier que les populistes, en qui nous nous complaisons en France à voir les champions de la paix et de l'européanisme, ont refusé de voter la constitution de Weimar, protesté contre la signature du traité de Versailles, manifesté pour le drapeau noir-blanc-rouge réclamé par les pangermanistes contre le drapeau noir-rouge et or symbole de la République, adhéré à la tentative du coup d'État monarchiste Kapp-Lüttwitz, organisé la résistance passive, empêché les mesures destinées soit à protéger les travailleurs, soit à réprimer les excès nationalistes, entravé les lois proposées pour la défense de la république. Monarchistes de cœur, partisans passionnés de l'unité allemande pourvu que soit respectée l'indépendance de la Prusse, défenseurs de l'école confessionnelle, ils se sont surtout montrés préoccupés du redressement économique de l'Allemagne et de la bonne marche des affaires industrielles.

Il serait évidemment injuste de rendre M. Curtius responsable des tergiversations habiles de Stresemann aussi bien que des préoccupations utilitaires de son parti. Mais il serait plus imprudent encore de lui faire a priori *trop de confiance.*

Orateur solide plutôt que brillant, Curtius qui, sans doute, ne possède pas le talent diplomatique dont, grâce à la faiblesse et à l'ignorance de M. Briand, Stresemann a tiré si abondamment parti, a rendu à son prédécesseur des services éminents, notamment en 1924, lorsqu'il s'est agi de faire admettre le plan Dawes. Tout en reconnaissant les qualités solides, l'énergie et la méthode de M. Curtius qui apparaît, au sein du parti populiste, comme le plus disposé à collaborer avec les partis de gauche et, par conséquent, à éviter des difficultés aux hommes qui dirigent actuellement la coalition allemande, on ne se cache pas en Allemagne pour déclarer que, jusqu'ici, son rôle en politique étrangère n'a consisté qu'à se plier docilement et habilement aux directives de M. Stresemann.

Parce qu'à La Haye, Curtius s'est déclaré partisan du plan Young et y a, comme on l'écrivait l'autre jour, « énergiquement appuyé les efforts du ministre des Affaires étrangères pour rendre possible la conclusion d'un accord de principe », on en conclut chez nous que le ministre des Affaires étrangères est un ami de la paix. Si on l'osait, on dirait de lui, comme on n'a pas craint de le dire de Stresemann, qu'il est un ami de la France.

Nous demandons à voir, d'autant plus que le succès du referendum Hugenberg, déclaré impossible jusqu'à la dernière heure, a montré combien de gens en Allemagne sont encore hostiles à la politique de rapprochement pour manifester, par un vote, écrit leur volonté de voir rejeter le plan Young.

Si, comme on a pu le constater à diverses reprises, M. Stresemann a voulu, dans le pressentiment de sa fin prochaine, mettre M. Curtius au courant des affaires, le désignant ainsi comme son successeur et l'héritier de sa pensée, c'est qu'en effet M. Curtius avait, à maintes reprises, montré qu'il ambitionnait d'exécuter et de parachever les intentions de son chef.

Nous avons déjà dit comment, en 1924, *il avait négocié entre le gouvernement Marx-Stresemann et le parti pangermaniste, en vue de faire accepter le plan Dawes. Mais, en des circonstances plus graves et plus significatives pour les relations à venir de M. Curtius avec la France, le nouveau ministre des Affaires étrangères allemand a montré mieux encore jusqu'à quel point sa pensée politique s'identifiait à celle de M. Stresemann.*

Ceux qui ont pu voir celui-ci dans l'intimité — ou même tout simplement au cours des réceptions hebdomadaires réservées à la presse étrangère accréditée à la Wilhelmstrasse — savent que Stresemann ne se gênait pas pour démentir énergiquement les affirmations optimistes de M. Briand concernant les entretiens de Locarno, de Thoiry et de Genève. Il ne s'en faisait pas faute non plus dans ses discours : « Nous n'avons prononcé, déclara-t-il un jour, aucune renonciation morale de n'importe quel caractère, relatif à des provinces allemandes ou à des populations allemandes. »

M. Stresemann pensait-il que ces paroles manquaient de précision? Reste qu'en France on s'est appliqué à ne pas les entendre. En tout cas, M. Curtius crut nécessaire de revenir, au congrès du parti populiste tenu quelques jours après à Baden-Baden, sur les déclarations de son chef, avec une netteté qui vraiment ne laisse rien à désirer. Et voici comment il s'exprima :

« *Il est très regrettable qu'à gauche aussi bien qu'à droite, on nous présente toujours le pacte de sécurité en premier lieu comme une renonciation à l'Alsace-Lorraine. Pourtant il ne s'agit nullement de renoncer à un pays allemand ni à une population allemande. Il s'agit purement et simplement d'un engagement réciproque de ne pas se faire la guerre à la frontière ouest. Je ne nierai pas que cet engagement représente pour beaucoup d'Allemands un sacrifice important.* Les Alsaciens-Lorrains exigent la sauvegarde de leur « Deutschtum », en vue de réparer finalement l'oubli de 1918, c'est-à-dire qu'en se réclamant du droit de libre disposition des peuples, ils exigent un plébiscite sur l'autonomie alsacienne-lorraine. *Si l'on parle en Alsace-Lorraine de cette question, on comprend vite que la politique allemande a été bien inspirée* en renonçant à la réannexion de ces deux provinces par la force, tout en ne renonçant nullement à des choses auxquelles l'Alle-

magne ne peut pas renoncer. *Nous ne renoncerons jamais à la germanité de l'Alsace-Lorraine, mais, en renonçant à la violence, nous nous sommes assuré la possibilité d'entretenir des relations avec ces populations qui, du point de vue de la race, nous sont parentes. Cette possibilité, nous tenons à la conserver.* »

Quand on se souvient qu'à ce moment les autonomistes alsaciens, soutenus par l'or allemand, causaient à notre gouvernement les plus graves difficultés, on ne peut pas ne pas avoir quelques doutes très sérieux sur les sentiments qui guidèrent le nouveau ministre des Affaires étrangères du Reich dans l'interprétation des clauses du traité de Versailles et des engagements de Locarno et de Thoiry.

D'ailleurs, rien ne nous semble plus logique. Bon Allemand comme l'était son prédécesseur, il défendra sans démordre les intérêts de son pays. Et, puisque pour obtenir nos concessions il suffit d'agiter l'olivier de la paix, M. Curtius ne se fera pas faute d'user de cet accessoire. Mais pas plus que Stresemann, il ne cédera jamais sur les questions que tous les partis allemands, quels qu'ils soient, sont unanimes à considérer comme vitales.

★★★

Le Théâtre : *Débordement.*

On pourrait être dans l'alternative : laisser aller à l'oubli sans même les nommer les pièces qui ne font que passer, afin de consacrer plus de temps à celles qui durent. Mais par le temps qui court, ce ne serait pas une solution : les pièces qui durent ne sont pas meilleures que celles qui ne durent pas. Dans les nombreuses nouveautés d'une quinzaine, il n'en est pas une qui mérite sérieusement qu'on lui sacrifie les autres. Les seuls ouvrages solides qui ont paru sont des reprises.

Alors, succès ou insuccès, le mieux est sans doute d'essayer de passer la revue en fournissant un mot d'explication.

A la date du 25 octobre, M. Pitoeff en était déjà à son second insuccès de la saison. Après *le Singe velu*, le public n'a pas non plus goûté *Magie*. Raison différente, même résultat. *Magie* est une de ces pièces où d'héroïques débutants précipitent cinq ou six sujets dont le moindre serait trop grand. Non sans qu'on sente d'ailleurs frissonner des dons encore inexpérimentés. Mais M. Pitoeff, à quoi pense-t-il?

Guère moins expérimentés paraissent les deux auteurs d'une gentille pièce jouée à la petite salle des Champs-Élysées : *Au clair de la lune*, par MM. Bouvelet et Bradby. Eux, c'est un autre genre d'inexpérience, et ils ont tiré une pièce trop mince et trop lente de ce qui pouvait être un sujet de roman.

On ne sait si *les Transfuges*, de M. Sindral, feront courir les foules au théâtre Femina ; on en serait surpris ; c'est un mélange assez raide et puéril de politique et d'amour, œuvre d'un amateur qui, heureusement pour lui, n'attend pas le succès pour vivre, ni même pour se faire jouer.

Avec M. Nozière on passe d'un extrême à l'autre : il n'a rien d'un débutant ni d'un malhabile. Il donne aux Nouveautés une pièce en tableaux découpés dans la vie et les amours de lady Hamilton. Ici paraît une autre maladie contemporaine, le cinématographe.

Ce genre de la pièce en images ne dit rien de bon. Une pièce écrite pour un acteur n'est pas nécessairement mauvaise, mais ici ce n'est pas une pièce qu'on découpe pour l'acteur, c'est un spectacle, sur un sujet dont on voit surtout le romanesque et le pittoresque, et selon le mouvement du cinématographe, qui n'est pas celui de l'art dramatique.

La tentative de M. Savoir est plus singulière : il tire d'un sujet de conte philosophique une pièce pour un grand improvisateur fantaisiste, M. Berry. C'est dire s'il est resté de tous les côtés à mi-route. L'idée dont il partait ne manquait pas de piquant : un fou, qui se croit Dieu, cas de folie répandu et connu, s'évade de son asile et s'en va courir le monde. Que diront, que feront les hommes en face d'un être qui dit avec un sérieux charmant : « Je suis Dieu »?

Ce pouvait être léger et agréable, avec la patte de Voltaire ou simplement d'un gentil esprit du dix-huitième siècle. Mais on peut penser que M. Savoir, qui en fait de dix-huitième siècle ne rappelle guère que le Persan de Montesquieu, a quelque peu appuyé l'ironie, et éprouvé le besoin d'étaler une philosophie un peu brève.

M. Carco n'a pas eu tant de prétentions. Il a carrément adapté un... comment dit-on? cinédrame américain. Cela s'appelle *Dans la rue*, et cela montre les suites d'un assassinat dans les rues de New-York, avec les bruits authentiques enregistrés et reproduits par le phonographe. M. Carco a du goût pour le pittoresque de la rue, même celle de New-York. On n'aura pas la naïveté de prendre au tragique ce divertissement d'un bon écrivain.

On ne saurait non plus approuver cette fois M. Sommerset Maugham, dont on a tant goûté les nouvelles asiatiques ou océaniennes. C'est encore en Malaisie que se déroule l'action de *la Lettre*, mais au lieu des précieux traits sur l'homme ou la nature qui font le prix de *la Passe dangereuse* ou de *l'Archipel aux sirènes*, on ne trouve guère ici qu'un mélodrame qui commence par les trois coups de revolver d'un assassinat, qui se continue par la trame assez serrée, exacte et savoureuse d'une enquête, mais qui s'achève malheureusement par un de ces trucs faciles qui font chaque jour tomber l'art dramatique un peu plus bas dans l'imitation du balbutiant cinématographe : la dernière scène montre dans une vision la scène de l'assassinat telle qu'elle s'est déroulée avant le lever du rideau et telle qu'on a cherché à la reconstituer à travers la pièce.

On voit que si nous avons en ce début de saison la quantité, la qualité fait cruellement défaut. On peut d'ailleurs lier les deux termes : si les pièces étaient bonnes, on en jouerait deux fois moins. Si l'on en jouait moins, on prendrait le soin de les faire meilleures. Il a paru pendant cette quinzaine trois pièces dignes qu'on les critique. L'une date du temps qui a tout de suite suivi la guerre, quand M. Jean-Jacques Bernard n'avait pas encore glacé dans les théories du silence ses dons de finesse et de force où Azaïs disait qu'on percevait un écho racinien. On répète cette belle louange, partagé entre le plaisir de voir à la Comédie-Française un ouvrage, enfin, de cette qualité, et le déplaisir de songer que M. Bernard est aujourd'hui bien moins avancé qu'au moment de ses débuts.

La deuxième pièce digne d'attention date du temps d'avant guerre, quand M. Émile Fabre était l'héritier et le meilleur disciple du Théâtre Libre. A l'inverse de M. Bernard, ce n'est pas par la réserve dans la force que brille l'auteur des *Ventres dorés :* il étale volontiers sa vigueur, mais elle est réelle, sa pièce paraît aujourd'hui assez solide et bien faite pour mériter d'être revue avec intérêt après vingt ans.

Pour Edmond Rostand, le recul est de trente-cinq ans déjà : *la Princesse lointaine* fut jouée en 1894 par Sarah Bernhardt, Lucien Guitry, de Max, Jean Coquelin. Tous sont chez les morts. Une pièce en vers devrait se démoder moins vite qu'un tableau comme *les Ventres dorés.* Aussi bien *la Princesse lointaine* n'est pas démodée. On a dit que c'était le moins bon ouvrage de Rostand, ce qui soit dit, par parenthèse, n'est pas notre opinion, car nous tenons énergiquement pour *la Samaritaine.* Il est certain qu'il est fort déplacé de faire parler tout le monde au douzième siècle comme des esthètes de la dernière génération romantique (dernière, c'est façon de parler, le romantisme est éternel comme la maladie). Mais il y a dans cette pièce d'abord un scénario d'une habileté magistrale : c'est beaucoup mieux fait que du Sardou, en beaucoup plus simple. Ensuite si cette poésie est d'un goût la plupart du temps déplorable, du moins la poésie est là, avec une telle gentillesse, une générosité si ingénue dans le sentiment qu'on est touché et qu'on répète en bougonnant : quel dommage qu'il ne sorte que du clinquant et tant de sons faux de cette jolie source !

LUCIEN DUBECH.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

La crise ministérielle. — *Le Parlement rentre de vacances le 22 octobre.*

Ce jour-là, le cabinet Briand est renversé, à la Chambre, par 288 voix contre 277. Il tombe, victime des ambiguïtés de sa politique étrangère, renversé par la coalition de ceux qui trouvent trop rapide l'évacuation de la Rhénanie et de ceux qui l'estiment trop lente.

La crise se révèle difficile à dénouer.

Le président de la République charge d'abord M. Daladier, qui vient d'être réélu, à Reims, président du parti radical-socialiste, de constituer le nouveau ministère.

M. Daladier accepte et propose aux socialistes de participer au pouvoir. Le groupe S. F. I. O. de la Chambre entre en pourparlers avec lui, et M. Briand promet sa collaboration (27 septembre).

Mais le Conseil national S. F. I. O. se prononce contre la participation après des débats orageux. La combinaison Daladier échoue (29 octobre).

M. Clémentel, appelé également à l'Elysée, échoue à son tour. M. Doumergue s'adresse alors à M. André Tardieu qui accepte (31 octobre).

France. — *L'instruction du complot communiste s'étend. Le juge Peyre procède à 32 inculpations nouvelles pour complot contre la sûreté extérieure de l'État (18 octobre).*

Italie. — *Le Croate communiste Wladimir Gortan, qui, le 24 mars, avec cinq autres révolutionnaires, fusilla dans le dos une colonne d'électeurs fascistes, est passé par les armes dans une localité voisine de Pola (17 octobre).*

— *Le duc Humbert de Piémont, héritier du trône, est fiancé avec la princesse Marie-José de Belgique. Le jour de ses fiançailles, à Bruxelles, un réfugié italien, di Rosa, tire sur lui un coup de revolver, sans l'atteindre (24 octobre).*

Allemagne. — *Mort du prince de Bülow, ancien chancelier de l'Empire (28 octobre).*

— *Clôture du référendum organisé par les nationalistes contre le plan Young. On n'en connaît pas encore le résultat, mais il semble que le chiffre de voix nécessaire n'a pas été atteint (29 octobre).*

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1929 38723.